

SILENCE


ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°224
NOVEMBRE 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

DES RUINES
DU DÉVELOPPEMENT :
PAUVRE
PLUTÔT QUE DIFFÉRENT

ÉNERGIE :
LE MONDE CHANGE,
LE NUCLÉAIRE AUSSI



SIMPLIFIER SA VIE

TELEPHONES
MOBILES
DANGER!

Sommaire

Simplifier sa vie :

Un chemin de joie et de liberté

de Pierre Pradervand page 4

Alternatives page 12

- Protection sociale alternative
- Paris : retour au Couvent des Récollets

Femmes page 15

- Femmes et emploi

Politique page 16

- Ces gens qui nous gouvernent
- Israël : j'accuse

Santé page 17

- Téléphones mobiles : danger !

Des ruines

du développement : pauvre plutôt que différent

de Wolfgang Sachs . . . page 18

Nord-Sud page 21

- Supprimer le raid Dakar

Paix page 21

Environnement page 22

- Chasse : pas le dimanche après-midi.
- Montchanin : le procès

Société page 25

- Autoroutes en emplois

Annonces page 25

Energies page 26

- Chauffage au bois

Nucléaire page 27

- Vers l'accident
- L'étrange Monsieur Pronost
- Civaux : centrale propre !
- Réseau sortir du nucléaire

Energie : le monde change, le nucléaire aussi

de Didier Anger page 30

Livres page 34

Courrier page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 3 octobre 1997.

Vu de l'intérieur...

MISSION POSSIBLE

Pendant le premier semestre 1997, des lecteurs et lectrices de Silence ont vendu des billets dans le cadre de l'Opération "Découvrez Silence". Nous avons appris que depuis chaque possesseur d'un billet avait reçu un numéro spécimen de la revue. Dans chaque numéro se trouvait une feuille jaune proposant au destinataire un abonnement. Depuis, moins de 300 des 6000 personnes ont renvoyé cette feuille accompagnée d'un règlement. Votre mission, si vous l'acceptez, consistera à retrouver les possesseurs d'une telle feuille jaune et à s'assurer qu'ils l'ont retournée avec leur abonnement. Si vous ou l'une des personnes de votre entourage venait à être surprise à payer cet abonnement à la place du possesseur de la feuille jaune, nous nierions en avoir pris ombrage (on peut même le faire sous forme d'un cadeau de fin d'année !).

RETOUR VERS LE FUTUR

Vous êtes vieux (plus de 40 ans), vous pouvez toutefois encore servir !

Silence qui n'existe que depuis 1982 cherche à remonter le temps en complétant ses collections de revues. Nous sommes à la recherche des numéros suivants.

Revues défuntes :

- *Ecologie* : 1 à 213, 257, 294, 297, 298, 317 à 323.
- *Antirouille* : 1, 4, 6, 8, 9, 12, 13, 16 à 22, 34 et 35.
- *Combat non-violent* : 1 à 103, 105 à 121, 131, 135 et suivants.
- *Pigeon Voyageur* : 1, 2, 4, 6 à 14, 16 et 44.
- *Le Pont* : le 7 de la première série.

Revues toujours existantes :

- *The Ecologist* : tout jusqu'au volume 22 n°1 sauf 4.3, 6.7, 6.8, 15, 5/6, 19.2 et 19.6.
- *La Gazette nucléaire* : 1, 3 à 7, 10 à 17, 19, 22, 23, 28, 50 à 74, 84/85, 113/114.
- *Alternatives non-violentes* : 27-28, 36 à 39, 41, 47, 50, 51.

Si vous pouvez nous donner ces revues, faites-nous un courrier en nous disant ce que vous avez, afin d'éviter qu'on reçoive plusieurs collections identiques. Au maximum, on paie les frais de port.

MON ONCLE D'AMERIQUE

Silence diffuse les livres des Editions Ecosociété. Nous en avons sélectionné certains dans le bon de commande qui se trouve en avant-dernière page. Si vous voulez recevoir un catalogue complet des livres disponibles, vous pouvez l'obtenir en nous envoyant une enveloppe format A5 ("demi-sac") timbrée à 3,50 F.

LA BANDE A... BONNEMENT

On nous demande si on pourrait indiquer le numéro de fin d'abonnement sur les bandes-expéditions : c'est fait ! C'est le numéro qui figure dans l'encadré en bas d'adresse. S'il y a un numéro tout seul, tout va bien ; si c'est écrit "votre abonnement se termine au numéro..." c'est que vous êtes dans les deux derniers numéros (et il y a une feuille orange à l'intérieur pour le réabonnement) ; ceux qui ont 9999 dans ce cadre ne paient pas l'abonnement (cadeau, correspondant, échange) ; ceux qui ont deux étoiles reçoivent ce numéro gratuitement avec une feuille jaune leur proposant de s'abonner.

JOUR DE FETE

Si vous voulez voir un stand de Silence dans votre fête écolo du coin, le meilleur moyen, c'est de l'organiser vous-mêmes... Cette revue reste faite essentiellement par des bénévoles et vous pouvez en devenir un.

Si cela vous tente, il faut nous avertir au moins deux mois à l'avance pour que nous négocions un stand (souvent contre une publicité dans la revue). Puis nous vous envoyons du matériel par la poste. Joindre Michel Jarru le jeudi pour en savoir plus.

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4ème trimestre 1997
Tirage : 4000 ex

Editeur : Association Silence
Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin Mpouma

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Jarru
Publicité et abonnements : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
René Hamm
Rédaction : Sylviane Poulencard
Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Peral
André Picot

Dessinateurs : Alho
Cyril
Lasserpe
Mullo

Iconographie : Deborah Gaudin
Loïc Gaudin

Modéliste Nutchey
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Chantal Grosmondard
Raymond Vignat

Correcteurs : Christiane Chopon
Claude Crolet
Elise Dumont
Christian Hubuis
Maloin

Vincent Martin
Olivier Monmagnon
Bernard Perez
Christian Rony
Suzanne Vignat
Georges David

Correspondants : Alain-Claude Gallié
José Oria
Mirella Oria
Parline

Jean-Luc Thierry
Didier Anger
Pierre Pradervand
Wolfgang Sachs
Roger Sanlini
Réseau Voltaire
Pierre-Emmanuel Weck

Venez nous voir !

N°225 - Décembre
Comité de clôture des articles
samedi 25 octobre à 14 h
(clôture brèves : vendredi 31 octobre à 12 h)
Expédition
vendredi 14 novembre à 18 h

N°226-227 - Janvier
Comité de clôture des articles
samedi 22 novembre à 14 h
(clôture brèves : vendredi 28 novembre à 12 h)
Expédition
vendredi 12 décembre à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement
page 39

Le mois de
LASSERPE

ÉDITORIAL

*Sans faste
ni apprêt*



Quel plus grand plaisir que d'apprendre à se connaître et de faire la nique à tous les voleurs de personnalités. Se retrouver face à ses désirs puis les dépouiller de la gangue de ce qui, au fond, n'a que peu d'intérêt nécessite de tourner le dos aux discours publicitaires permanents dont nous vivons l'agression. « L'individu moderne est dépossédé de lui-même par les médias » nous rappelle François Brune dans une salutaire nouvelle édition de son essai (1). Retrouver sa personnalité ne consiste pas à pencher dans l'hédonisme qui est la consommation des plaisirs marchands. Par exemple, l'apologie de la fumette, qui leurre tant de *droits-de-l'homme* sur la liberté de choisir sa dépendance, n'a de sens pour l'Homme qui aime vivre sur Terre. Les petits plaisirs qui saturent les neurones, sans jamais satisfaire, mènent à la souffrance, cette même souffrance qu'au nom de la rigueur les idéologues adorent comme Luther et Calvin en passant par les talibans au nom de leur Dieu qui s'ennuie.

Se connaître libre c'est aimer la vie et s'organiser avec elle, non la détruire. « L'amour des plaisirs sans l'amour de la vie cherche de la chaleur dans les bras de la mort » (2). Alors, tout le monde ne semble pas concerné, la mort fascine tant. Pour les bonnes volontés il n'est pas trop tard avant que l'évidence de l'agression de la Biosphère ne devienne urgente et politique.

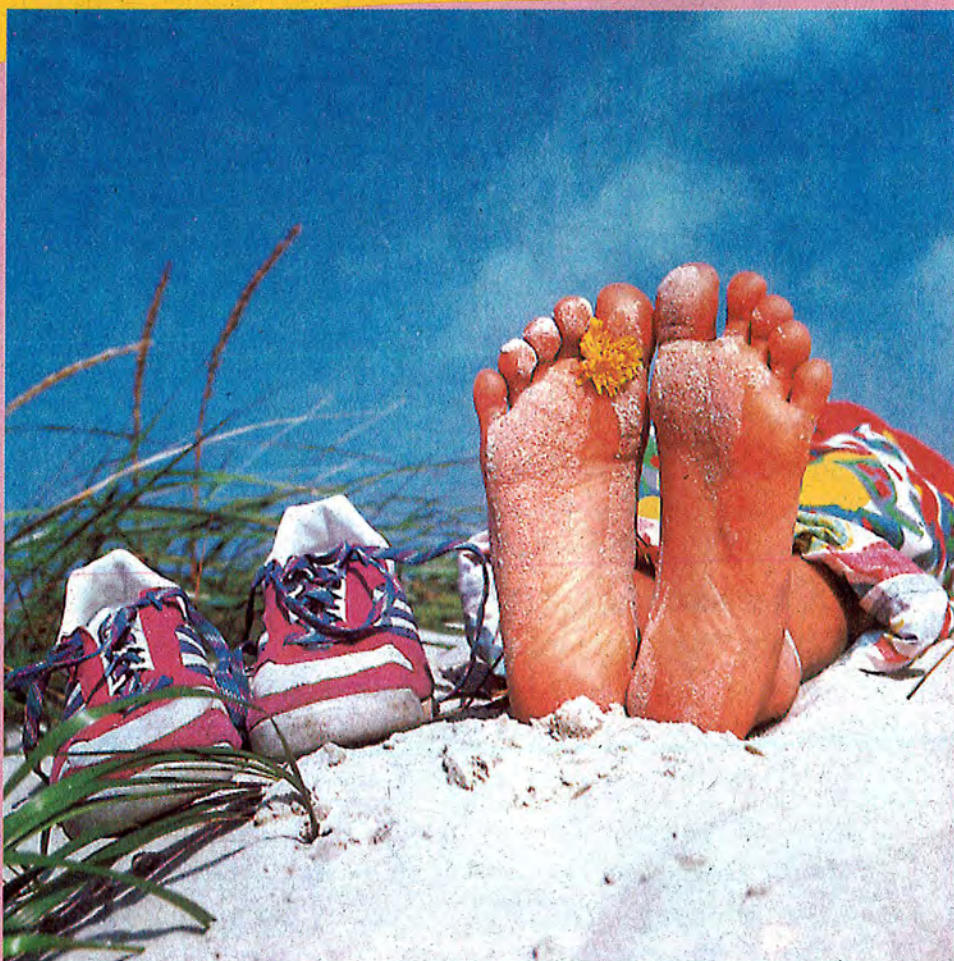
Dominique ZANDA

(1) « Les médias pensent comme moi », L'Harmattan, 1996.

(2) « Nous qui désirons sans fin » de Raoul Vaneigem, le cherche midi éditeur, 1996, p.146.

SIMPLIFIER SA VIE

UN CHEMIN DE JOIE ET DE LIBERTE



Une solution à beaucoup de nos problèmes est d'avoir une nouvelle vision de notre mode de vie : quand on simplifie sa vie, l'impact bénéfique se répercute sur au moins cinq plans : l'environnement, la santé, la solidarité internationale et locale, les finances et la cohérence individuelle.

Depuis un an, nous collaborons, en tant que formateur, avec un hôpital régional suisse. Les médecins y gagnent confortablement leur vie : la plupart se font un revenu annuel qui tourne entre 2,5 et 3 millions de FF. Un de ces derniers, avec qui nous nous entretenons de la poursuite de plus en plus insensée à la consommation matérielle, s'exclamait : "Mais Monsieur, on ne peut pas manger avec deux bouches, dormir dans six lits, et les cercueils n'ont pas de poches" !

Nous vivons dans une société où trop de gens donnent l'impression que non seulement les cercueils ont des poches, mais qu'ils ont aussi des coffres-forts, des armoires frigorifiques, et que l'au-delà est une entreprise d'import-export !

Pourtant, même les défenseurs du système commencent à se poser des questions. Ainsi dans le *Journal de Genève* du 20 août 1997, quotidien qui représente les milieux économiques et bancaires et le parti libéral (droite) de Genève, on pouvait lire le commentaire suivant :

"Que peut-on acheter quand on a déjà tout, et bien plus que ses besoins ne l'exigent ? Une agence de presse évoquait, il y a peu, le dernier souci des consommateurs américains. Désormais, quand un chien a subi la déshonorante épreuve de la castration afin qu'il demeure bien sage dans la maison de ses maîtres, ces derniers peuvent l'amener chez le vétérinaire. Car l'implantation de faux testicules est tout à fait au goût du jour. Elle assure à Médor sa virilité et... au vétérinaire des gains appréciables.

Voilà qui introduit la notion d'intelligence. Le consommateur doit-il vraiment consommer tout ce qu'on lui offre sous prétexte qu'il faut consommer ? Doit-il marcher comme un soldat vers la première proposition à la mode, participer à la grande fête des produits inutiles qui inondent le marché à la sortie d'un film hollywoo-

dien ? A-t-il absolument besoin de se rassurer en serrant les rangs du grand troupeau de moutons consommateurs ?

Pour les lecteurs de cette revue, il va de soi que la réponse est un NON retentissant, et nous n'allons pas perdre votre temps précieux à vous en convaincre. Sans doute beaucoup d'entre vous approuveraient-ils l'avis du Tao-Te-Ching qui dit : "Celui qui sait qu'il a assez est riche". L'économiste chilien Manfred Max Neef pense que l'avenir de notre race pourrait dépendre en grande partie de la définition de "avoir assez" (on pourrait paraphraser le livre de la sagesse chinoise en disant qu'il y a deux façons de devenir riche : acquérir plus de possessions, ou développer moins de besoins !)

Alors osons proclamer bien fort qu'on peut vivre *mieux* avec *moins*. Infiniment mieux. Et que ce choix est aux antipodes de l'ascétisme. En effet, dans l'économie de la mort et de la poussière qu'est cette économie bâtie sur la satisfaction constante de désirs sans cesse stimulés artificiellement, consommer autrement et moins constitue un hymne à la vie. Vie de la planète qui étouffe sous le poids de nos déchets et de la pollution. Vie des Autres, ces 1,3 milliards qui survivent avec un dollar par jour et qui, eux, ont besoin de consommer plus pour vivre. "Vivons simplement afin que d'autres puissent simplement vivre" disait Gandhi, ajoutant que "la Terre peut satisfaire aux besoins de chacun, mais pas à l'avidité de tous".

Et si la réduction de la consommation matérielle était même la condition *sine qua non* de la redécouverte d'une qualité de vie perdue, de la reconquête du temps aliéné, et une étape importante de la découverte de soi pour ces colonisés du désir que nous sommes devenus trop souvent ?

On peut vouloir vivre plus simplement pour toute une série de raisons, mais tôt ou tard la question du *sens de la vie*, et de notre *identité profonde* comme habitant de cette merveilleuse petite planète, et de notre destinée dans l'univers (la vie s'arrête-t-elle à la mort ou continue-t-elle ?) intervient dans la réflexion de ceux qui commencent à rechercher un style de vie moins alourdi par le superflu.

Erica Erdman, qui publie au Canada un petit bulletin intitulé *Human-kind Advancing*, décrit en termes éloquentes de quoi est constitué cette simplicité du vivre autrement. "La simplicité... n'est pas le sacrifice. Ce n'est pas vider la vie de sa joie. Bien au contraire, la simplicité évite justement

le ballast excessif qui s'oppose à la joie. C'est une concentration sur ce qui est le plus essentiel, le plus beau, le plus valable. Elle ne rend pas la vie plus pauvre, mais plus riche...

Encore plus belle (que la simplicité matérielle) est la simplicité intérieure. L'esprit, rejetant l'encombrement et la confusion de l'hyperstimulation, devient conscient de l'essentiel. On fait l'expérience de la vie comme un nouveau cadeau, et la croissance intérieure est ressentie comme une exaltation sereine qui ne peut être achetée à aucun prix. La capacité à faire face à des problèmes apparemment insolubles, d'atteindre de nouvelles prises de conscience, de vraiment apprécier l'amitié et l'amour, ne sont que quelques unes des conséquences de cette croissance. La simplicité ne constitue pas un sacrifice. Elle est la baguette magique qui transforme le monde".

Vivre plus simplement exige un certain nombre de conditions préalables. On ne se dit pas un matin, parce qu'il y a un beau soleil qui brille, "Tiens, je crois que je vais commencer à vivre plus simplement !" Une fois que ces conditions sont clairement définies, le comment découlera de lui-même, par un processus très pragmatique et très individuel (nous espérons qu'il n'y aura jamais de "Manuel de simplification de la vie" ! Ce serait priver les gens de cette merveilleuse créativité qui est en chacun de nous et qui n'attend qu'à s'exprimer). La description la plus claire et la plus cohérente que je connaisse de ces conditions est celle de l'écrivain anglais Richard Gregg, un ami de Gandhi, qui écrivait : "La simplicité volontaire exige des conditions tant intérieures qu'extérieures. Elle implique une intention non divisée, la sincérité et l'honnêteté intérieures tout comme un environnement non encombré, l'absence de possessions qui ne soient pas directement reliées au but principal de la vie. Cette simplicité demande que nos énergies et nos désirs soient mis en ordre et guidés. Elle demande que l'individu sache se restreindre dans certains domaines en vue d'assurer une plus grande abondance de vie dans d'autres. Elle implique une organisation délibérée de la vie pour la réalisation d'un but".

Examinons ces suggestions une à une.

"Une intention non divisée"

Une telle intention permet d'organiser ses priorités de vie et, petit à petit, d'élaguer le superflu, que ce

soient des lectures inutiles, des fréquentations peu enrichissantes, des consommations ostentatoires, des activités vides de sens, etc. Nous ne pouvons trop insister sur le fait que cet élagage est quelque chose de profondément libérateur. Il faut le vivre pour le comprendre. Les choses prennent automatiquement leur place, et plus l'intention (donc les priorités) sont claires, plus cet élagage est un processus sans douleur et joyeux. Nous nous rappellerons toujours cet agent d'assurance venu nous voir après la lecture de notre livre et qui nous disait avec le ton d'une personne qui vient de poser un immense poids, "J'ai emporté de chez moi trois breaks de choses inutiles, et je n'ai pas fini".

"La sincérité et l'honnêteté intérieures"

On peut définir ces deux termes par l'intégrité, au sens de ce qui correspond à la nature la plus profonde de notre être. La chose la plus dangereuse pour toute personne, c'est de tricher avec soi-même : prendre de bonnes résolutions sans jamais investir l'effort nécessaire pour les réaliser, faire des promesses que l'on ne tient jamais, dire à quelqu'un "J'essaierai de..." en se ménageant déjà une porte de sortie pour ne pas tenir son engagement. L'intégrité nous évite de tricher avec nous-mêmes, y compris dans le domaine de la simplification de la vie.

"Un environnement non encombré"

L'esprit se restaure dans un environnement où il n'y a pas mille choses pour constamment le divertir. Les futurologues estiment que la dernière la plus rare et la plus recherchée au début du siècle suivant sera... l'attention des gens ! Cette dernière en effet sera sollicitée par mille et une communications, toutes se voulant urgentes, toutes prétendant apporter une réponse à un problème, toutes s'estimant prioritaires. On n'a qu'à se promener dans n'importe quelle grande artère de nos villes pour avoir un avant goût de ce qui pourrait devenir une hyperstimulation malade pour ceux qui ne savent pas cibler leurs priorités et donc leur attention. Par contre, la personne dont l'environnement *intérieur* est non encombré, léger, clair, peut se promener impunément dans l'environnement extérieur le plus bruyant et le plus agressif sans perdre son calme, son sens de la direction. La simplicité commence toujours dans l'esprit.

*L'absence de possessions
qui ne sont pas directement reliées
au but principal de la vie*

L'interprétation de cette suggestion de Gregg, comme celle de "avoir assez" (voir ci-dessous) reste nécessairement — et heureusement — subjective. Ce que j'estimais absolument nécessaire hier me paraîtra totalement superflu demain.

*Mettre en ordre et guider
ses énergies, organiser sa vie
en fonction d'un but*

Répétons-le, la clé de la simplification de la vie consiste à avoir des priorités bien organisées. C'est le secret de toutes les personnes qui ont réalisé de grandes choses dans la vie. C'est également le secret des personnes qui ont un cheminement, peut-être jugé comme plus modeste par la société, mais qui ont l'immense satisfaction de vivre une vie intérieurement cohérente.

Une étape essentielle et absolument incontournable de cette recherche de simplification de la vie est constitué par la définition de *ce qui constitue avoir assez*. Disons tout de suite que cette dernière est nécessairement totalement subjective. Elle évoluera non seulement d'une société à l'autre, mais d'une personne à l'autre, et, chez chacun, d'une période de sa vie à l'autre, en fonction de son niveau de conscience.

Quand, jeune étudiant frais émoulu de l'université de Genève, nous travaillions au Bureau International du Travail, le rêve de tout Suisse (pas d'impôts, salaires élevés, deux mois de vacances — à l'époque — c'était le Pérou), nous caressions le rêve de posséder une Rover anglaise, à l'époque symbole de "standing" comme on dit. Aujourd'hui, notre petite reine constitue pour nous réellement une richesse infiniment plus grande que la possession d'une Rolls Royce, qui nous semblerait quelque peu vulgaire et surtout totalement inutile.

Mais c'est là notre point de vue strictement subjectif sur l'utilité d'une Rolls, et il ne nous viendrait jamais à l'idée de juger celui qui en possède deux, en plus de son yacht et son avion privé. Nous avons simplement des points de vue différents sur ce qui constitue avoir assez, et aussi de quoi est constitué le vrai bonheur. Car le jour où on chercherait des critères objectifs de ce qui constitue "avoir assez", on risquerait rapidement de tom-

ber dans le dogmatisme et les excommunications.

Pourtant, ce jour risque bien d'arriver au niveau planétaire, si ceux qui taxent trop les ressources de la planète ne restreignent pas volontairement et rapidement leur consommation. Ainsi, si tous les habitants de la Terre voulaient vivre sur le même pied que les habitants de la petite Helvétie, cela nécessiterait cinq planètes Terre pour satisfaire leurs besoins. Car indépendamment de la dimension individuelle de vivre et consommer autrement, il existe évidemment une dimension écologique et planétaire. Par manque de place, nous ne l'aborderons pas dans ces lignes, mais il faut être conscient qu'elle existe bel et bien. (1)

Dans *Votre vie ou votre argent*, (Editions Logiques, Montréal, 1997) un best-seller traduit de l'anglais sur une autre gestion de l'argent et la vie simple, deux Américains, Joe Dominguez et Vicki Robin, définissent "assez" de façon fort perspicace: "*Avoir assez*, disent-ils, *ne signifie pas avoir la quantité minimum pour survivre, c'est la quantité exacte de ce qui vous donne une réelle satisfaction sans excès*". Avoir assez est donc l'état atteint par une personne qui s'est débarrassée de toute possession superflue. Ce qui rejoint la pensée de Saint Exupéry qui disait "*La perfection est atteinte non quand il n'y a plus rien à ajouter, mais plus rien à ôter*". Donc le gaspillage, si nous suivons Dominguez et Robin, n'est pas nécessairement constitué par l'abondance de possessions, mais plutôt dans le fait de ne pas en jouir. Et, ajoutons-le, avant tout dans l'incapacité à ressentir la gratitude pour ce qu'on possède et consomme.

En effet, la société de consommation a tué chez tant de personnes la capacité à ressentir la gratitude. Or, cette dernière constitue une clé précieuse permettant de départager entre "assez" et "trop". Mon jeune ami David, 9 ans, me racontait il y a quelques jours que sa mère, qui l'élève seul avec son frère, a vu son temps de travail diminuer. Elle ne peut plus lui donner les 8 FF d'argent de poche hebdomadaires qu'il recevait. Son ami Charles, même âge, en reçoit 200 par semaine. Gageons que s'il en recevait 250, la gratitude, pour autant qu'il en ressent même (après tout, d'après leur rejeton, c'est le devoir de parents riches de donner beaucoup d'argent de poche) n'augmenterait pas dans une proportion analogue. Et que si on baissait cette manne hebdomadaire à 150 francs, ce seraient des hurlements d'indignation.

Concernant cette notion tellement fondamentale pour la simplification de la vie qu'est l'idée d'avoir "assez", voici une ou deux opinions de plus à méditer:

"*Les hommes ne désirent pas être riches, mais simplement plus riches que les autres hommes*" (John Stuart Mill: on consomme par comparaison avec les autres)

"*Vous ne pouvez jamais avoir assez de ce que vous ne tenez pas vraiment à posséder*" (anonyme.)

"*Plus le désir s'avance, plus la possession véritable s'éloigne*". (Proust)

"*Le gaspillage ne réside pas dans l'abondance des possessions, mis dans le fait de ne pas en jouir*". (Dominguez et Robin, op. cit.)

Il ne nous viendrait jamais à l'idée de suggérer à une seule personne sur cette planète comment il ou elle devrait simplifier sa vie. Ce serait le sommet de l'arrogance! Comme l'a si bien dit le philosophe français Jean Guittou, "*Il n'y a pas d'éducateurs; il n'y a que des gens qui montrent aux autres comment ils s'y prennent pour s'éduquer eux-mêmes*". Alors nous nous permettrons simplement de partager quelques approches qui, pour nous, se sont révélées être particulièrement utiles sur la route de la simplification de la vie (où nous ne sommes encore qu'aux premières classes de l'école primaire!) dans l'espoir qu'elles pourront inspirer certains.

"En ai-je vraiment besoin ?"

Concernant la définition de "avoir assez", une des démarches qui nous aide beaucoup, et que d'autres semblent également trouver utiles, c'est, lorsque nous faisons des achats, de nous poser constamment la question, "*En ai-je vraiment besoin ?*" Nous trouvons important de le faire avec souplesse, sans dogmatisme *et surtout sans se culpabiliser*. Car la culpabilité, cette mafia de l'esprit, si elle s'introduit dans la démarche de simplification de la vie, est capable de tout faire capoter, et de transformer un cheminement qui peut se faire dans une joie immense en chemin de croix. Ce n'est certainement pas notre objectif!

Nous avons mangé des centaines de glaces dans notre vie, aucune d'entre elles ne correspondait à un vrai besoin. Depuis de années, nous n'achetons quasiment pas de vêtements, car nous avons deux frères de notre taille qui nous passent tous leurs "vieux" vêtements (parfois presque neufs!). Mais nous avons encore des vêtements dont nous pourrions certai-

(1) Les lecteurs intéressés par cette question trouveront une information à ce sujet dans mon livre *Découvrir les vraies richesses - pistes pour vivre plus simplement*.



nement encore nous passer et nous désirons faire un élagage plus serré, parce que nous avons réalisé depuis longtemps que toute possession en trop bloque une certaine quantité d'énergie au niveau de notre subconscient, énergie que nous pourrions mieux investir autrement. C'est pour cela que les personnes qui nous disent s'être débarrassé de leur superflu (y compris parfois leur voiture) après la lecture de *Découvrir les vraies richesses* parlent toujours de la libération intérieure merveilleuse qu'elles ont ressentie après l'opération.

Gérer ce que la vie nous prête

Pour nous, une des étapes les plus importantes du processus de simplification de la vie en cours a incontestablement consisté à nous considérer comme le gérant, et non le propriétaire, de tout ce que la vie nous prête. Nous disons bien "prête" et non pas "donne". Avant tout, il s'agit du temps et de l'argent. Se sentir gestionnaire, et non pas propriétaire, de ces deux choses amène une liberté qu'il faut vivre — elle ne peut se décrire en mots. Cela implique un long travail de développement personnel qui s'étend sur des années, et qui a une dimension également métaphysique et spirituelle.

Gérer son argent comme une chose que la vie nous prête pour en faire bon usage, pour en faire un "outil de bonheur" des autres (et de soi), et non

un outil d'asservissement, conduit à une liberté intérieure très précieuse. Dans les week-ends sur l'argent donnés dans le cadre de nos ateliers *Vivre Autrement*, nous faisons un jeu merveilleux, inventé à Findhorn en Ecosse (la première communauté éco-spirituelle de la planète), qui s'appelle simplement le jeu de l'argent. Les gens y découvrent l'argent comme une forme d'énergie — et font aussi la découverte de leurs blocages face à ce dernier. C'est une expérience très forte qui laisse peu de gens indifférents — parce que l'argent est au centre non seulement de notre économie, mais aussi de notre culture, sans parler de notre subconscient où il polarise nos craintes au sujet de l'avenir.

Une étape utile vers la disparition d'un sentiment de possession personnelle face à l'argent constitue à adopter la pratique de la "dîme inspirée". Cette pratique consiste à donner régulièrement (par exemple mensuellement) la dîme de ses revenus (bruts ou nets, à vous de décider) à une personne ou une institution, un projet, un groupement qui vous inspire profondément, en écrivant une lettre expliquant pourquoi vous envoyez cette dîme (2).

Une autre étape consiste à payer toutes ses factures (et même ses impôts!) avec joie et reconnaissance. En effet, quand nous recevons de l'argent pour un service rendu, un travail effectué, une marchandise livrée, nous en sommes bien aise. Et chaque fois que

nous payons quelqu'un, ou un service public, c'est parce que nous recevons en retour un service, ou un bien qui nous plaît. Après tout, chaque fois que nous faisons un paiement, nous avons le choix de le faire en maugréant, ce qui ne fait que renforcer l'archétype négatif de l'argent dans la société, ou avec reconnaissance, ce qui est quand même plus agréable et contribue à renforcer l'archétype positif de l'argent. (3)

On peut également développer une attitude de non possessivité face au temps, que nous définirons ici simplement comme l'énergie de vie — cette énergie de vie que l'univers nous prête pour la transformer en quelque chose de beau, de riche, en quelque chose qui nous permette avant tout *de nous respecter nous-mêmes* et qui donne un sens à la vie. Pour nous, de réaliser que "notre" temps ne nous appartient pas — au sens comptable — mais que l'univers nous prête chaque jour 24 heures à remplir d'activités, de paroles et de pensées qui peuvent contribuer à créer un monde meilleur (si elles sont bien utilisées) donne également une liberté merveilleuse. A la limite, nous voyons chaque seconde comme une goutte d'éternité qui nous est donnée en cadeau. Allons-nous la faire briller comme une goutte de rosée suspendue à l'aube au pétale de l'églantine ou allons-nous la ternir par l'indifférence, le stress ou la course à consommer toujours plus?

Pour chaque heure de travail que nous vendons, nous recevons un

(2) Pour une explication plus détaillée de cette pratique merveilleuse, voir les p. 176-179 de notre livre. (3) Ceux qui voudraient plus de détails sur les archétypes touchant à l'argent sont encouragés à lire le livre superbe de William Bloom, *Money - Heart and Mind*, Viking, Londres, 1995, malheureusement pas encore traduit en français. C'est un des plus remarquables livres sur l'argent que je connaisse.



leur santé d'esprit et s'appellent normaux". Nos sociétés vivent un des plus grands mensonges collectifs de l'histoire : l'idée totalement absurde que l'accumulation de choses peut conduire au bonheur, à la plénitude, à la sécurité alors que c'est l'exact contraire.

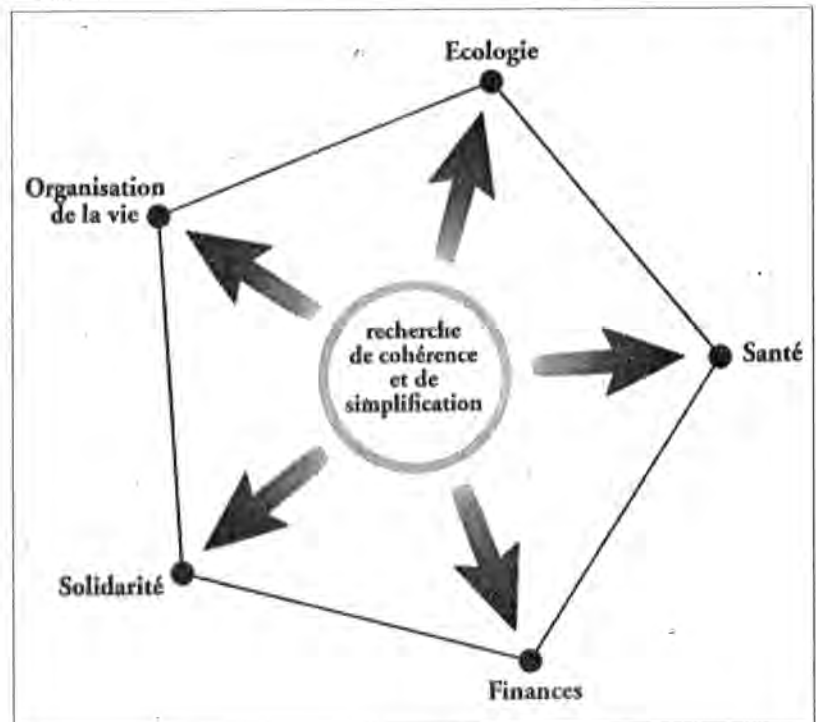
Qui va crier que le roi est nu ? Vous, nous, mais pas en paroles (il y en a déjà trop, c'est une véritable logorrhée) mais en actes. En vivant plus simplement. Comme le disait Gandhi, "Chacun de nous doit être le changement qu'il voudrait voir se réaliser dans le monde"

Dès le moment où nous avons réalisé que chaque individu est né complet, nous n'avons plus à chercher à nous rendre plus complet en aquérant des choses ou en consommant des biens/services/communications inutiles. Le jour où nous avons réalisé que nous sommes immortels, nous avons perdu, d'un coup, la peur de manquer de ressources, notamment financières. Le jour où nous avons réalisé que la séparation que la culture opère entre donner et recevoir n'a aucun sens, que donner et recevoir sont exactement la même chose (4), nous n'avons plus eu peur de manquer de ressources : si tous nous sommes riches de l'amour, de la compassion, de la joie, du courage, de la tendresse et de tant d'autres qualités que nous

certain paiement. Donc ce n'est pas tant notre temps que nous vendons que notre force de vie. Alors, chaque fois que nous hésitons devant un achat, nous pouvons nous poser la question : suis-je prêt à donner 15 heures de mon énergie vitale pour ce pull que je ne porterai que quelques fois ? De plus en plus de gens font le choix de vivre plus simplement parce qu'en diminuant leurs besoins, il peuvent diminuer leur temps de travail, et donc avoir plus de temps libre pour s'investir dans ce qu'ils aiment vraiment faire.

ment ceci ou cela pour être dans le vent, pour avoir le standing qu'il faut, pour être à la mode. Cela conduit à des comportements pathologiques à l'échelle d'une société entière, à tel point que *la pathologie devient le critère de ce qui est normal*. Le penseur américain Ernest Becker avait déjà remarqué il y a plus d'un quart de siècle que "Si tous vivent les mêmes mensonges concernant les mêmes choses, il n'y a plus personne pour les appeler mensonges. Ils établissent conjointement

Des synergies croissantes : la recherche de cohérence et d'une simplification de la vie a un impact instantané sur une série de facteurs qui se renforcent les uns les autres.



Une étape essentielle de ce travail de développement personnel consiste à *surmonter la peur du manque*, qui est peut-être le problème numéro un de la race humaine : manque de temps, manque d'argent, manque d'amour, de sécurité, de partenaire, de compétences, d'espace, de possibilités, d'occasions, de calme... faites la liste des manques de ceux qui vous entourent, et vous réaliserez rapidement que la "peur de manquer de..." est la peur numéro un sur cette planète. Même la lutte des multinationales à l'échelle mondiale est motivée en grande partie par la peur de perdre des parts du marché, avec tout ce que cela implique.

La surconsommation de notre société est l'envers de la médaille de la croyance au manque, de la peur du manque. Nous sommes bombardés de messages nous disant que nous n'aurons pas de succès avant d'acheter tel ou tel produit, qu'il nous faut absolu-

(4) Voir à ce sujet le superbe poème sur le don de Kahlil Gibran dans *Le Prophète*, un livre qui est depuis plus de 70 ans un best-seller mondial.

(*) Note du maquetiste : là il manque un intertitre, mais en avez-vous vraiment besoin ?



partageons, comment pourrions-nous jamais être pauvres dans ce monde où tant de personnes sont demandeurs de ces qualités ?

Le jour enfin où nous avons réalisé que la plus grande joie de la vie est dans le service, comment une entreprise aussi désespérément vide que l'accumulation matérielle, le paraître, pouvait-elle encore être tentante ? Comme l'a écrit le grand poète indien Rabindranath Tagore (la première personnalité du Sud a recevoir un Prix Nobel)

J'ai dormi

et j'ai rêvé que la vie était joie

Je me suis réveillé

et j'ai vu que la vie était service

J'ai agi,

et voici que le service était joie.

Quand on se met à vivre plus simplement, on découvre des synergies merveilleuses entre les différents aspects de la vie. Dans l'univers *holistique* qui est le nôtre, absolument tout réagit sur tout, selon la fameuse image du physicien David Bohm : quand un électron vibre, l'univers entier tremble. Dans cet univers, nos changements de comportement ont également un impact qui fait cascade si on peut dire, comme illustré par le schéma ci-contre, et qui porte le nom un peu barbare de

pentagone synergique. Quand on simplifie sa vie, l'impact bénéfique se répercute sur une série de plans, dont nous examinerons cinq : l'environnement, la santé, la solidarité internationale et locale, les finances et la cohérence individuelle (il y en a bien sur d'autres : le plan spirituel culturel, etc)

L'exemple de la viande

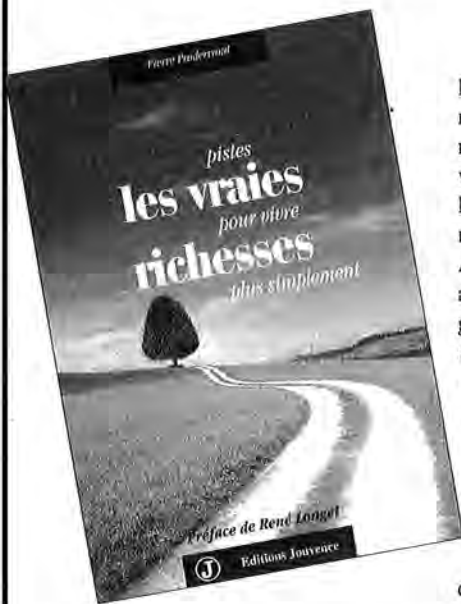
Prenons le cas de la consommation de viande. En cette époque où même les pauvres vaches deviennent folles (et comment ne le seraient-elles pas, quand leur alimentation a même contenu, comme en Suisse, du placenta... humain ?), cet exemple est particulièrement pertinent. Une diminution de la consommation individuelle de viande a, par ricochet, toute une série d'effets secondaires positifs.

Chaque Français consomme en moyenne 91 kilos de viande par an (chiffre AVF, ou ante vache folle). Mais comme ce chiffre est une moyenne qui inclut les bébés, les enfants, les grand-mères édentées, les végétariens, les allergiques au porc et autres abstinentes de menus carnés, le chiffre réel par consommateur de viande doit dépasser allègrement les 100 kilos par an. Or, la production de viande a toutes sortes d'effets secondaires extrêmement négatifs sur l'écologie de la

planète. A titre d'exemple, en Suisse, il faut 10 calories d'énergie pour produire une calorie de viande, alors qu'il ne faut que 0,2 calories d'énergie pour produire une calorie de pommes de terre (en France, où l'élevage industriel est plus poussé, le rapport doit être bien plus défavorable). Une étude de l'Université de New York sur les coûts réels de la production de viande de hamburger en milieu tropical, citée par la revue *World Watch*, concluait que le "coût réel d'un seul hamburger pour la planète était de 1000FF, soit cent fois plus que son prix de vente aux USA. Diminuer la consommation de viande a un impact écologique indéniable et très positif".

Cette diminution a également un impact positif au niveau de la santé, puisqu'il est admis que l'excès de la consommation de viande a des effets pathologiques souvent importants au niveau de l'individu. Une théorie récente suggère que le stress subi par les animaux au moment d'être tués se transmet aux humains à travers la viande. Dans l'univers surprenant qui est le nôtre, on ne peut l'exclure.

Au niveau de la solidarité, la diminution de la consommation de viande peut également avoir un impact important. En effet, dans un monde où on estime que 35 000 personnes meurent des suites de la faim par jour, près



de 40% des céréales dans le monde sont données à manger au bétail, et cette proportion ne fait qu'augmenter d'année en année, surtout depuis deux ans avec les achats massifs de céréales par les Chinois pour engraisser leurs animaux d'élevage. Or, avec la même parcelle de terrain nécessaire pour nourrir un homo sapiens carnivore, ou peut nourrir sept mangeurs de céréales et faire vivre plus de 20 personnes consommant des graines germées.

Au niveau financier, point besoin d'être grand clerc pour réaliser qu'une diminution de la consommation de viande (remplacée par des calories végétales plus légères et tout aussi bonnes) a un impact immédiat sur les finances de la famille. Finalement, au niveau de l'organisation de la vie, une diminution des propensions carnivores peut avoir un impact réjouissant (surtout pour la mère de famille) en termes de simplification de la cuisine, surtout si cette dernière est combinée avec l'utilisation de cuiseur solaire.

Renoncer à la voiture individuelle

On peut faire la même démonstration de l'effet de synergie d'une simplification de la vie dans toute une série de domaines, comme l'utilisation de l'eau, l'énergie, les transports, etc. Ce dernier domaine est particulièrement frappant, vu la place sacrée prise par la voiture dans la vie de la plupart des Occidentaux.

En France, le budget automobile des ménages (très inférieur à celui du pays) représente 8% du PIB, mais 14,3% de la consommation finale des ménages. Or, 52% des trajets automobiles se font sur des distances de moins de 3 km, et plus du quart (26%) sur des distances de 1 km ! (5)

Sans prôner nécessairement l'abandon de la voiture, circuler autrement pourrait signifier découvrir des moyens innovants d'utilisation de la voiture, comme les coopératives d'utilisateurs de voitures, modèle qui commence à se répandre en Allemagne, Autriche et Suisse depuis les débuts des années 90. Une telle coopérative regroupe une dizaine d'usagers qui achètent et gèrent ensemble une voiture, dans le cadre d'une association ayant des relais dans de nombreuses autres villes. Chacun investit au départ une somme modeste pour l'achat de la voiture, les frais administratifs minimes, les assurances, etc somme qui lui sera rendue s'il quitte le groupe (en Suisse, la somme est actuellement d'environ 4000 FF, mais les salaires dans ce pays sont aussi considérablement plus élevés qu'en France). Chaque membre de la coopérative réserve la voiture à l'avance grâce à un planning effectué en commun. Les coûts au kilomètre sont nettement plus bas que ceux découlant de l'usage d'une voiture privée.

Une trajectoire de cohérence

Dans une société où chacun est soumis quotidiennement à des pressions constantes — psychologiques, familiales, sociales, matérielles — le poussant à surconsommer, certaines règles simples permettent de passer du statut de COZOT (consommateur zombie télécommandé) à celui de consommateur alerte et conscient. Les dix suggestions qui suivent ne constituent en rien les dix commandements du consommateur politiquement correct, mais simplement des jalons que certains trouvent utiles sur cette *trajectoire de cohérence* qui les mène vers une vie plus simple et plus joyeuse.

En effet, des consommateurs alertes et conscients constituent une des forces de transformation les plus puissantes de la planète. Comme le dit un proverbe burkinabé, "Quand les fourmis se mettent ensemble, elles peuvent transporter un éléphant" — fût-il multinational ! Chaque fois que nous faisons des achats, nous votons avec notre porte-monnaie pour un certain type de société. "Celui qui veut faire quelque chose trouve un moyen, celui qui ne veut rien faire trouve une excuse" dit un proverbe arabe. L'application des dix suggestions suivantes constitue un premier moyen. Elles tiennent comptes de notre nécessaire solidarité avec la planète entière et tous ses habitants — on ne simplifie

pas sa vie dans la tour d'ivoire de sa seule petite existence personnelle.

1. En ai-je vraiment besoin ? Probablement aucune autre question, appliquée de façon systématique à chaque achat, aidera plus une personne à transformer ses habitudes de consommation. Elle peut s'appliquer autant à la visite chez le médecin qu'à l'achat du dernier CD de votre groupe musical préféré. Plus vous la poserez, plus vous réfléchirez en profondeur à ce qu'est un vrai besoin.

2. Pourquoi est-ce que j'achète ceci ? Quels sont les mobiles qui me poussent à acheter ? Un manque affectif ? Un désir de statut social ? Une pub maligne ?

3. Quel impact cet achat aura-t-il sur mes (petits) enfants ? Est-il juste qu'ils aient à payer les pots cassés de notre insouciance de consommateurs endormis ?

4. Retirerai-je de cet achat un plaisir proportionnel aux ressources utilisées pour le fabriquer ? Ces ressources sont de deux ordres: mon énergie de vie (que je vends contre mon salaire), et les ressources de la planète.

5. Puis-je consacrer à sa consommation le temps nécessaire, et cela sans arrière-pensée aucune ?

6. Les personnes qui produisent ce que j'achète sont-elles adéquatement rémunérées ? Bénéficient-elles des droits élémentaires d'association ? De conditions de travail décentes ? Il est en général difficile d'obtenir des réponses à ces questions. Raison de plus pour exiger de nos gouvernements des labels de qualité sociaux et écologiques (cf. question suivante) qui permettent au consommateur d'obtenir ce genre d'informations.

7. Dans quelles conditions écologiques la chose achetée a-t-elle été produite, transportée, etc ?

8. Vais-je utiliser le produit suffisamment souvent pour en justifier l'achat ?

9. La consommation de cette chose (ce produit, ce service) me rapproche-t-elle de mon but de vie ? M'aide-t-elle à renforcer mes priorités ou me disperse-t-elle ? (Voir à ce sujet la citation de Richard Gregg ci-dessus)

10. Puis-je posséder et utiliser cette chose sans qu'elle me possède ou m'utilise ?

La piste vers une vie matériellement plus simple et intérieurement plus riche est très individuelle — tout en ayant des implications collectives

(5) Voir "Réclamons la rue", dossier du numéro 223.

évidentes. C'est une lente et patiente recherche de cohérence, où le cheminement se fait dans la joie et la liberté, loin de tout sens de privation ou de sacrifice. Car le dépouillement matériel constitue un enrichissement intérieur et surtout un allègement merveilleux. Et il n'y a qu'une façon d'y arriver: en suivant le vieil adage chinois qui dit : "Un chemin se crée en y marchant".

Nous vous souhaitons une bonne route !

Pierre PRADERVAND

Pierre Pradervand est l'auteur du livre *Découvrir les vraies richesses - pistes pour vivre plus simplement* paru aux Ed. Jouvence, Genève, 1996. Ce livre est en vente à Silence.

LES ATELIERS VIVRE AUTREMENT

Voulez-vous vivre de façon plus équilibrée ? D'une façon écologiquement plus adaptée au 21^e siècle ? Eveiller en vous cette créativité innée qui n'attend qu'une seule chose: l'occasion de s'exprimer ? Découvrir un style de vie qui permette de vivre *mieux* avec *moins* ? Les ateliers *Vivre Autrement*, uniques dans la sphère francophone d'Europe, vous le permettront.

Des pistes pour mieux vivre.

Nos ateliers durent un, deux ou six jours. Ils sont connus pour leur esprit très large, aux antipodes de tout sectarisme, et surtout pour l'atmosphère de tolérance, de non jugement et d'acceptation qui y règne. Les ateliers de week-end portent sur des thèmes comme *Le temps et l'argent*, *Images de soi* (apprendre à s'apprécier et s'aimer semble un des besoins les plus pressants de nos sociétés), *Vivre plus simplement*. Notre

atelier de six jours intéressera particulièrement les personnes venant de l'étranger. Intitulé *Recréer sa vie*, il se déroule, comme les deux derniers, dans un site exceptionnel et réellement féérique des Alpes suisses, "Le silence qui chante", un vieux chalet bicentenaire entièrement rénové sis dans un petit hameau du Valais accroché au flanc d'une montagne, à 2150m. Cet atelier est conçu pour ceux qui se sentent à un tournant dans leur vie, ou qui veulent faire une pause loin de tout, dans une atmosphère particulièrement stimulante.

En 1998 ces ateliers auront lieu aux dates suivantes : 30 juin au 5 juillet ; 11-16 juillet et 20-25 juillet.

Dès 1998, nous aurons un nouvel atelier sur le thème *Spiritualité et méditation* : 11-15 août.

Pour recevoir notre dépliant gratuit, écrivez à : *Vivre Autrement*, 3, Bd. James Fazy, CH - 1201 Genève Tél+fax: (41-22) 731.88.39.





PETITES PHRASES

"Faites vos yeux, rien ne voit plus"

Sur un mur de Toulouse, place des Carmes, début 1997.

"Ne laissez jamais un problème à résoudre devenir plus important qu'une personne à aimer"

Barbara Johnson, "The Joy Journal".

PRIX NOBEL ALTERNATIFS

La fondation Right Livelihood Award du suédois Jakob von Uexkull qui décerne depuis 1980 le Prix Nobel Alternatif, a désigné le 1er octobre les lauréats pour 1997. **Michael Succow** officia de janvier à

septembre 1990 comme vice-ministre de l'environnement dans le dernier gouvernement est-allemand ; grâce à ce professeur de biologie, 14 réserves naturelles à protéger furent inscrites en extrême dans le traité d'unification de l'Allemagne. L'historien et politicien burkinabé **Joseph Ki-Zerbo** influença de nombreux penseurs par son œuvre dans laquelle il énonça les processus et principes susceptibles d'assurer un avenir meilleur aux Africains.

Le comité honore également **Mycle Schneider**, résidant en France, de l'agence WISE et le Japonais **Jinzaburo Takagi** pour leur coopération dans la lutte contre la menace gé-

nérée par la production, le transport, l'utilisation et le stockage du plutonium.

L'Américaine **Cindy Duchring**, irrémédiablement contaminée il y a 12 ans par un herbicide, ne peut plus quitter son domicile. Depuis, elle étudie les raisons de la sensibilité aux substances chimiques. *"Le courage et le dévouement avec lesquels elle met sa tragédie personnelle au service de l'humanité"* lui valent de partager avec les quatre autres la "cagnotte" s'élevant à 1,5 millions de francs. La cérémonie de remise des distinctions se déroulera le 8 décembre au Parlement de Stockholm, la veille de la remise des prix Nobel officiels.

PROTECTION SOCIALE ALTERNATIVE

Dans notre numéro 222, de septembre 1997, nous posons la question du devenir de l'argent qui est prélevé sur nos fiches de salaires pour alimenter différentes caisses (maladie, retraite, allocation familiale, chômage...) dont le total des sommes représente des milliards de francs qui, soit de manière publique (sécurité sociale), soit de manière privées (caisses de retraites, mutuelles), servent à la spéculation boursière dans le monde entier et contribuent donc à la croissance des problèmes sociaux et écologiques que nous combattons. Un simple rappel : pour un emploi qui coûte 10 000 F par mois à l'employeur, 6625 F sont reversés au salarié et 3375 F partent dans ces fameuses cotisations sociales. Comme il semble totalement impossible d'imaginer qu'un jour nos gouvernants aient seulement l'envie d'éviter les placements financiers dans les domaines les plus critiquables (ventes d'armes, nucléaire, déforestation...), on peut s'interroger sur les possibilités restantes de refuser ce système de financement en le remplaçant par une protection sociale alternative. C'est légalement possible : les patrons qui ne sont pas salariés, ont leur propres caisses comme certains commerçants, paysans, artisans, artistes... Mais c'est extrêmement difficile à mettre en œuvre dès que l'on passe par des professions où l'on a une fiche de salaire (salariés d'association par exemple).

En 1984, une réflexion avait été engagée sur le sujet, principalement parce que de nombreux agriculteurs bios n'avaient pas un re-

venu suffisant pour adhérer à la Mutuelle sociale agricole. De cette réflexion est née, en 1989, l'Association nationale pour une protection sociale alternative, ANPSA, qui en prenant une assurance collective permettait à ses membres de bénéficier des mêmes services que ceux de la sécurité sociale ou d'une mutuelle complémentaire (nous l'avions annoncé dans le n°92 de Silence de mai 1987). Pour les adhérents assurés sociaux, il était possible de souscrire comme pour une mutuelle classique. Pour que ce scénario soit décentralisable (et ne coûte pas trop cher), il aurait fallu rapidement arriver à avoir environ 300 adhérents par région, ce qui n'a jamais été le cas, d'autant plus que la mise en place du RMI et de nouvelles conditions d'accès à la sécurité sociale pour les plus démunis à, de fait, fait baisser le nombre des "exclus sociaux". L'association existe toujours. Elle offre bien la possibilité d'une assurance collective, mais n'a pas réussi par contre à entraîner une réflexion plus globale sur le mutualisme, et encore moins sur la réorientation des flux financiers : les cotisants sont assurés par une assurance collective prise elle auprès d'une compagnie d'assurance classique. L'ANPSA a donc résolu un problème d'exclusion sociale, mais n'a pas réussi à combattre ce qui provoque cette exclusion sociale. Elle se porte en tout cas volontaire pour animer le débat.

Renseignements : ANPSA, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 48 44 40 02.

MYCLE SCHNEIDER

Qui travaille en France sur le domaine de la lutte antinucléaire ne peut que connaître Mycle Schneider. Celui-ci, né en 1959 à Cologne en Allemagne, vit en effet en région parisienne depuis le début des années 1980. Constatant le manque d'informations disponibles en France sur la question du nucléaire, il devient en 1983 le correspondant français de WISE, world information service on energy, un agence de presse née de la mouvance antinucléaire et dont le siège est à Amsterdam. Cette agence travaille aussi bien avec les journalistes qu'avec les associations. WISE-Paris a fourni de l'information sur le nucléaire français à tous les médias européens, mais a également fourni des informations sur ce qui se passe à l'étranger à tous les médias français.

Pour donner un exemple du travail de Mycle Schneider, c'est lui qui a coordonné le dossier paru dans notre numéro d'avril 97 sur la "sortie du nucléaire" dans les autres pays : c'est par ses contacts avec la presse étrangère que ce numéro a pu voir le jour.

Intervenant comme consultant dans de multiples instances internationales, il est devenu adjoint de Jinzaburo Takagi, il y a deux ans, au sein du Centre citoyen d'information sur le nucléaire de Tokyo. Tous les deux, ils ont multiplié les études sur les risques liés au plutonium. Compagnon de Julie, père de Max et Nina, il est seulement le deuxième lauréat français du prix Nobel alternatif.

ECOLES MONTESSORI

Maria Montessori, pédagogue italienne, a développé au début du siècle une réflexion sur l'éducation de l'enfant basée sur l'observation de son rythme naturel. Plutôt que d'être en compétition avec l'autre, l'enfant apprend à se dépasser lui-même. Cette idée que l'on retrouve aujourd'hui dans les mouvements non-violents, est à l'origine de la création de nombreuses écoles pour les jeunes enfants (de la naissance à 6 ans). Pour présenter ces méthodes, une cassette vidéo a été réalisée qui peut être prêtée sur toute la France pendant quinze jours contre un chèque de caution de 650 F + 30 F de frais d'envoi. On la demande à : Maison du Petit Enfant, centre d'éveil à la naissance, 41/43 rue de Lancry, 75010 Paris, tél : 01 42 39 30 00.

OASIS EN TOUS LIEUX

Les "oasis en tous lieux" constituent des regroupements d'unités de vie fondées sur la terre nourricière et les échanges favorables à la reconstruction du lien social : ensemble de savoirs, de savoirs-faire, valeurs culturelles, pratiques solidaires et conviviales. Depuis 1994, une réflexion a été engagée qui a abouti aujourd'hui à une charte qui présente comment peut se faire l'équilibre entre espace individuel et collectif, pluriactivité, participation locale, éthique de l'argent, respect de la spiritualité de chacun... Un document d'une trentaine de pages est disponible contre 60 F franco auprès de "Les Amis de Pierre Rabhi", Le Vignal, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.

ACTEUR DE L'ECONOMIE ALTERNATIVE ET SOLIDAIRE

Le collège coopératif et le REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire, ont mis en place une formation préparant au diplôme des hautes études des pratiques sociales. Originalité de ce diplôme : bien qu'équivalent à Bac+4, la formation est ouverte à des personnes n'ayant pas de diplômes, le recrutement se faisant sur la motivation. Sont particulièrement concernées les personnes ayant une pratique du changement social par leur parcours militant au sein d'un collectif. Pour en savoir plus : REAS, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 15 04 03.

HOLON : ECOLOGIE, SOCIAL, SPIRITUALITE, POLITIQUE

Le réseau Holon ("le tout" en grec) veut relier des participants de toute l'Europe en vue de renforcer les collaborations et les coopérations en tous domaines, tout en "soignant" l'âme commune qui nous rassemble. Le réseau est né à Bâle en mars 1997. Il se veut très horizontal avec des "nœuds" régionaux. Pour présenter ce réseau, une première réunion est organisée en France, les 25 et 26 octobre à la Communauté de l'Arche de Saint-Antoine (en Isère).

Renseignements : Paul Gerret, 14 avenue du 11 novembre, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 78 98.

ALSACE : VIVRE L'ADOLESCENCE AUJOURD'HUI

Comment concilier l'enthousiasme et l'idéalisme des jeunes, leur besoin de vivre soi-même des expériences, leur aspiration à tout repenser, vouloir recréer le monde, imaginer des forces sociales nouvelles avec une situation socio-économique d'un monde en mutation qui rend cette phase de la vie particulièrement difficile à vivre ? C'est la question à laquelle vous invite à débattre l'école Mathias Grunewald qui organise un forum les 7 et 8 novembre, dans la salle des Catherinettes, à Colmar. Le forum commence le vendredi 7 à 20h30 par une conférence de Jean-Marie Pelt. Il se poursuit le samedi 8 avec

"Si les gens d'aujourd'hui ne se sont pas convaincus du caractère fâcheux d'un système qui les a menés de crise en krach, de faillite en révolte, de révolution en conflagration ; qui gâte la paix, la rend affairée et soucieuse ; qui fait de la guerre un cataclysme universel, presque désastreux pour les vainqueurs que pour les vaincus ; qui ôte son sens à la vie et sa valeur à l'effort ; qui consomme l'enlaidissement du monde et l'abrutissement du peuple ; si les gens d'aujourd'hui accusent n'importe qui des grands maux qui les accablent, en attribuant la cause à n'importe quoi plutôt qu'au développement de la machine, c'est qu'il n'est pas de sourd mieux bouché que celui qui ne veut rien entendre. Il faut que la puérile admiration pour les brillants jouets qui les amusent, il faut que l'exaltation fanatique pour l'idole qu'ils se sont forgée, et à laquelle ils sont prêts à sacrifier leurs enfants, leur ait tourné la tête et fermé les yeux à l'évidence pour qu'ils continuent d'espérer du progrès indéfini de la machine l'avènement d'un âge d'or. Ne parlons pas des bouleversements que le progrès des machines fait sans cesse subir aux institutions humaines, parlons seulement des avantages par lesquelles elles allèchent le sot. Elles épargnent du temps, elles épargnent des peines, elles produisent l'abondance, elles multiplient les

PETITES PHRASES

échanges et amènent un contact plus intime entre les peuples, elles finiront par assurer à tous les hommes un loisir perpétuel. S'il est vrai qu'elles épargnent du temps, comment se fait-il que dans les pays où les machines règnent on ne rencontre que des gens pressés et qui n'ont jamais le temps ? alors que dans ceux où l'homme fait tout de ses mains, il trouve le temps de tout faire et du temps en outre, autant qu'il en veut, pour ne rien faire. S'il est vrai qu'elles épargnent de la peine, pourquoi tout le monde se montre-t-il affairé là où elles règnent, attelé à des tâches ingrates, fragmentées, précipitées par le mouvement des machines, à des travaux qui usent l'homme, l'étriquent, l'affolent et l'ennuyent ? Cette épargne de peine en vaut-elle la peine ? S'il est vrai qu'elles produisent l'abondance, comment se fait-il que là où elles règnent, règne aussi, dans tel quartier bien caché, la misère la plus atroce et la plus étrange ? Comment, si elles produisent l'abondance, ne peuvent-elles produire la satisfaction ? La surproduction et le chômage ont logiquement accompagné le progrès des machines, tant qu'on n'a pas fait une guerre, trouvé un trou pour y jeter le trop-plein. S'il est vrai qu'elles ont multiplié les échanges et rendu les contacts plus intimes entre les peuples, il ne faut pas s'étonner que lesdits

peuples en éprouvent les uns pour les autres une irritation sans précédent. Suffit qu'on me frotte à quelqu'un malgré moi et malgré lui pour que je commence à haïr ce quidam et lui moi. Peut-être est-ce regrettable, mais c'est humain. Les contacts mécaniques et forcés n'engendrent pas l'union. C'est bien dommage, mais ainsi veut nature. Enfin, s'il était possible, toutes ces crises Dieu sait comment dépassées, de soulager l'homme de tout travail pénible et de lui assurer un loisir perpétuel, alors tous les dégâts que le progrès des machines a pu causer par ruines, révolutions et guerres deviendraient insignifiants au regard de ce fléau définitif : une humanité privée de tout travail corporel. A dire vrai, l'homme a besoin de travail plus encore que du salaire. Ceux qui veulent le bien des travailleurs devraient se soucier moins de leur obtenir un bon salaire, de bons congés, de bonnes retraites, qu'un bon travail qui est le premier de leurs biens. Car le but du travail n'est pas tant de faire des objets que de faire des hommes. L'homme se fait en faisant quelque chose. Le travail établit un contact direct avec la matière et lui en assure une connaissance précise, un contact direct et une collaboration directe avec d'autres hommes ; il imprime à la matière la forme de l'homme et s'offre à lui comme un mode d'ex-

pression ; il concentre l'attention et les forces sur un point ou au moins sur une ligne continue ; il bride les passions en fortifiant le vouloir. Le travail, le travail corporel constitue pour les neuf dixièmes des hommes la seule chance de manifester leur valeur en ce monde. Mais pour que le travail même, et non le payement, profite à l'homme il faut que ce soit un travail humain, un travail où l'homme entier soit engagé : son corps, son cœur, son intellect, son goût. L'artisan qui façonne un objet, le polit, le décore, le vend, accomplit un travail humain. Le paysan qui donne vie aux champs et fait prospérer le bétail par une œuvre accordée aux saisons, mène à bien une tâche d'homme libre. Tandis que l'ouvrier enchaîné au travail à la chaîne, qui de seconde en seconde répète le même geste à la vitesse dictée par la machine, s'émiette en un travail sans but pour lui, sans fin, sans goût, sans sens. Le temps qu'il y passe est temps perdu, vendu : il vend non son œuvre mais le temps de sa vie. Il vend ce qu'un homme libre ne vend pas : sa vie. C'est un esclave. Il ne s'agit pas d'adoucir le dort du prolétaire afin de lui faire accepter, il s'agit de supprimer le prolétariat, comme on a supprimé l'esclavage, puisque de fait le prolétariat c'est l'esclavage".

Lanza Del Vasto, "Le Pèlerinage aux sources", 1938.

des témoignages d'expériences d'enseignants venant d'Alsace, de Suisse et d'Allemagne. Ce forum espère faire se rencontrer des personnes ayant des pratiques pédagogiques diverses avec comme objectif de trouver des propositions dans le domaine de l'éducation. Pour en savoir plus : *Commission Régio, Marie-Geneviève Thomas, 1 rue du Chamoine Albert Saltzman, 68410 Trois-Epis, tél : 03 89 49 89 09.*

GARD : EXPULSION D'UN BERGER

Berger soixante-huitard, Sylvain Dworzak vit dans un premier temps en se déplaçant à cheval, vivant avec un troupeau de chèvres, à travers les montagnes des Cévennes. A la demande des propriétaires, il intervient pour nettoyer des terres et lutter ainsi contre les feux de garrigues. Lui, sa compagne et quelques amis seront les bergers du film d'Agnès Varda "Sans toit, ni loi". En 1983, ils entrent en contact avec Jean Bousquet, aujourd'hui député-maire de Nîmes, qui

les autorisent à s'installer sur son domaine de Rochecourbe. Aucun bail n'est instauré. Il y a aujourd'hui un troupeau de 500 brebis et 150 chèvres, des cultures en biologie, et une "école de la vie" a vu le jour où de jeunes citadins, curieux de la vie rurale, viennent passer des séjours au milieu des animaux de la ferme. En 1994, les animateurs de la ferme décident de faire une fête écologiste. Cela semble-t-il va rompre l'harmonie avec le propriétaire, qui leur interdit de faire cette fête sur ces terres. Sylvain Dworzak va même être candidat des Verts sur le canton. Intolérable. Le ton monte progressivement et Jean Bousquet décide alors de mettre un terme au bail précaire et demande le départ du groupe. L'affaire passe en justice, le député-maire gagne. Et sans que le propriétaire n'ait à rembourser quoi que ce soit sur les travaux effectués pendant tout ce temps. Depuis le 12 octobre dernier, l'occupation est devenue illégale. *Ferme équestre des Garrigues, Mas de Cabrières, 30320 Marguerites, tél : 04 66 75 30 82.*



PARIS : RETOUR AU COUVENT DES RECOLLETS

En 1991, de nombreux artistes parisiens se retrouvent et prennent possession du Couvent des Recollets, un grand bâtiment abandonné face à la gare de l'Est. Ils font alors un projet de mettre à disposition des salles pour des concerts ouverts sur le quartier, la restauration du jardin pour le public... Mais un promoteur a des vues sur le bâtiment : celui-ci doit être rasé pour laisser place à des bureaux. Le conflit s'envenime et les artistes disposent du soutien de juristes qui leur expliquent comment ne pas se faire expulser. Cela marche dans un temps, lorsqu'un incendie providentiel détruit une partie des bâtiments. Les autorités prennent alors prétexte de l'insalubrité des lieux pour expulser tout le monde. Depuis cette date, le projet de bureau a été abandonné et les artistes veulent profiter du changement de gouvernement et de la trêve hivernale pour négocier un projet consistant à restaurer le lieu pour en faire un lieu de rencontres et d'activités culturelles ouvert sur le monde et le quartier.

PAU : ANNULATION DU SALON ASPHODELE

Suite à des problèmes de subventions supprimées, le salon Asphodèle prévu les 13 et 14 décembre est annulé. Contact : *Utopie, 40320 Bats.*

ILE-DE-FRANCE : ECOLE EUROPEENNE ALTERNATIVE

Autour d'Isabelle Filliozat, psychologue, formatrice en relations humaines, auteur de livres et d'articles (notamment dans *Non-Violence Actualité*) sur la coopération, les émotions, etc., un projet d'école privée hors contrat est en train de se mettre en place pour la rentrée 1998, dans le Val-de-Marne, avec une classe à plusieurs niveaux CP-CE1 dans un premier temps. Elle s'inscrit dans la suite possible des nombreuses écoles maternelles Montessori déjà présente dans la région et propose d'accueillir pour commencer 25 élèves avec une progression individualisée, un développement social et affectif pour réduire la violence, une pédagogie centrée sur l'enfant favorisant l'apprentissage de manière transversale avec des projets de groupes ou individuels (selon la méthode Freinet), l'accent est mis sur les sciences de la nature, une dimension européenne (français, anglais), des relations avec d'autres écoles européennes via Internet, une sensibilisation à l'histoire et à l'art, des cours d'expression avec une attention portée au corps (théâtre, relaxation, jeux coopératifs), la responsabilisation des enfants dans la gestion collective de l'école et des activités quotidiennes autour de la cuisine, le jardinage et le bricolage. Constituée en association, l'école cherche des sympathisants pour aider à monter le projet, un local d'au moins 200 m² avec un jardin dans le secteur Saint-Maur-des-Fossés, Créteil, Bonneuil, Champigny avec éventuellement possibilité d'achat (sous forme de SCI). Dossier complet contre 30 F à envoyer à : *Ecole Européenne Alternative, Isabelle Filliozat, 75 avenue Henri-Martin, 94100 Saint-Maur, tél : 01 42 83 07 51.*

PARIS : LES DIX ANS DE MICROCLIMAT

Cet automne marque les dix ans de l'émission *Microclimat* sur Radio Libertaire (89.4). L'émission a lieu tous les jeudis de 21 h à 22h30. Dans chaque émission, des informations diverses et un-e invi-

té-e : le 30 octobre, Brigitte Gauthier, spécialiste du cinéma américain ; le 6 novembre, Maryse Arditi, physicienne, membre du GSIEN, groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire ; le 20 novembre, Thierry Meyssan, du Réseau Voltaire. Contact : *Microclimat, Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08 (pendant l'émission : 01 40 09 86 82).*

PARIS : VIVEZ NATURE

Le 7e salon de l'agriculture biologique et des produits naturels "Vivez nature" se tiendra du 4 au 8 décembre à la Cité des Sciences et de l'Industrie. Deux ateliers en vedette : une véritable boulangerie et une savonnerie grandeur nature. Programme complet : *Vivez Nature, 105 rue des Moines, 75017 Paris, tél : 01 40 25 47 28.*

PARIS : SEL A LUTECE

Un nouveau SEL, système d'échange local, vient de voir le jour à Paris, il est hébergé à la Maison des Ensembles qui regroupe déjà une dizaine d'associations. L'unité sera le fil. Des réunions se tiennent les deuxièmes samedis du mois à 10 h et des BLÉ, bourse locale d'échange, ont lieu mensuellement. "Mon troc en plumes" est la publication qui permet d'animer le débat sur le sujet et "Le grenier" celle qui liste les offres et les demandes. Contact : *SEL à Lutèce, Maison des Ensembles, 3 rue d'Aligre, 75012 Paris, tél : 01 43 46 33 08 ou 3614 CHEZ*SELALUTECE.*

LYON : COURS D'ESPERANTO

Le Centre espéranto de la région lyonnaise organise des cours dans la région lyonnaise (à la Croix-Rousse, Saint-Just, Rillieux, Villeurbanne, Oullins, Lyon 2ème, Feyzin...). Renseignements : *CERL, 7 rue Major Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 31 67 65.*

LYON : MARCHÉ DE NOEL

L'école Rudolf Steiner de St-Genis-Laval organise le samedi 29 novembre, de 10 h à 18 h, un "marché de Noël" avec vente d'artisanat, de jouets, de cadeaux divers... En parallèle, une bourse aux vêtements d'occasion, un spectacle de marionnette, une exposition pédagogique compléteront le tout. Renseignements : *Ecole Rudolf Steiner, 5 chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis Laval, tél : 04 78 50 77 45.*



FEMMES

PETITES PHRASES

"La sexualité féminine est si dangereuse qu'il devient nécessaire de procéder si possible à son ablation chirurgicale. De même que toutes les hystérectomies, lipposuctions et autres implants de silicones injustifiés, l'ablation du clitoris apparaît comme une manifestation violente de la terre masculine."

Sallie Tisdale, "Parlons Cul", 1997.

"Tant qu'une femme dévalorise inconsciemment le féminin, elle reste fragile aux jugements misogynes et elle vit la différence qu'elle représente comme un moins. Sa conception de l'égalité tendra vers la similitude des sexes. Si elle était fière de sa féminité, elle pourrait tolérer que les hommes soient fiers de leur masculinité et différents"

Guy Corneau, "N'y a-t-il pas d'amour heureux ?" 1997.

"Comme si les femmes ne pouvaient avoir tort, comme si elles ne devenaient mauvaises que poussées par les hommes, à moins d'être exceptionnellement démoniaques ! Elles sont censées être toujours bonnes, toujours victimes. Non seulement cette façon de voir est elle aberrante, mais, à la limite, elle nous enlève toute dignité. Pour qui veut revenir à la plénitude, l'autocritique est essentielle (...). Le grand défi pour les femmes est justement d'embrasser toute leur humanité, côté obscur et côté lumineux"

Paule Lebrun, "Face à l'ombre", 1996.

MERES DE SOLDATS ET PRIX NOBEL ALTERNATIF

La fondation "Right Livelihood Award" remet chaque année en parallèle à la cérémonie officielle, des prix "Nobel alternatif" (voir page

12). En 1995, ce prix avait été attribué au comité des Mères de Soldats qui à Moscou avait manifesté sans cesse contre la guerre en Tchétchénie. Mais l'arrivée d'argent dans le comité a provoqué l'explosion de conflits. L'importance de la somme (près de 500 000 F) a provoqué des envies : la présidente a essayé de venir seule chercher l'argent à Stockholm alors que le comité décidait d'envoyer une délégation dans laquelle elle ne figurait pas. Son absence faisait suite à un scandale intervenu quelques semaines avant quand elle avait été chercher un autre prix en Allemagne où elle avait alors insulté les Allemands à la tribune. Le comité du prix Nobel Alternatif a demandé alors à la présidente et à la délégation de se mettre d'accord pour recevoir l'argent, mais devant la campagne féroce qui a alors éclaté, le prix n'a jamais été versé. (source : *Courier International*, 18 septembre 1997).

ISRAËL : AUTOMOBILE ET SEXUALITE

Une agence de publicité israélienne a proposé en 1994 une campagne pour inciter à la limitation de la vitesse qui faisait un parallèle explicite entre la puissance de la voiture et la puissance sexuelle du conducteur : les deux étant inversement proportionnel. La campagne a été censurée. (source : *Tam-Tam*, septembre 97)

AGRICULTRICES AUJOURD'HUI

Une enquête dans les pays du Sud, réalisée par Afrique Verte, une coordination d'ONG, conclut que les femmes agricultrices travaillent en moyenne 100 heures par semaine alors que les hommes ne travaillent que 56 heures.

La même enquête en France montre des chiffres à peine différents : 78 heures pour les agricultrices, 58 heures pour les agriculteurs. (source : *CEIPAL*, juillet-août 97)

CAISSIERES : SEXE FAIBLE ?

Une étude rapportée dans le livre "Femmes employées" chiffre jusqu'à trois tonnes de marchandises par jour ce que doit porter une caissière dans un grand magasin.

DORDOGNE : MAISON DE NAISSANCE MENACEE

Depuis 1949 existe à Sarlat, en Dordogne, la Maison de Naissance Sainte-Thérèse qui se propose de recevoir des femmes qui plutôt qu'acquiescer en milieu hospitalier, préfèrent s'en remettre à un

suivi d'une sage-femme dans un cadre accueillant ou qui préfèrent accoucher chez elles. Cette expérience unique en France semble gêner le lobby médical qui mène action sur action contre cette initiative. En 1986, un arrêté préfectoral a été pris, décidant de la fermeture du lieu car ne répondant pas aux fameuses normes de sécurité. Malgré cette interdiction, Mme de Béarn, sage-femme, a poursuivi son travail, ce qui lui vaut aujourd'hui un procès qui s'est tenu le 14 octobre dernier à Bergerac. Elle est poursuivie ainsi que le médecin qui aide au fonctionnement de la maison et les deux parents qui animent l'association. Une pétition de soutien a été lancée que l'on peut obtenir auprès de :

Eric Degen, Laval, 46350 Reilhaguet, tél : 05 65 37 94 30.

FEMMES ET EMPLOIS

Le collectif national pour le droit des femmes a décidé d'organiser une journée d'action sur le thème de l'emploi, le 15 novembre prochain. Elle entend montrer que l'égalité dans ce domaine n'est pas encore réalisée et qu'en particulier le développement du temps partiel par la flexibilité se fait au dépend des femmes, que les "nouveaux métiers" proposés par le plan jeune risque de favoriser des emplois précaires pour les jeunes femmes. Le collectif demande que soit nommé un(e) secrétaire d'Etat au droit des Femmes qui aura pour but de veiller à éviter les effets pervers des lois concernant les femmes de différentes manières.

Contact : Collectif national pour le droit des femmes, c/o CADAC, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.





USA : TRIBUNAL POPULAIRE POUR ABU-JAMAL

Malgré l'accumulation croissante de preuves apportées par les avocats de Mummia Abu-Jamal démontrant que son arrestation est un coup monté du FBI pour démanteler les milieux radicaux noirs, la justice refuse de rouvrir le dossier et le journaliste noir est toujours officiellement condamné à mort.



ISRAËL "J'ACCUSE"

L' attentat suicide du jeudi 4 septembre à Jérusalem a provoqué la mort de Semadar, la fille d'une amie de Né-tanyahou, la petite fille du général Matti Peled, un des pionniers du dialogue avec l'OLP. La mère n'a pu s'empêcher de prendre la parole à l'enterrement : "Nétanyahou m'a téléphoné peu après le drame. Mon mari a refusé de lui parler, mais moi je lui ai dit "tu m'as tué ma fille. Comment as-tu pu faire une chose pareille, toi qui connaissais et aimais Semadar". Le terrorisme est le résultat de la répression contre les Palestiniens, de la destruction de leurs maisons, de la confiscation de leurs terres, de leur humiliation quotidienne". Le responsable c'est "la politique démente de mon pays, de mon gouvernement qui fait tout pour détruire la paix".

Le soutien populaire étant de plus en plus fort, les avocats ont proposé d'organiser un tribunal international populaire pour reprendre le procès à zéro. Celui-ci se tiendra le 6 décembre prochain à Philadelphie. Le tribunal sera composé de juristes internationaux et tout se déroulera comme un véritable procès. Des observateurs français devraient être envoyés sur place : une collecte de fonds est organisée : chèques à l'ordre du *COSMAPP*, Librairie Le Point du Jour, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél : 01 45 79 88 44.

BASQUES : EN PRISON POUR HEBERGEMENT

Pour avoir hébergé des militants basques, Anne Lagadec a été condamnée à la prison. Après 20 mois de procédures, elle a dû se rendre en prison le 8 septembre dernier où il lui reste huit mois et demi à effectuer en semi-liberté. Journaliste, elle a publié un texte le jour de son incarcération "Je vais en prison la tête haute et certaine d'avoir choisi le bon chemin. Si ma solidarité avec le peuple basque et les victimes de l'Etat espagnol se nomme "terrorisme", cela ne me dérange pas d'être terroriste, mais alors comment nomme-t-on la compromission des flics et des magistrats français avec le gouvernement espagnol qui tue et torture ?". On peut lui écrire : *Annick Lagadec, n°4894, centre de semi-liberté, 18 bis, rue de Chatillon, 35031 Rennes cédex.*

LYON : A LA VIE, A LA MORT

Nous disposons aujourd'hui de drogues pour éviter la souffrance, mais cela heurte les traditions moralistes qui s'appuient sur la souffrance. Il faut laisser à chacun le choix de choisir ou non la douleur, de l'accouchement à l'euthanasie. C'est ce que propose Claude Gillon dans son nouveau livre "A la vie à la mort" qu'il présentera à la librairie La Gryffe, le samedi 8 novembre à 15h.

CES GENS QUI NOUS GOUVERNENT

On continue d'en apprendre sur nos chers ministres de gauche.

Ainsi, **Dominique Strauss Kahn** est non seulement un ami du lobby nucléaire (voir n°222), c'est également le fondateur de DSK Consultants, une boîte de lobbying auprès de l'Union européenne dont le principal client n'est autre que Jean Gandois, président du CNPF (syndicat des patrons) et PDG de Péchiney qui employait avant **Martine Aubry**.

Christian Perret, secrétaire d'Etat à l'industrie qui s'est illustré dans l'affaire Superphénix en déclarant notamment que "l'industrie nucléaire est un des grands atouts de la France, et il n'est pas question de l'affaiblir" (Libération du 26 juin 1997) a aussi un curieux parcours. Avant de travailler avec Dominique Strauss-Kahn, il avait dû démissionner de son poste de député en 1993 à la suite d'un scandale lié à l'automobile dans les Vosges, puis il était devenu vice-président du groupe hôtelier Accor dont les dirigeants sont Paul Durbrulle et Gérard Pélisson, sympathisants du Front National, ainsi que Etienne Davignon, membre de l'Opus Dei, un groupe d'intégristes catholiques qui s'est développé à l'origine autour du dictateur espagnol Franco. Il était également actionnaire du cabinet de lobbying Boury, un groupe qui travaille pour les patrons "de gauche" style L'Oréal. Il était membre du "Cercle de l'industrie" aux côtés de Strauss Kahn et de la mafia nucléaire.

Alain Richard, actuel ministre de la Défense, était collecteur de fond pour Michel Rocard et présidait pour cela le club patronal "socialisme et entreprise", (*Informations transmises par le Réseau Voltaire*)

Jean-Pierre Chevènement, emporté par son nationalisme et sa haine de l'Allemand, a signé en 1996 un appel anti-maastricht lancé par l'association d'extrême-droite "Alliance population et avenir" où il se retrouve aux côtés de Christine Boutin (anti-avortement), Philippe de Villiers, Cl. Gaymard-Lejeune (anti-avortement). L'appel en question précise que "l'Etat doit s'immiscer dans la vie privée des citoyens pour développer une politique familiale nataliste". Pour assurer la continuité des lois Pasqua, son directeur de cabinet est J.P. Dupont, ancien préfet de la Seine-Saint-Denis, ancien bras droit de Pasqua, qui s'est fait remarquer à l'époque pour sa chasse ouverte aux immigrés souvent assimilés à des islamistes.

Elisabeth Guigou siège à la Fondation de Jacques Delors "Notre Europe", Jacques Delors, père de Martine Aubry étant le bras exécutif de nombreux cercles patronaux. Elle a créé son propre cercle patronal "Europartenaires" dont sont membres J. Peyrelevade, le responsable du trou du Crédit Lyonnais, Alain Minc, l'économiste libéral, et Jean Gandois, le patron des patrons.

Hubert Védrine est le fils de Jean qui était le chef du secrétariat de Pétaïn avant d'aider Mitterrand à la fin de la guerre à se refaire une virginité politique. C'est par son père qu'il a obtenu une maison à Saint-Léger-des-Vignes qu'il partage en 1990 avec le père Nicolas Glencross. Or celui-ci sera arrêté pour être membre d'un important réseau pédophile. Dans la maison sera retrouvée une importante collection de photos qui par l'intermédiaire du pasteur Jacques Doucé était éditée par l'éditeur nazi Michel Caignet. Le père Glencross est décédé peu après sa sortie de détention provisoire, le père Doucet a été assassiné, et l'affaire a ainsi pris fin sans que Védrine ne soit inquiété. Il doit sa nomination au gouvernement à la demande expresse de Jacques Chirac. Des associations rwandaises demandent son inculpation pour complicité dans le génocide car il semble impliqué dans les fournitures d'armes. (*source : Réseau Voltaire, Paris*).

La même librairie présentera une exposition de peinture autour du mouvement sur-réaliste à partir du 15 novembre, ainsi qu'un débat sur le livre "bureaucratie, bagnes et business" avec les

auteurs Charles Reeve et Hsi Hsuan Wou concernant les droits de l'homme en Chine, le 13 décembre à 15h.

Renseignements : La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25.



TRANSGENIQUE : AUTRICHE, ITALIE ET LUXEMBOURG OBLIGES DE LES ACCEPTER !

Au nom de la liberté de commerce, la Commission européenne veut obliger, depuis le 10 septembre, l'Autriche, l'Italie et le Luxembourg à revenir en arrière sur leurs décisions de ne pas accepter d'aliments transgéniques sur leur territoire. On imagine les pressions des lobbys de l'agro-alimentaire qu'ont dû subir les commissaires européens. Pourtant, il existe une possibilité de s'opposer légalement à l'introduction de certains produits lorsque l'environnement ou la santé peuvent être menacés. Dans ce cas précis, en prenant cette décision, la Commission européenne entérine le fait que les aliments transgéniques ne présenteraient aucun danger, ce qui n'est pas précisément le cas. De nombreuses études scientifiques publiées récemment sur le sujet ont démontré que les effets secondaires sont imprévisibles, qu'il y a déjà eu des dérapages, que les résultats vantés par les laboratoires ne sont souvent pas ceux observés sur le terrain. Alors qu'en 1996, 13 États-membres sur 15 se sont opposés à l'entrée de maïs transgénique en Europe, l'Union européenne est en train de céder sous le poids des enjeux économiques. Le fonctionnement de l'Europe étant anti-démocratique au possible, il n'y a malheureusement pas grand chose à faire, sauf si les gouvernements autrichien, italien et luxembourgeois se décidaient à ouvrir les dossiers sur ce qui se cache derrière cette bagarre. (source : Greenpeace)

TRANSGENIQUE : PLAINTÉ CONTRE LE GOUVERNEMENT US

Trente-et-une organisations internationales dont Greenpeace, IFOAM (fédération internationale des mouve-

ments d'agriculture biologique), le Sierra Club... ont décidé d'attaquer en justice l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA) parce que les autorisations de cet organisme d'utiliser des plantes transgéniques ne respectent pas les lois américaines concernant la protection de

l'environnement et la santé. Les associations notent comme infraction que les autorisations n'ont pas suivi le processus normal de consultation des autres agences scientifiques, qu'aucune preuve n'a été apportée concernant l'innocuité de ces plantes.

Contact : Arnaud Apoteker, Greenpeace France, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

VACHE FOLLE : TRAFFIC A TOUS LES ETAGES

Début juillet, le gouvernement belge est intervenu pour faire cesser les activités d'une société flamande qui s'était créée au lendemain de l'embargo sur la viande

britannique... pour écouler cette viande censée être détruite. Cette intervention a été justifiée par l'interception par les douanes allemandes de 1600 tonnes de viande britannique "naturalisée belge" et destinée à la Russie et à l'Égypte. D'autres affaires ont été mise à jour depuis : on a retrouvé de la viande britannique "belge" en Espagne, en Tunisie...

Dans cette histoire, le pire, c'est le manque de transparence : ce n'est que par hasard le plus souvent que la presse est mise au courant. La destruction du cheptel britannique est tellement coûteuse qu'elle suscite de multiples trafics, principalement en direction des pays les plus pauvres.

TELEPHONES MOBILES : DANGER !

La concurrence fait rage entre les trois sociétés qui vendent des téléphones portables et cela oblige à la mise en place de nombreux relais sous formes de pylônes comme vous pouvez en voir environ tous les deux kilomètres sur les bords des autoroutes. En ville, ces pylônes sont placés sur les toits. Y-a-t-il danger ?

Une étude publiée en Australie conclut que ces pylônes émettent un champ de micro-ondes "lointain" qui peut avoir surtout des effets sur les enfants du fait de leur faible poids : le taux de leucémie chez les enfants double dans un rayon de 4 km. En conséquence, elle conseille de ne pas installer de pylône à moins de 300 m des écoles et des centres de loisirs.

Les téléphones eux-mêmes semblent poser problèmes : il y a un champ non-négligeable qui se crée à proximité de la tête et bien que cela soit inférieur aux limites fixées par la réglementation, on craint que cela puisse avoir des effets sur les méninges, le nerf optique, la grande parotide... Certains utilisateurs se plaignent d'ailleurs de sensations de chaleur au visage, de fourmillements, de maux de têtes... autant de signes qu'il se passe quelque chose. Une enquête épidémiolo-



gique est en cours en Suède. Une autre étude réalisée en 1996 par des neurobiologistes observe des modifications du cycle du sommeil chez les usagers de téléphones portables. L'office de protection de la santé publique suisse recommande de une distance de sécurité entre les appareils et la tête de l'utilisateur : 5 cm jusqu'à 1 W de puissance, 25 cm au delà pour les téléphones analogiques, 3 cm jusqu'à 8 W pour les téléphones numériques (essayez d'écouter ce qu'on vous dit au téléphone à 25 cm !). En France, ces téléphones sont interdits en milieu hospitalier et dans les avions car ils perturbent les appareillages électroniques.

Ce genre de téléphone a d'abord été utilisé par les militaires. Or une étude réalisée en Pologne montre que les militaires chargés des liaisons radios ont un taux de leucémies 8 fois supérieur à la normale.

Les téléphones ne sont pas les seuls émetteurs de champs dangereux (tout appareil électrique en émet) mais ils sont particulièrement nocifs parce qu'on les place contre le cerveau et que l'on parle longtemps.

- Pour en savoir plus : "Notre santé face aux champs électriques et magnétiques", de Roger Santini, Editions Sully, 1995. L'auteur peut être contacté à l'INSA, à Villeurbanne (Rhône).

- Pour une expertise : *Alternatif, Electricité biotique*, Pierre Joannin, 155-157 cours Berriat, 38000 Grenoble, tél : 04 76 48 97 98 peut faire une expertise des champs électro-magnétique de votre habitation ou lieu de travail.

PAUVRE PLUTOT QUE DIFFERENT

Après coup, je me serais mor-
du la langue. Pourtant, ma
remarque m'avait semblé la
plus naturelle du monde.
Six mois après le tremblement de terre-
catastrophe de 1985, nous avions mar-
ché toute la journée dans Tepito, quar-
tier populaire en plein cœur de Mexico,
en dérive et menacé par la spéculation.
Nous étions préparés à trouver ruines et
résignation, délabrement et misère,

le leçon ! Comment avais-je pu me
fourvoyer à ce point ? Embarrassé, je
dus m'avouer que, complètement à
mon insu, le cliché du développement
avait déterminé ma réaction.

La révélation du « faible revenu »

La pauvreté dans le monde ne
fut découverte qu'après la Seconde

*Les sociétés qui se considèrent civili-
sées tiennent pour non civilisés les
peuples différents, tout comme le
christianisme identifiait aux païens
tout ce qui était en dehors de ses
limites. Quoi de plus naturel alors que
d'instaurer la lutte contre la pauvreté
pour détruire des sociétés frugales qui
n'ont jamais demandé à bénéficier
d'un "développement".*

mais notre visite nous détrompa : nous
trouvâmes plutôt un fier esprit de voisina-
ge, une activité fébrile, de petites co-
opératives de construction partout, une
économie informelle florissante. Au
moment de partir, alors que nous ten-
tions de faire un bilan respectueux, ce
commentaire m'échappa : « C'est bien,
mais en fin de compte, ils sont quand
même tous pauvres dans ce quartier. »
Ce qui fit se cabrer l'un de nos compa-
gnons : *No somos pobres*, lança-t-il, *so-
mos Tepitanos !* (Nous ne sommes pas
pauvres, nous sommes Tépitanos). Quel-

Guerre mondiale. Avant 1940, elle
n'était pas un thème particulier. Bien
sûr, on avait constaté à l'époque du co-
lonialisme que les Zapotèques habitent
dans des cabanes de bambou, que les
Touaregs se nourrissent principalement
de bouillie de millet et que les habitants
du Rajasthan sont souvent menacés de
mort par la sécheresse. Cependant, l'in-
digence et la misère dans les régions du
Sud étaient alors attribuées à un défaut
séculaire de civilisation. Pour les colo-
nialistes, les indigènes étaient immat-
ures et ignorants ; sous le patronage de

l'homme blanc, ils pourraient peut-être
un jour atteindre les fruits d'une plus
haute culture, mais leur développement
économique n'avait aucun sens. Les so-
ciétés qui se considèrent *civilisées* tien-
nent pour *non civilisés* les peuples dif-
férents, tout comme le christianisme
identifiait aux *païens* tout ce qui était
en dehors de ses limites. Toute société
impérialiste voit dans l'Autre la néga-
tion de l'idéal qu'elle s'efforce elle-
même d'atteindre. Elle cherche à le do-
mestiquer en l'attirant dans le champ
d'application de son idéal et en l'y si-
tuant au degré le plus bas. Selon cette
logique, la société économique améri-
caine — promue au rang de puissance
mondiale — conçoit l'Autre comme la
négation de son propre idéal de riches-
se et de prospérité.

L'un des premiers rapports de la
Banque mondiale, celui de 1948/1949,
souligne la nature du problème :

*"La nécessité et la possibilité du
développement sont toutes deux claire-
ment démontrées par les statistiques sui-
vantes : selon le Bureau des statistiques
des Nations Unies, le revenu moyen per
capita en 1947 dépassait 1 400 dollars
aux États-Unis alors qu'il se situait
entre 400 et 900 dollars dans les 14
autres pays [...] Pour plus de la moitié
de la population mondiale, toutefois, le
revenu moyen était moindre, parfois
bien au-dessous de 100 dollars par per-
sonne. L'ampleur de cet écart démontre
non seulement à quel point il est urgent
de relever le niveau de vie des pays
sous-développés, mais aussi qu'il existe
d'énormes possibilités de le faire [...]"*

Donc, quand la pauvreté apparut
dans les documents des années 1940 et
1950, ce fut en termes de mesures sta-
tistiques du revenu *per capita* qui res-
tait, dans plusieurs pays, ridiculement
bas par rapport à celui des États-Unis.
Par là-même s'imposa la statistique
comme puissant témoignage de la réali-
té. Là où la perfection sociale se mani-
feste par l'importance du revenu, com-
me dans la société économique, on
considère pour ainsi dire chaque société
différente, dérogeant à cet idéal, comme
étant à *faible revenu*. La perception de
la pauvreté à l'échelle mondiale n'était
donc rien d'autre que le résultat d'une
opération de statistique comparée, mé-
thode utilisée pour la première fois par
l'économiste Colin Clark, en 1940. À
peine l'échelle des revenus était-elle
mise en place que l'ordre était établi
dans un monde en pleine confusion :
des univers aussi différents que celui
des Zapotèques, des Touaregs ou des
habitants du Rajasthan furent classés
horizontalement comme similaires tout
en étant renvoyés verticalement à une
position d'infériorité presque incom-



Les journaliers proposent leurs services dans les rues de Mexico.

mesurable par rapport aux nations riches. Ainsi, la pauvreté définissait des populations entières, non par ce qu'elles sont ou veulent être, mais par ce qui leur manque et ce qu'elles doivent devenir. Le mépris économique avait atteint le niveau du mépris colonial.

Par ce moyen se constitua également la base cognitive de l'intervention, dont le caractère se dégage de lui-même sitôt que la particularité d'un pays est réduite à l'unité de mesure du niveau de vie : là où le problème s'appelle *faiblesse du revenu*, la solution ne peut être que le *développement économique*. À peine mentionne-t-on l'idée que la pauvreté pourrait être une conséquence de l'oppression et par conséquent, qu'elle pourrait être résolue par l'émancipation ; ou que la frugalité pourrait être une stratégie de prévention des risques qu'il serait frivole de miner par négligence ; et encore moins qu'une société pourrait diriger ses énergies vers d'autres sphères que la sphère matérialiste. Nenni ! Comme on l'avait vu dans les nations industrielles depuis la montée du prolétariat et, plus tard, dans l'État providence, la pauvreté fut interprétée comme un manque de pouvoir d'achat, lequel devait être éliminé par la croissance économique. Sous la bannière de la *lutte contre la pauvreté*, la transformation forcée de nombreuses sociétés en économies d'argent put être menée comme une croisade morale ; qui pouvait se dérober à un appel si justifié à l'expansion économique ?

Vers le minimum biologique

Vers la fin des années 1960, devant l'évidence que le développement

économique était très loin de placer la majeure partie de la population sur un escalier roulant vers un niveau de vie plus élevé, on dut reconsidérer la perception de la pauvreté. En 1973, McNamara déclara :

"Nous devrions avoir pour ambition d'éradiquer la pauvreté absolue d'ici la fin du siècle. Concrètement, cela veut dire faire disparaître la malnutrition et l'analphabétisme, réduire la mortalité infantile et élever l'espérance de vie au niveau de celle des pays développés".

Qui vit toujours au-dessous d'un *minimum vital* défini par l'extérieur est classé *pauvre absolu* ; l'étalon revenu *per capita* rejoint la montagne de débris qu'a laissée derrière elle l'idée de politique de développement. Deux déplacements dans le système de coordonnées du discours international sur la pauvreté en sont responsables. D'une part, l'attention se concentre sur la fracture au sein des sociétés, mesurée à l'aune de la moyenne nationale. D'autre part, le revenu se révèle un indicateur absolument incapable de juger des conditions de vie réelles de ceux qui ne sont pas reliés intimement à l'économie d'argent.

Bien sûr, les efforts pour définir la pauvreté selon des critères qualitatifs prennent leur source dans la déception née des résultats des mécanismes de croissance, mais ils restent prisonniers d'un nouveau réductionnisme. Dès les premières tentatives faites en Angleterre, au tournant du siècle, la politique établissant les limites de la pauvreté absolue se fonde essentiellement sur un calcul nutritionniste. Le pauvre absolu est celui dont l'apport alimentaire reste au-dessous d'un minimum calorique

défini. L'impact démoralisateur de cette définition n'est sans doute pas attribuable au jeu confus de définitions auquel elle a conduit, mais au fait qu'elle réduit l'importance de la vie de centaines de millions d'êtres humains à une notion utilisée pour le marquage du bétail. Dans l'effort pour trouver un critère objectif et clair, on prépare le terrain pour une réalité qui dissout tout dans le néant — les possibilités et les combats, les aspirations et les espoirs — et qui réduit la diversité des circonstances à une donnée de survie pure et simple. Peut-on imaginer plus petit dénominateur commun ? Avec des catégories réduites de la sorte, il n'est pas étonnant que les mesures prises — de la livraison de blé à des populations habituées à manger du riz, à l'alphabétisation de régions où l'écrit est complètement inusité — soient souvent dépourvues de sensibilité et froissent le sens de l'honneur de la population.

À vrai dire, il saute aux yeux que la réduction de la vie à une question de calories est très profitable à l'administration internationale de l'aide au développement. Elle permet d'uniformiser la clientèle — sans quoi les stratégies appliquées à l'échelle mondiale seraient sans intérêt — et de justifier un état d'urgence permanent — sans lequel la raison d'être de nombre d'agences de développement pourrait être mise en doute. Grâce à ce remaniement de la conception de la pauvreté, le paradigme du développement peut encore une fois être sauvé, au début des années 1970 ; d'autant plus que, d'après la version officielle, la satisfaction des besoins primordiaux exige la croissance sans condition, même s'il s'agit d'une croissance avec *redistribu-*



tion. La filiation avec le dogme de la croissance de la décennie précédente est ainsi assurée.

Pauvre n'est pas forcément égal à pauvre

Les divisions binaires comme bien-portant/malade, normal/anormal ou riche/pauvre sont les rouleaux compresseurs de l'esprit : elles nivellent un monde multiforme et passent au lami noir tout ce qui ne se conforme pas. Le discours stéréotypé sur la pauvreté a aplani les formes différentes et même opposées de la pauvreté au point de les défigurer complètement. Par exemple, il ne distingue pas la pauvreté facile à satisfaire (frugalité), la pauvreté pitoyable (misère) et la pauvreté dépendante (pénurie).

La frugalité est une caractéristique des sociétés qui ne sont pas soumises à la frénésie de l'accumulation. La plupart des biens nécessaires à la vie quotidienne y sont obtenus grâce à une production de subsistance ou achetés au marché en petites quantités. Dans un milieu frugal, il y a peu d'objets et d'outils, et l'argent ne joue qu'un rôle marginal. En revanche, tous ont accès aux ressources ; la famille et la communauté pouvaient à la production des biens qui, ailleurs, doivent être payés en argent

comptant. Dans un tel contexte, un revenu faible ne signifie pour personne manger de la vache enragée ; on y voit même souvent d'énormes excédents consacrés aux bijoux, aux célébrations et à des édifices grandioses. Dans un petit village traditionnel mexicain, par exemple, l'accumulation privée de la richesse est frappée d'ostracisme : on y acquiert du prestige en dépensant ses revenus, même modestes, dans les manifestations communautaires comme les *fiestas*. La pauvreté est ici un mode de vie maintenu par une culture qui connaît et cultive le *peu* ; cependant, la frugalité se mue en pauvreté dégradante quand elle subit la pression d'une société riche.

La misère gagne du terrain dès que la frugalité perd ses bases. Les liens avec la communauté, la terre, la forêt et l'eau forment une condition essentielle à la survie sans argent. La destruction de ces modes de subsistance fait basculer dans la misère ; les souffrances des paysans, des nomades ou des aborigènes sont la plupart du temps des histoires d'expulsion de la terre, de la savane ou de la forêt. Ce furent précisément le vagabondage et la mendicité ainsi engendrés qui conduisirent, en Europe du XIXe siècle, aux premières politiques nationales relatives à la pauvreté, alors que le rôle traditionnel de la Commune avait été de subvenir aux be-

soins de la veuve et de l'orphelin, exemples classiques de la pauvreté sans ressources.

De son côté, la pénurie est une forme moderne de la pauvreté. Elle affecte les groupes qui participent à une économie d'argent en tant que salariés et consommateurs dont le pouvoir d'achat stagne. Non seulement ces gens sont-ils exposés aux caprices du marché, mais ils vivent dans un contexte où l'argent prend une importance primordiale. Leur capacité de s'en tirer par leurs propres moyens tombe à zéro et du coup, les désirs nourris par le spectacle de la haute société croissent à l'infini. Ce sont ces ciseaux de la disette qui engendrent la pauvreté moderne. Encore nommée *question sociale* au XIXe siècle, la pauvreté donna lieu, après la crise économique mondiale de 1929, à de nouveaux impôts destinés à la politique du revenu et de l'emploi. Rien d'autre que cette vision de la pauvreté n'a inspiré le discours du développement d'après guerre, sous l'influence de Keynes et du *New Deal*.

Plus de frugalité, moins de misère

Pour la politique du développement, jusqu'à ce jour, le problème est la pauvreté et la solution, la croissance. Cette politique n'a pas encore réalisé qu'elle œuvre sur un vaste champ munie d'un concept de la pauvreté façonné par l'expérience de la disette dans les pays du Nord. Elle fait miroiter la croissance aux yeux de l'*homo economicus* à faible revenu — et a souvent engendré la misère en conduisant à la ruine de multiples sociétés de la frugalité. La culture de la croissance ne peut être érigée que sur les décombres de la frugalité ; misère et pénurie en sont le prix. Après 40 ans d'un tel régime, n'est-il pas temps de tirer la conclusion ? Il est évident que celui qui veut faire disparaître la misère doit compter sur la frugalité. Une approche plus prudente de la croissance est le chemin le plus sûr dans la lutte contre la misère.

Mon ami de Tepito savait cela, semble-t-il, quand il refusa d'être appelé *pauvre*. Son honneur était en jeu, sa fierté aussi ; il préférerait s'en tenir à sa frugalité tépitane, pressentant bien que sans elle, seules l'attendent la misère et la pénurie.

Wolfgang SACHS

Cet article est le deuxième d'une série commencée dans le numéro 222 de Silence. Il est extrait du livre "Des ruines du développement" édité par Ecosociété au Québec et diffusé en France par Silence.



NOUVELLE POLITIQUE AFRICAINE

Si Jospin a bien annoncé dans un premier temps qu'il fallait mettre un terme aux déplorables pratiques de la France en Afrique, il n'aura fallu que trois mois pour qu'il déclare qu'il était entièrement d'accord avec l'Elysée sur la politique étrangère. Comme gauche et droite se sont également déclarées entièrement d'accord sur la politique de défense, on peut en déduire que les violations des droits de l'homme partout où la France est représentée ne vont cesser de sitôt. D'ailleurs, sans rire : "la présence militaire française sert (...) à la stabilité du continent africain. Elle contribue à assurer, en plein accord avec nos partenaires, des espaces de sécurité in-

dispensables au développement économique et social" a déclaré Alain Richard, ministre de la Défense, dans Libération du 4 août. Traduction : "la présence militaire française sert (...) à la stabilité de nos intérêts financiers en Afrique. Elle contribue à assurer, en plein accord avec les dictateurs mis en place par nos soins, des espaces de sécurité indispensables au pillage des ressources locales quitte à se foutre complètement des conséquences sociales que cela entraîne. Cela nous permet de continuer à nous en mettre plein les poches".

SANTÉ ET DEVELOPPEMENT

La commission nationale "santé" de Peuples Solidaires organise un week-end de

formation les 25 et 26 novembre sur le thème : "la santé, élément incontournable du développement aux niveaux individuel et collectif, au Nord comme au

Sud" avec des témoignages d'acteurs de terrain. Ce week-end se tiendra à Lyon. Renseignements et inscriptions : Peuples Solidaires, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 67 99.



GRECE : OBJECTION DE CONSCIENCE

La Grèce était le seul pays de l'Union européenne à ne pas reconnaître le droit à l'objection de conscience. Près de 300 objecteurs sont emprisonnés dans ce pays. Elle vient d'adopter une loi qui permettra à partir du 1er janvier prochain de faire un service civil de 18 mois, mais l'obtention du statut nécessitera le passage devant une commission composée de philosophes, psychologues et de militaires qui auront la tâche de déterminer s'il s'agit bien d'une question de conscience. Cela nous rappelle évidemment la loi sur l'objection qui existait en France jusqu'en 1983 et dont l'arbitraire avait suscité de multiples dénonciations de la part des réfractaires à l'armée (qu'est-ce qui est de l'ordre de la conscience et qu'est-ce qui est de l'ordre de la politique ?). (source : Non-Violence Actualité, septembre 1997)

OBJECTEURS EN DISPONIBILITE

La décision du précédent gouvernement de faire payer aux associations 1700 F par mois pour avoir un objecteur (qui reste payé 2700 F par mois) a provoqué un effondrement de la demande des objecteurs... alors que le nombre de ceux-ci augmente sans cesse. Conséquences : ils sont déjà plusieurs milliers à attendre une affectation. Cela ne serait pas très grave si l'armée ne leur interdisait de prendre un emploi en attendant. Devant la montée de la grogne, l'administration a accordé des reports d'incor-

poration... mais jusqu'à quand ? On peut faire remarquer aux futurs conscrits qu'en demandant l'objection aujourd'hui, puis en attendant une affectation de plus en plus illusoire, puis en refusant une éventuelle affectation dans un lieu qui vous déplaît, vous avez de fortes chances d'arriver à tenir trois ans et donc de bénéficier de la fin de la conscription prévue en 2001.

CONGRES DU MAN

Le 24e congrès du Mouvement pour une Alternative Non-Violente, MAN, se tiendra les 15 et 16 novembre à Poissy, dans les Yvelines. Pour en savoir plus : MAN, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 79 79 85.

COLLOQUE GANDHI

A l'occasion du 50e anniversaire de la mort de Gandhi et de la fondation de l'Arche de Lanza del Vasto, un colloque international est organisé les 31 janvier et 1er février à Montpellier. Programme : Communauté de Bonnacombe, Comps Lagrandville, 12120 Cassagnes Bégonhès, tél : 05 65 74 13 40.

CONTRE LA MODERNISATION NUCLEAIRE

Le prochain sous-marin nucléaire "Le téméraire" est actuellement en fin de construction dans son hall d'assemblage à Cherbourg et commencera ses essais officiels en décembre 1997. Il laissera alors la place à la construction du "Vigilant". Ces constructions décidées il y a quinze ans, en pleine guerre froide, n'ont depuis jamais été remises en cause. Le collectif Stop Essais qui s'est aujourd'hui transformé en Campagne pour l'élimination des armes nucléaires, propose d'envoyer des cartes postales de protestation à l'Elysée. On peut se procurer ces cartes au prix de 7 F la première carte, 36 F les dix cartes (port compris) auprès de Stop Essais / Marie-Pierre Bovy, Bonnacombe, 12120 Comps Lagrandville.

SUPPRIMER LE RAID DAKAR

Le raid Dakar résume à lui seul notre conception des rapports Nord-Sud : lorsqu'un concurrent tue une fillette comme ce fut le cas une nouvelle fois en 1996, aucune poursuite juridique n'est engagée. La course a déjà tué une trentaine de personnes. La mort est ainsi sponsorisée. La télévision ne s'intéresse pas à cela : l'important, ce sont les défaillances mécaniques. Pour dénoncer ce colonialisme d'un nouveau genre, le syndicat SUD Education lance une pétition demandant la suppression de la course. Contact : Azimuths - SUD Education, 2 bis, rue du Clos-Perret, 63100 Clermont-Ferrand.





ENVIRONNEMENT

BELGIQUE : INCINERATEURS FOUS !

La région wallonne vient de présenter un plan pour "résoudre" la question des déchets ménagers et annonce fièrement que les quantités en décharge vont passer de 56 % à 8 %... et le reste bénéficiera d'une "valorisation énergétique". Derrière ce langage "fumeux" se cachent les incinérateurs, leurs fumées toxiques et leurs déchets qui concentrent la pollution. Cela ne résout donc en rien la question des déchets et c'est pourquoi les Amis de la Terre montent au créneau : ils rappellent que la diminution du volume des déchets était déjà inscrite dans le plan précédent 91-95, période où rien n'a été fait, alors que pourtant c'est possible puisque la commune de Dilbeek a réussi toute seule à réduire ses déchets de 65 % en un an (en économisant de l'argent). Les Amis de la Terre demandent donc que l'effort soit mis sur la réduction à la source et non sur le traitement des déchets. Contact : Amis de la Terre Belgique, place de la Vingeanne, B 5100 Dave, tél : 081 40 14 78.

INCINERATEURS : BONJOUR LA DIOXINE

Le CNIID, centre national indépendant d'information sur les déchets, nouvellement créé par Pierre Emmanuel Neurhor, ancien permanent de Greenpeace, a réussi l'annonce de sa création en annonçant lors des rencontres de la Baule sur les déchets, mi-septembre, les résultats d'une enquête menée par la direction générale de l'alimentation réalisée dans 34 départements. Cette étude confirme la présence de dioxines dans les échantillons prélevés dont certains ont des taux proches des limites fixées pour la consommation. Les résultats sont les plus préoccupants dans deux départements : le Pas-de-Calais et la

Seine-Maritime. Les produits laitiers sont contaminés parce que les vaches mangent des herbes polluées par les fumées des incinérateurs, lesquels relâchent de la dioxine. Or cette substance est cancérigène. Le ministère de l'agriculture a renvoyé au ministère de la santé qui annonce un rapport sur le sujet pour le mois d'octobre. En attendant, il y a toujours 150 incinérateurs en projet sur l'ensemble de l'hexagone.

de quoi nous contaminer tous définitivement. A quand une politique de diminution des déchets et non pas de retraitement de ceux-ci ?

Contact : CNIID, 26 rue d'Annam, 75020 Paris, tél : 01 43 58 68 65.

PYRENEES : OURSE ABATTUE

Mellba, ourse immigrée amenée de Slovaquie au printemps n'aura pas survécu

longtemps à la hargne des chasseurs. Elle a eu le temps d'avoir trois petits cet été avant que, le 27 septembre, un chasseur ne la tue. Alors que dans de nombreux autres pays, les ours sont devenus les amis des touristes, en France, ils restent les égorgeurs des brebis (alors qu'il est fort bien connu que ce sont les chiens errants qui attaquent les troupeaux). Les associations ayant la charge de la réintroduction de l'ourse ont décidé de laisser les oursons en liberté en espérant qu'ils arriveront à survivre sans leur mère.

SUD-OUEST : CONTRE LES BARRAGES-RESERVOIRS

Alors que le gouvernement vient de reculer devant la pression des gros céréaliers concernant les primes à l'irrigation, ces mêmes agricul-

EAU POTABLE ?

Nos grands trusts commerciaux nous promettent une eau potable. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que ce terme veut dire. Rappelons pour commencer que notre corps est constitué essentiellement d'eau et que celle-ci se renouvelle sans cesse pour assurer la survie de nos cellules. Nous en buvons en moyenne deux litres par jour directement ou via les aliments.

Plus cette eau contient des éléments inutiles et toxiques, plus elle provoque de maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 80 % des maladies sont transmises par les impuretés de l'eau et la moitié de la mortalité infantile provient d'une eau polluée. Rappelons également que les normes de "potabilité" d'une eau ne sont pas une garantie de son innocuité. Une norme est le résultat d'une négociation entre des impératifs de santé ou de sécurité et des impératifs économiques (jusqu'à combien sommes-nous prêts à payer pour se procurer un produit propre ?). Une norme n'est donc pas une référence.

Ainsi, les eaux minérales très chargées en minéraux (Badoit, Vichy, Hépar, Contrex...) sont à utiliser uniquement lors de prescription médicale. Les eaux moyennement chargées (Perrier, Evian, Vittel) ne doivent pas être utilisées sur de longues durées. Ces eaux-là, comme les eaux du robinet traitées à l'ozone ou au chlore sont déséquilibrées et peuvent entraîner des problèmes de santé. Les slogans du genre "buvez-éliminez" sont trompeurs : le corps n'élimine que grâce à une filtration rénale forcément incomplète. Les eaux du robinet sont basiques (pH entre 7,3 et 7,8) dans le but d'éviter la corrosion des canalisations, choix économique qui se fait au détriment de la santé. Les eaux distillées sont des eaux mortes (absence totale d'éléments minéraux) : il ne faut surtout pas en boire !



Alors que boire ? Les eaux obtenues après filtrage par osmose inverse sont assez proches de l'équilibre souhaitable, mais il faut pour cela disposer d'un appareil souvent coûteux et dont l'entretien des filtres n'est pas évident. Pour en limiter l'utilisation, on peut ne filtrer que l'eau qui sera bue (soit environ deux litres par jour et par personne). L'idéal serait d'avoir accès à une source non polluée, ce qui devient de plus en plus rare.

Une solution de sagesse consiste à diversifier les eaux que l'on boit en se renseignant par exemple sur les caractéristiques de l'eau au robinet et en cherchant une ou des eaux minérales complémentaires. Ainsi, si vous habitez dans les Alpes ou les Pyrénées (eaux calcaires), cherchez des eaux du Massif central ou des Vosges (eaux plus acides) et inversement. Profitez de vos déplacements pour boire d'autres eaux.

PETITES PHRASES

Le 1er octobre, pour la première fois, la circulation alternée a été mise en place en région parisienne. Commentaire de Perline (célèbre correspondante de Silence à Paris, mais aussi animatrice de Microclimat sur Radio-Libertaire) : "après la Balladurette et la Jupette, voici venue la voie nette".

GRANDE-BRETAGNE : ECOLOGIE RADICALE

Le système électoral anglais (majorité simple au premier tour) a pour le moment empêché les écologistes d'avoir des élus, ce qui leur évite bien des débats ! Disponibles, ils s'investissent donc sur le terrain. Depuis le début des années 90, ils ont multiplié les techniques pour occuper le terrain des travaux nuisibles à l'environnement, l'objectif étant de les rendre excessivement coûteux. Construction de maisons dans les arbres nécessitant des policiers équilibrés pour les déloger, souterrains nécessitant des sondages du sol très longs à réaliser (un militant a réussi à rester six jours sous le sol ce printemps !), militant coulé dans le béton pour ne pas être transportables, filets entre les arbres, miradors... Au début les Verts britanniques ont gardé leurs distances : trop radical. Mais les sondages sont là : 85 % des Anglais les soutiennent ! Les jeunes qui ont souvent des boulots précaires rejoignent la lutte et se lancent sans guère d'expériences dans les actions les plus spectaculaires. Résultats : sur les 224 projets autoroutiers mis en place par le précédent gouvernement Major, 110 ont déjà été abandonnés. A quand la même chose en France ?

BUS, TRAMWAYS, PRIORITE !

Agir pour l'environnement a lancé sa première campagne et propose l'envoi de cartes postales d'ici le 15 novembre au Ministre des transports et de l'équipement, au secrétaire d'Etat au budget pour demander que l'Etat participe plus au financement des villes concernant le développement des transports en commun. Dans un quatre pages explicatifs, cette nouvelle association argumente que plus de transports en commun (bus, tramways), c'est moins de pollution de l'air, des économies d'énergie, une alterna-

TRANSPORTS



tive au tout automobile. Elle donne des exemples de ce qui se fait à l'étranger : en Suisse, aux USA, en Autriche. On peut obtenir des cartes postales et des quatre pages au prix de 5 F l'ex (40 F les 10) à : Agir pour l'Environnement, BP52, 75965 Paris cedex 20, tél : 06 07 47 59 18.

DIESEL : CANCERIGENE

Une étude commandée par l'ancienne ministre de l'environnement sur le diesel a été rendue publique le 5 septembre dernier. Réalisée par le tout nouveau Comité de prévention et de précaution, elle conclut que l'aggravation des problèmes de santé d'origine respiratoire sont essentiellement dus non pas aux gaz mais aux particules émises par les gaz d'échappement. Or, à vitesse élevée, les moteurs diesel en émettent 20 fois plus que les moteurs à essence. Et à vitesse lente, 90 fois plus. Le développement rapide des moteurs diesel ces dernières années en France est donc bien en cause. Malgré les propositions de Dominique Voynet concernant une forte taxation de ce carburant, le gouvernement a reculé devant les menaces du lobby automobile.

VALLEE D'ASPE : EXPROPRIATION

Les quelques 3500 propriétaires de parcelles achetées

par le Collectif Somport avec le soutien de Greenpeace ont reçu mi-septembre une lettre recommandée les informant d'une enquête publique qui se déroule du 15 octobre au 14 novembre et visant à l'expropriation collective de l'ensemble des personnes sous la raison d'"utilité publique". Si l'utilité publique a bien été reconnue par l'Etat français, il n'en est pas de même au niveau européen puisque le financement des travaux de la route dans la vallée est suspendue du fait du non respect des directives européennes qui prévoient qu'il doit y avoir une seule enquête publique sur l'ensemble du projet. Une belle bataille juridique est donc en train de s'engager : les opposants devraient bénéficier de la primauté de la loi européenne sur la loi nationale.

FRANCHE-COMTE : RAIL DEMAIN

Alors que le lobby de M. Chevènement, l'association Trans-Europe TGV, relance le projet de liaison TGV Dijon-Mulhouse avec le soutien d'une quarantaine de maires locaux, d'autres voix se font entendre pour affirmer que si l'on est capable de faire les aménagements pour un TGV qui ne sera probablement jamais rentable, on doit pouvoir plus simplement, et pour beaucoup moins cher, faire les aména-

gements sur la ligne actuelle permettant d'utiliser des trains à grande vitesse pendulaires. Comment expliquer que la Droite libérale soutienne le projet TGV non rentable ? Comment expliquer que la Gauche sociale soutienne les dépenses fastueuses du TGV au détriment d'un réel aménagement du territoire qui permettent de maintenir la liaison entre les trains longues distances et les trains régionaux ? Contact : Rail Demain, Mairie, 70400 Tremolins, tél : 03 84 46 03 48.

LYON : POUR OU CONTRE LA VOITURE ?

La municipalité Noir avait passé un accord avec Bouygues pour la construction d'un tunnel permettant de prolonger le périphérique lyonnais plus à l'ouest. Ce tronçon d'une dizaine de kilomètres est payant. Les associations d'automobilistes, de motards, les syndicats de taxis, la CGT et la CFDT, ont organisé des journées de blocage des péages pour en demander la gratuité.

Qu'en pensent les écologistes ? Les syndicats expliquent que cela pénalise les plus pauvres pour qui le péage peut représenter jusqu'à un mois de salaire sur l'année... mais ceux qui ont une voiture dépendent déjà trois mois de salaire pour leur voiture et rien ne leur interdit d'emprunter un autre itinéraire. Croyant faire dans le social, les Verts, l'AREV et la CES ont apporté leur soutien aux opposants. Le MEI, mouvement écologiste indépendant, rappelant les positions des associations anti-voitures, se félicite que le péage puisse dissuader des automobilistes. Il rappelle que si ce ne sont pas les automobilistes qui paient ce seront les contribuables et donc ceux qui font l'effort de marcher, de rouler à vélo ou de prendre les transports en commun.

Rappelons une proposition originale de l'association RVV, "Rassemblement pour une ville sans voitures" : Lyon dispose de 9 gares périphériques et le nouveau tunnel a ses extrémités à côté de deux de ces gares, juste sur le tronçon qui manque pour réaliser une ligne RER périphérique : pourquoi ne pas utiliser le tunnel sous une forme ferroviaire ? Contact :

• MEI, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 93 32.
• RVV, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 80 97.



CHASSE : PAS LE DIMANCHE APRES MIDI

Le conflit territorial entre randonneurs et chasseurs se manifeste surtout le week-end. Pour favoriser le libre déplacement des promenades familiales du week-end, l'ASPAS a lancé une pétition demandant l'interdiction de la chasse le dimanche après-midi. On peut se procurer des feuilles de pétition à l'adresse suivante : ASPAS, BP 34, 26270 Loriol.

teurs multiplient les projets de barrages-réservoirs dans le Sud-Ouest de la France. De nombreuses enquêtes publiques se déroulent en ce moment alors que l'on n'a nul besoin d'eau supplémentaire. Des associations essaient de s'opposer à ces futurs barrages :

- Collectif de défense du bassin de l'Adour, Ende Doman, "La Bertrand", 32400 Fustérouau.
- Elrdoi Zain c/o Mme Ayçaguer, Xibaltarre Auzoa, 64120 Donapaleu, tél : 05 59 65 71 18.
- Adour Eau Transparente c/o UMINATE 65, 58 rue Saint-Jean, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 76 51.

PAS-DE-CALAIS : ESPACES VERTS DANGEREUX

Pour réutiliser les friches industrielles abandonnées, de nombreux élus les transforment en espaces verts sans trop se poser de questions sur la nature du sol. Ainsi, à Esquerdes, dans le Pas-de-Calais, une zone de verdure a été créée sur l'emplacement de l'ancienne poudrerie nationale. Or la fabrication de poudre nécessite l'utilisation de produits toxiques comme le mercure et génère des déchets persistants. Situé au bord de l'Aa, le terrain a ses sous-sols contaminés et la mairie s'est contentée de racler 50 cm de terre et d'évacuer 4000 m² d'amiante ciment. Robin des Bois demande que des analyses sérieuses soient faites.

Renseignements : Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.

PARIS : ART ET VIE SAUVAGE

La Galerie Art et Vie Sauvage présente du 7 novembre au 24 janvier, une exposition internationale sur le renard. Cette exposition a été organisée avec le soutien de l'ASPAS, association pour la protection des animaux sauvages.

Une devinette : comment se nomme le renard en espagnol ? Réponse : zorro.

Contacts :

- Galerie Art et Vie Sauvage, 8 rue de Valois, 75001 Paris, tél : 01 42 96 11 00.
- ASPAS, BP 34, 26270 Loriol, tél : 04 75 62 64 86.

GRENOBLE : FESTIVAL DU FILM NATURE ET ENVIRONNEMENT

Le 12e salon international du film nature et environnement se tiendra à Grenoble du 4 au 9 novembre. Trente-neuf films de quinze nationalités seront en compétition : documentaires, reportages, films d'animation, fictions... Les projections seront complétées par de nombreuses animations dans la ville dont une conférence d'Hubert Reeves, sur le campus à 21h30, le jeudi 6 novembre sur le thème "L'avenir de la planète".

On peut obtenir le programme complet auprès de la FRAPNA Isère, MNEI, 5 place Bir-Hakelm, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

MONTCHANIN : LE PROCES

En 1977, un industriel spécialisé dans le déchet, Luc Laferrère, obtient l'autorisation d'une décharge d'ordures ménagères à Montchanin, en pleine ville. En échange d'une redevance symbolique (5000 F par an), il commence à y entasser des ordures puis très vite des déchets toxiques. Au moins 2000 fûts arrivent en 1978 et quelques années plus tard, il se dira que ceux-ci provenaient de l'accident de Seveso (1976) mais ils ne seront jamais retrouvés. En 1980, des fûts d'un dangereux pesticide, le malathion, sont stockés sur place. Pris sur le fait, le gérant de l'époque, Gérard Di Placido écope d'une amende... de 800 F !

C'est à cette époque que les habitants se regroupent en association, l'ADEM, association de défense de l'environnement montchaninois, pour demander la fermeture de cette décharge. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne change rien à l'affaire : le nouveau gouvernement transforme la décharge en "laboratoire expérimental" d'études sur les résidus spéciaux. Les médecins de la région montent au créneau pour dénoncer les pathologies qui se développent : maladies de peau, des poumons, mortalité en hausse...

En 1987, pas moins de 115 000 tonnes de déchets dont les trois quarts proviennent d'Allemagne, arrivent

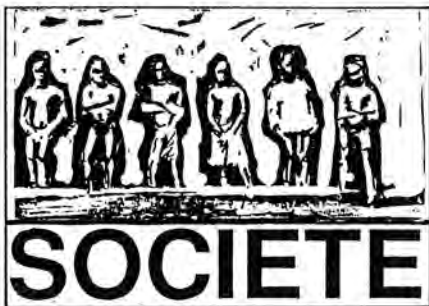
sur le site, malgré les protestations. Le rapport d'enquête fait un ingénieur général des Mines et un ingénieur de l'armement en 1988 conclut que l'"exploitation de la décharge est correctement menée". Le Préfet de l'époque refuse de publier le rapport estimant qu'il s'agit d'une véritable provocation. Ce même préfet, soutenu par Pierre Joxe, obtient enfin en 1989 la fermeture du site.

A cette date, 2805 plaintes individuelles ont été déposées, ce qui dans une commune de 6000 habitants représente la quasi-totalité des personnes majeures. Ce sont ces plaintes qui sont à l'origine du procès qui vient enfin de s'ouvrir le 2 octobre

dernier. Huit ans d'instructions pendant lesquels, un habitant sur cinq de la commune a déménagé et plus de cent sont morts. La décharge n'a pas été nettoyée : des drains ont été posés, une couverture bétonnée a été installée. Un torchère brûle 20 à 25 m³ de gaz à l'heure, 4000 litres de jus sont collectés chaque jour qui sont ensuite incinérés à Lyon.

Comme pour les déchets radioactifs, on a essayé d'enterrer le problème sous la couverture d'un laboratoire. Et malgré les demandes, on ne sait toujours pas ce qui bouillonne sous les pieds des habitants de Montchanin.

(source Pollits, 2 octobre 1997)



SOCIÉTÉ

IMMIGRÉS : LA DISPARITION DE LA "GAUCHE"

Le nouveau gouvernement a très vite annoncé une "régularisation partielle" des sans-papiers. Si les socialistes ont un peu déplacé la limite au-delà de laquelle un sans-papier peut être régularisé, il n'y a toutefois pas de changement fondamental de politique vis-à-vis des étrangers. La régularisation se fera toujours au cas par cas par les Préfets. Le droit d'asile n'est pas plus reconnu aujourd'hui qu'hier et dans ce contexte, à part une éventuelle mansuétude de la police, on ne voit pas ce qui arrêterait les vols charters.

Dans un article paru dans Silence d'avril 1997, nous dénoncions les manipulations électorales des grands partis dans le cadre des campagnes contre les lois Debré. A l'époque nous nous étonnions que des journaux comme Libération offrent des dizaines de pages pour publier des signataires de pétition. Nous dénoncions la méthode traditionnelle de la gauche qui consiste à diaboliser un bouc-émissaire (le FN et Debré) pour faire oublier ses propres faiblesses. Cela nous avait valu quelques remarques orales de personnes qui ne nous trouvaient pas "politiquement correctes". Mais quand même aucun courrier.

Six mois après, le 19 septembre, quand les collectifs de sans-papiers ont appelé à une nouvelle manifestation après le recul du gouvernement de "gauche" sur les mêmes lois, il n'y a plus eu que trois structures politiques encore présentes dans la manifestation : les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire et la Fédération anarchiste.

Et bizarrement, Libération n'a pas offert vingt pages pour annoncer la manif. Tiens, Silence n'aurait donc pas raconté que des conneries dans son numéro d'avril ?

COLMAR : VICTOIRE DES "PROTEGES" DU DAL

Le 26 septembre, Aïcha Bousaid, mère de sept enfants âgés entre 3 et 22 ans, a obtenu gain de cause devant le Tribunal de Grande Instance. Depuis la création, en octobre 1996, du DAL de Colmar (Cf. *Silence-Alternatives en Alsace*), ses animateurs multiplièrent en vain les interventions auprès de Cyrille Schott, le Préfet du Haut-Rhin, et de Gilbert Meyer, député-maire (RPR) en charge de 65 000 administrés. Le samedi 13 septembre, les militants et des sympathisants de l'asso-

AUTOROUTE ET EMPLOIS

Au nom de l'emploi, de Villiers a réussi à mobiliser aussi bien les forces politiques de droite que celles de gauche dans la défense du projet autoroutier A87 Angers-La Roche-sur-Yon. 180 élus (du PS au FN) ont ainsi répondu à son "appel aux forces vives" rendu public le 9 septembre.

La coordination des associations de chômeurs de Vendée ne l'a pas entendu de cette oreille et a répondu dans un communiqué de presse dénonçant le massacre de l'espace naturel sous prétexte de progrès et d'emploi. La pollution irréversible de l'eau, de l'air, la destruction de la faune, de la flore, des moyens de production agricole ne profitent pas aux chômeurs mais une nouvelle fois aux patrons. Les autoroutes ne font qu'accélérer l'accumulation de la monnaie et la concentration du pouvoir entre les mains de lobbies financiers commanditaires des bétonneurs, transporteurs, pétroliers, grands distributeurs et autres "forces vives". La coordination des chômeurs de Vendée cherche à entrer en contact avec d'autres associations de chômeurs qui veulent dénoncer tous ces grands travaux de détournement de fonds qui se font sous le prétexte de créer des emplois. Contact : Agir contre le Chômage - Vendée, AC 85, Bourse du Travail, Boulevard Louis Blanc, 85000 La Roche-sur-Yon.

ciation avaient réquisitionné une maison vouée à la démolition pour y installer les infortunés. Une première dans la province limitrophe de l'Allemagne et dans une ville moyenne française ! Le verdict, s'appuyant sur le princi-

pe constitutionnel de la disposition par toute personne d'un logement décent et indépendant, constitue la sixième jurisprudence favorable dans l'Hexagone aux nécessiteux en quête d'un toit. (correspondance René Hamr)

ANNONCES

EMPLOIS

- Cabinet d'ingénieurs-conseils, spécialisé maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables, situé en zone rurale dans le Sud-Est de la France, cherche pour un contrat à durée indéterminée un **Ingénieur d'études** pour des travaux d'investigation visant à maîtriser la consommation d'énergie fossile et électrique dans le bâtiment. Formation ingénieur, solide expérience, connaissance du travail et développement sur bases de données, maîtrise d'ACCESS/SQL (niveau développeur impératif), ainsi qu'Excel (interface graphique) et Visual Basic. Anglais courant. Déplacements possibles en France et à l'étranger. Envoyer CV et lettre manuscrite de motivation et prétentions sous réf 970911 à : Patricia Jouan Consultant, 118 avenue de la Paix, 92130 Issy les Moulineaux.

OBJECTEURS - OFFRE

- Jeune homme cherche poste d'objecteur à partir du 15 janvier 1998, licence sciences de l'éducation, 1ère année IUFM, expérience en soutien scolaire, étudie toutes propositions. Dominique Alland, 4 rue Gilles de Bretagne, 22230 Merdrignac, tél : 02 96 26 53 13.

RECHERCHES

- Future mère (début décembre), cherche à acheter couches écolos lavables, moins chères que neuves ! Angélique Housseaux, Mas Bougarel, 30190 Castelnaud-Valence, tél : 04 66 83 31 39.

- Pour qu'un SEL, système d'échange local, marche bien, il faut être nombreux. C'est pourquoi nous recherchons des personnes à Rennes qui souhaiteraient venir grossir nos rangs. SEL'AMI, 52 rue Bigot-de-Prémeneu, 35000 Rennes.

- Association cherche partenaires afin de créer un lieu d'échanges, d'écoute, de travail et de savoir dans une commune rurale de 300 habitants. Elle aura pour objectif la création d'un lieu de vie en restaurant, un vieux logis pour le logement, la remise en état des terres pour l'agriculture biologique, la valorisation des friches et des bords de rivière pour la production d'énergie renouvelable (eau, biomasse, solaire, éolienne), la création de circuits touristiques par l'entretien de sentiers pédestres et leur balisage, la création d'un site d'escalade, l'utilisation d'ânes et de mulets pour le transport et les labours. La création de stages sur la santé globale de l'individu et les thérapies naturelles, la création de chantiers écoles et d'insertion sur les murs en pierres sèches sur un lieu riche en ruines : pont romain, chapelle construction celte-ligure, oppidum, dolmens... Contact : Didier Sergenti, Hameau des Gras, "Le Bas Saint-Claire", 06460 Escagnolles, tél : 04 93 09 28 62.

- Je recherche des contacts dans les départements de l'Indre, Creuse et Corrèze d'individus vivant en semi-autarcie ou/et intéressés-e-s par l'autonomie conviviale, le troc et la "vie simple" esprit Silence ou Gueule Ouverte. Contact : Franck Buendia, 18 rue de Normandie, 41100 Vendôme.

- Famille avec deux enfants faisant l'école à la maison, installée sur 5 hectares avec jardin et animaux, ayant en projet un gîte d'enfants et d'école diffé-

rente cherche des familles intéressées par ces projets et éventuellement par un éco-village autour de l'école. Région Lot et Garonne. Recherche enseignant intéressé, ainsi que personnes motivées pour mener chantier de construction en bois cordé, en paille, en torchis, plancher solide direct... Renseignements au 05 53 40 72 24 (heures des repas).

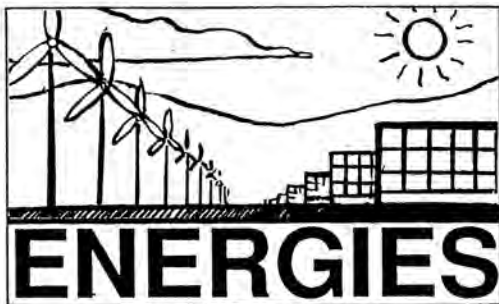
- Nous recherchons des informations sur deux multinationales canadiennes qui veulent s'installer en Nouvelle-Calédonie : INCO veut installer dans le Sud de l'île un procédé de lixiviation des sols pour y récupérer du nickel et du cobalt. Cette méthode utilise de l'acide sulfurique. La deuxième, FALCON-BRIDGE veut s'installer dans le Nord de l'île pour y réaliser une fonderie. Ce qui semble poser des problèmes de ressources en eau car l'île est déjà limitée dans ce domaine. Les deux sociétés ont annoncé d'ailleurs leur intention de construire des barrages. Nous cherchons également des personnes ressources pour nous aider à comprendre les dossiers techniques. Merci de nous contacter : Scorsone Jean, BP766 Païta, 98890 Nouvelle-Calédonie.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



ERRATUM : SORTIR DU NUCLEAIRE

Suite aux informations diffusées par l'ADEME, nous avons commis une erreur dans le chiffrage des économies de tranches nucléaires par les seuls remplacements des appareils énergivores chez le particulier. En effet, l'étude porte sur l'électricité **sauf** le chauffage électrique (ce qu'a oublié de signaler l'ADEME). L'économie réalisée par l'amélioration des appareils électroménagers est donc en fait de l'ordre de 3 ou 4 réacteurs et non de 7. Par contre le remplacement du chauffage électrique à lui seul permettrait de remplacer pas loin d'une dizaine de réacteurs. Cela ne change pas le fond de l'article : si une décision politique forte se mettait en route, il serait possible d'arrêter les réacteurs nucléaires en deux ans ou, sans le recours provisoire au thermique, en sept ans.

DECHETS ET TRANSPORTS

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a essayé d'estimer l'importance du transport des déchets dans le trafic routier d'aujourd'hui ; elle en conclut que 97 % du transport des déchets se fait par la route et qu'environ un tiers du trafic marchandise est lié à ces déchets (y compris les transports par véhicules agricoles). Ainsi, un camion sur trois contient des débris ! Seuls échappent à la route les déchets d'aciérie (par le rail) et la mélasse (par bateau). C'est un gaspillage énergétique monstrueux car généralement il n'y a pas d'urgence à acheminer ces déchets. Or le transport par route consomme 32 grammes équivalent pétrole pour seulement 10 pour le rail et 15 par bateau. Au total, ce sont actuellement environ 600 000 tonnes équivalent pétrole qui sont consacrés à l'évacuation de ces déchets. La distance moyenne parcourue par les déchets

est actuellement de 43 km. Mais le rapport cite comme exemple de gaspillage le recyclage du plastique qui est couramment transporté sur plus de 500 km : l'économie d'énergie du recyclage est totalement annihilée par le transport : le contenant gas-

pille alors plus que ce que représente le contenu ! L'ADEME estime que cela va être de pire en pire avec l'entrée en application d'ici 2002 de l'interdiction de la mise en décharge. L'incapacité de recycler les déchets sur place car trop souvent complexes et nécessitant des usines de traitement de plus en plus spécialisées, va entraîner une énorme consommation d'énergie et tout autant de pollution par les poids lourds. Elle suggère de développer le transport par rail et par eau, mais ne se pose évidemment pas — croissance oblige — la question de savoir comment produire moins de déchets et que ceux-ci soient recyclables sur des circuits courts.

PARIS : FINANCEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (gouvernement), le CLER, comité de liaison énergies renouvelables (associatif) et le programme Joule-Thermie (Europe) organisent une journée sur le financement des énergies renouvelables le 28 octobre à Paris, au siège du Conseil Régional Ile-de-France, salle de l'Hémicycle, 57 rue de Babylone, dans le 7ème.

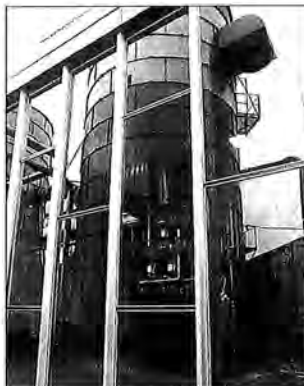
Renseignements : CLER, 28 rue Basfrol, 75011 Paris, tél : 01 46 59 04 44.

CHAUFFAGE AU BOIS

Le chauffage au bois bénéficie de nombreuses améliorations qui en font aujourd'hui l'un des modes de chauffage à privilégier dans les zones rurales. Tout d'abord, le gouvernement précédent avait pris une mesure discrète : la diminution de la TVA sur le bois de chauffage (de 20,6 à 5,5 %) qui en diminue le coût. D'autres part, les chaudières se sont considérablement améliorées depuis quelques années, que ce soit au niveau individuel ou collectif.

Avantage du bois : il est disponible en quantité abondante, de nombreuses forêts sont actuellement à l'abandon et constituent un réservoir appréciable, il n'est pas polluant s'il est accompagné d'une bonne gestion de la forêt : ce qu'il émet en gaz est récupéré pour la croissance de nouveaux arbres ; il reste l'un des combustibles le moins cher (après le solaire), par contre il oblige à des manipulations contraignantes. Pour limiter ces manipulations, il faut adopter des modes de chauffage efficaces, ce qui nous situe à l'opposé des cheminées à foyer ouvert dont le rendement est presque nul. On a même mesuré des cheminées qui avaient un rendement négatif lorsqu'elles sont utilisées en complément d'un chauffage central : l'air chaud des radiateurs étant aspiré vers l'extérieur par la cheminée ! Il est donc nécessaire de choisir un foyer fermé. Les inserts classiques peuvent dans certains cas avoir des rendements assez bons (de 40 à

60 %) de même que les poêles. Mais le meilleur rendement au niveau chauffage individuel est actuellement obtenu par les chaudières turbo qui fonctionnent avec un foyer inversé : chargement des bûches par le haut, orientation des flam-



Chaudière bois à Halluin (Nord) chez un fabricant de meubles.

mes vers le bas du côté du cendrier. On obtient là des rendements de 75 à 85 %. Avantage de cette chaudière : cela diminue considérablement la consommation de bois et donc les manipulations, certaines ne se rechargent plus qu'une fois par jour. Inconvénient de ces chaudières : elles sont presque déjà trop puissantes pour les habitations, or pour ne pas les user, elles doivent fonctionner à puissance régulière pour éviter la corrosion par les gaz d'émission. Dans les pays scandinaves, la solution a été de les coupler avec le chauffage de l'eau sanitaire. Les Autrichiens très en avance sur le sujet ont mis au point de telles chaudières avec en

plus une régulation électronique qui améliore encore le rendement... mais le prix reste pour le moment prohibitif. Au niveau collectif, les chaudières à bois décheté permettent d'utiliser le bois obtenu de l'entretien des taillis et des haies avec un rendement qui peut atteindre 85 % : un silo (jusqu'à 20 m³) alimente la chaudière via une vis sans fin et permet plusieurs semaines d'autonomie. Là encore, ce sont les Autrichiens et les Allemands qui ont développé ce type de matériel. Autre ressource utilisée au niveau collectif : les granulés obtenus à partir des sciures et des copeaux* provenant de l'industrie du bois. Le rendement est maximum au niveau du chauffage (85 à 90 %) mais nécessite de l'énergie pour fabriquer les plaquettes. Les Canadiens et les Etats-Uniens ont développé des poêles individuels qui fonctionnent avec de telles plaquettes, ce qui est intéressant si l'on habite dans une région forestière : actuellement, il existe en France trois fabricants de granulés : Bois-Energie en Franche-Comté, Cogra, près de Mende dans la Lozère, et Société Sabine à Bergerac en Dordogne. L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, subventionne actuellement la création de nouvelles entreprises dans ce domaine. Pour quelqu'un qui habite à moins de 100 km de ces usines, le coût du kWh produit par les chaudières peut descendre à 18 centimes, soit moins que le chauffage au gaz et au fuel.

(source : Quatre Saisons du Jardinage, septembre 1997)



ON FERME !

Deux réacteurs vont être fermés aux USA : Maine Yankee (Maine) et Big Rock Point (Michigan) car les réparations sont trop onéreuses.

Arrêté depuis 1996, le réacteur n°2 de Sizewell en Grande-Bretagne pourrait être arrêté définitivement car les réparations sont trop onéreuses. 7 des 21 réacteurs canadiens vont être arrêtés d'ici un an afin de ne plus maintenir que les 14 restants, la maintenance de l'ensemble étant jugée par Ontario Hydro, trop onéreuse.

En France, c'est le contribuable qui paie, alors ce n'est pas trop onéreux... mais Phénix (Gard) pourrait être définitivement arrêté. A l'arrêt depuis 1993, malgré d'intenses recherches, on n'a toujours pas trouvé l'origine des bulles d'argon qui provoquent une "suractivité" incontrôlée du réacteur... et comme au bout de deux ans d'arrêt, il faut refaire toutes les demandes d'autorisation, cela semble mal parti dans le contexte politique actuel.

DU PLUTONIUM DANS L'ESPACE

Pour aller observer les planètes lointaines, la NASA utilise de temps en temps comme combustible du plutonium. Pour une nouvelle mission en direction de Saturne, elle avait prévu d'utiliser une quantité record de 33 kg. Le tir devait avoir lieu le 6 octobre, mais des problèmes dans le système de refroidissement du petit réacteur ont provoqué un retard. Les associations antinucléaires, rappelant qu'un tir sur vingt échoue, craignent que le plutonium retombe dans l'atmosphère et contamine un large espace (un milliardième de gramme peut suffire à provoquer un cancer). Ils demandent l'annulation de cette mission. Réponse vers le 4 novembre : si d'ici cette date le satellite n'est pas envoyé, Saturne sera

trop loin et il faudra refaire les calculs de trajectoire. (source : *La Recherche*, octobre 1997).

REPUBLIQUE TCHEQUE : OCCUPATION D'UN CHANTIER

La construction de la centrale nucléaire de Temelin, commencée avec l'aide soviétique, avait été abandonnée dans les années 80... jusqu'à ce que les Occidentaux viennent en aide : Westinghouse (USA) aidé par le gouvernement américain est arrivé en 1993 avec 2,5 milliards de dollars pour finir le chantier, malgré l'opposition de la population. A ce moment, la centrale devait fonctionner en 1995... mais aujourd'hui, on annonce le démarrage pour 2000 au

mieux. Pour justifier ces réacteurs, la CEZ, compagnie tchèque mène depuis plusieurs années une campagne pour le chauffage électrique.

Depuis cinq ans, les Amis de la Terre tchèques organisent un camp devant la centrale et mènent des actions pour retarder le chantier. Cet été, PIANO, Prague International anti-nuclear office, est venu en aide. A partir du 6 juillet, 600 personnes étaient rassemblées sur place dont plus de 100 personnes venues de l'étranger. Ce jour, par surprise, ils sont arrivés à pénétrer dans l'enceinte de la centrale, bloquant immédiatement les cinq portes d'accès au chantier et ils ont résisté pendant trois jours à leur expulsion, sous une pluie battante. Enchaînés de manière très efficace, la police a mis des heures pour arriver à les détacher des grilles. Les manifestants avaient parmi eux Ivan Djemal, ancien ministre de l'environnement tchèque venu dénoncer la main-mise du capital international sur cette centrale qui n'est pas souhaitée par la population.

(source : *Katell WISE-Amsterdam*).

DROITS DE L'HOMME : HELVETES DEBOUTES

Le 26 août, la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg a rejeté le recours déposé par dix riverains de la centrale de Mühleberg (306 mégawatts) dans le canton de Berne. Ces personnes habitant dans la zone d'alarme 1 avaient déploré la prolongation pour dix ans de l'exploitation du complexe et souhaitaient exposer leurs craintes quant à la sécurité technique devant une haute instance indépendante. Douze des vingt juges ont estimé que la procédure suisse d'autorisation afférente aux installations nucléaires respecte la Convention européenne des Droits de l'Homme. Imaginons un instant les conséquences qu'aurait entraînées un arrêt donnant raison aux plaignants... (correspondance René Hamm)

SUISSE : SORTIR DU NUCLEAIRE

La coordination "Sortir du nucléaire" prépare deux référendums en Suisse : le premier visant au minimum à poursuivre le moratoire de

VERS L'ACCIDENT

Devant le blocage politique de fait concernant le lancement de nouveaux chantiers pour des réacteurs nucléaires - le dernier à Civaux a commencé en 1986 - EDF essaie d'argumenter sur un prolongement de la vie des actuels réacteurs. Ceux-ci

étaient prévus pour durer 25 à 30 ans et EDF annonce maintenant 40 à 60 ans. Mais ceci relève de l'autosuggestion car les allages spéciaux des cuves vieillissent sous le choc des variations de température et des rayonnements. A Fessenheim, l'usure observée au bout de vingt ans est celle prévue par les spécialistes pour 40 ans : le réacteur a vieilli deux fois plus vite que prévu.

Autre indice : les centrales tombent de plus en plus souvent en panne : 488 arrêts non programmés en 1996 contre 377 en 1995 selon la Direction de la Sécurité des Installations Nucléaires (DSIN). Sachant que les centrales sont en arrêt programmé pour entretien en moyenne deux mois dans l'année, ce chiffre signifie sensiblement une panne par mois et par réacteur.

(source : *Gazette nucléaire*, juillet 1997)



L'ETRANGE MONSIEUR PRONOST

Enquête publique pour le redémarrage de Superphénix, Isère, début 1994, président de la commission d'enquête : Jean Pronost.

Enquête publique pour la fermeture du site de stockage de l'ANDRA, à la Hague, début 1996, président de la commission d'enquête : Jean Pronost.

Enquêtes publiques pour l'ouverture des sites d'enfouissement des déchets dans la Vienne et dans la Haute-Marne, 1997, président de la commission d'enquête : Jean Pronost.

Dans le premier cas, il a été révélé que c'est la NERSA, société propriétaire de Superphénix, qui a rédigé les réponses des commissaires enquêteurs. C'est aussi elle qui a réalisé le compte-rendu de réunions organisées par la commission.

Toujours pendant cette enquête, Jean Pronost est allé visiter le surgénérateur japonais de Monju. Tout ce qu'il en a retenu c'est que "les appareils sont soigneusement rangés (...) L'impression est que ce réacteur a été construit par des gens compétents". Moins d'un an après, le surgénérateur japonais est arrêté suite à un incendie de sodium ! Jean Pronost déclarera aus-



si que "Superphénix est la meilleure machine de production d'énergie du monde".

A La Hague, le même Jean Pronost contestera les décisions de la Cour d'Appel de Caen qui empêchera la fermeture précipitée du site. Il demandera que "la couverture soit achevée, dans les plus brefs délais, sans attendre l'avis de la DSIN". La

DSIN est le service du ministère de l'industrie chargé d'inspecter les sites nucléaires.

Devant la contestation notamment de l'ACRO, laboratoire indépendant, Jean Pronost va procéder à une série de mesures sur le site... les mesures sont faites là où le veut l'ANDRA, le propriétaire du site. Conclusion étonnante : "les résultats sont globalement cohérents

avec ceux de l'ANDRA" ! Début février 97, le CEDRA, collectif regroupant les opposants au site de la Haute-Marne, demandait — en vain — le changement de président de la commission d'enquête.

Jean Pronost est agrégé de mathématique, il a fait carrière dans le génie maritime, il est expert auprès de la cour d'appel de Paris et de la Cour de Cassation pour les questions de l'énergie. Il est nommé, indépendamment du pouvoir politique, par les tribunaux administratifs.

Mis en cause dans la presse, il n'a rien trouvé de mieux que de déclarer: "Il est sûr que des enquêtes publiques faites sur certaines associations, leur finalité, leur nombre d'adhérents réel et leur mode de financement donneraient des conclusions surprenantes" (La nouvelle République du Centre-Est du 12 février 97). Il est remarquable que chaque fois qu'il est critiqué, ce brave monsieur ne répond jamais aux critiques qui lui sont faites, mais qu'il accuse à tort et à travers ses opposants. On croirait entendre parler un responsable d'EDF...

A quand une reprise en main des politiques sur cet étonnant expert "indépendant" ?

1990 sur le nucléaire, le second à s'engager dans le renoncement définitif au nucléaire. Elle lance un concours de dessins destinés à des cartes postales et des affiches sur ce thème. On peut envoyer ses projets avant le 28 décembre à : *Sortir du nucléaire*, CP 195, CH 1000 Lausanne 9.

CADARACHE : L'AUTRE USINE DE TRAITEMENT DES DECHETS

D'origine militaire, le centre de recherche nucléaire de Cadarache, au nord des Bouches-du-Rhône, sur la commune de Saint-Paul-lez-Durance, regroupe de multiples installations nucléaires, dont un ancien surgénérateur (Rhapsodie), plusieurs petits réacteurs nucléaires aujourd'hui à l'arrêt et de plus en plus d'installations char-

gées de résoudre l'épineuse question des déchets. Et comme ceux-ci sont de plus en plus encombrants, une enquête publique s'est déroulée pendant le mois de septembre prévoyant l'extension du site et la création d'un lieu de stockage, mais également d'incinération des déchets. Or l'incinération ne détruit pas la radioactivité, elle permet simplement de diminuer le volume de ceux-ci. Reste l'émission de gaz forcément radioactifs, les risques liés à la manipulation de déchets faiblement, moyennement ou fortement radioactifs... Cette nouvelle installation recevra entre autres les déchets provenant de l'usine MELOX qui fabrique le nouveau combustible MOX (mélange oxyde d'uranium, oxyde de plutonium utilisé dans l'espoir de diminuer le stock de plutonium, mais qui présente de nombreux dangers supplé-

mentaires par rapport à l'uranium habituel). Cette installation devrait également servir au conditionnement des déchets provenant du démantèlement de Phénix et de Superphénix dont il n'est pas prévu de retraiter les déchets). Outre le risque radioactif, l'installation présente des risques chimiques : risque de libération par accident de nuage d'acides chlorhydrique, fluorhydrique et de phosgène. L'usage de techniques utilisant une décontamination par ultrasons avec usage de fréon pour le refroidissement pose le problème que ce fréon est un gaz destructeur de la couche d'ozone... Enfin, ces opérations nécessitent également beaucoup d'eau et des demandes de rejets d'effluents liquides radioactifs dans la Durance ont été présentées. L'enquête ne présente absolument rien sur les risques de terrorisme alors

que Greenpeace a réussi plusieurs fois à rentrer sur ce site militaire pour y accrocher des banderoles.

Pour en savoir plus :

- Nelly Le Men et Marc Ferla, 7 place Jean-Jaurès, 13005 Marseille, tél : 04 91 42 99 46.
- Forum Plutonium, Jean-Pierre Morichaud, Les Oliviers, 26110 Venterol, tél : 04 75 27 97 67.
- CRIL-Rad Alpes du sud, Chemin du Thuve, 04700 Oraison, tél : 04 92 79 82 05.

HAUTE-VIENNE : DES CARTONS POUR L'ANDRA

Le 21 septembre, à l'appel de la coordination Vienne-Charente contre l'enfouissement des déchets radioactifs, une manifestation a eu lieu devant le siège de l'ANDRA, l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Les quelques centaines de manifestants ont amené des stocks de

cartons vides pour inciter l'ANDRA à déménager. Pas plus ici qu'ailleurs, les habitants ne veulent d'un "laboratoire" qui servira ensuite au stockage des déchets nucléaires.

Contact : *Coordination Vienne-Charente contre l'enfouissement des déchets radioactifs*, BP 3, 86250 Charoux, tél : 05 49 87 47 40.

LE CARNET : VICTOIRE PROBABLE

Dans une lettre adressée au groupe socialiste à l'Assemblée nationale, datée du 16 septembre, Lionel Jospin indique que "le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a demandé à l'Électricité de France de renoncer au projet de centrale nucléaire au Carnet. Le gouvernement entend de la sorte clairement affirmer son intention de sauvegarder ce site qui représente l'un des points forts de la richesse écologique de l'estuaire de la Loire. La vocation finale des terrains, qui est à l'étude au niveau interministériel, s'inscrit dans cette perspective". Après Superphénix, ce serait donc le deuxième dossier concernant le nucléaire que le gouvernement lâcherait.

A noter que Superphénix et Le Carnet sont aussi les sites où la mobilisation était la plus intense, comme quoi la lutte paie.

LE CARNET : CGT MENTEUSE

Après l'annonce de l'abandon du site du Carnet, la CGT de l'Énergie, toujours aussi menteuse, a annoncé que l'arrêt du chantier était une "véritable catastrophe pour la nation", et que "EDF ne pourra plus satisfaire d'ici cinq ans les besoins de consommation". Sachant qu'EDF exporte déjà 19 % de la production, que la consommation électrique est quasiment stable, que Chooz B2 va commencer à produire (pour nos voisins belges) et que Civaux pourrait être mis en marche prochainement, on ne voit pas vraiment de manque pour d'ici cinq ans. Et comme, de plus, la construction d'une centrale nécessite entre 9 et 12 ans de travaux, même si on manquait de courant dans cinq ans, le Carnet ne serait pas une solution. Mais la CGT se doit de défendre les 2 milliards de francs qu'elle touche annuellement d'EDF via le comité d'entreprise. Si vous voulez défendre les intérêts du patronat et du capitalisme international (Siemens, Framatome...), adhérez à la CGT !

SUPERPHENIX SUSPENSE TOUJOURS

L'annonce de l'arrêt définitif de Superphénix avec publi-

CIVAUX : CENTRALE PROPRE !

Si l'on en croit les publicités des nucléocrates, le nucléaire c'est rudement propre. On en mangerait. Il nous semble bon de reproduire ici, des extraits des registres d'enquête pour l'autorisation de démarrage de la centrale de Civaux, près de Poitiers. Les demandes annuelles de rejets radioactifs dans l'air pour le krypton, le xénon, l'iode et le tritium sont de 1 650 000 000 000 béquerels (1,65 TBq ou 1,65 million de millions), pour les poussières contaminées et les aérosols de 55 000 000 béquerels. Les demandes de rejets radioactifs dans l'eau pour le cobalt, l'iode, le césium, le krypton, le manganèse, etc, sont de 1 100 000 000 béquerels soit 0,80 béquerel ajouté par litre de la rivière (la Vienne), et de 80 000 000 000 béquerels pour le seul tritium. Il est également prévu de rejeter 105 000 kg d'acide borique, 150 kg de lithine, 3000 kg d'hydrazine, 2000 kg de morpholine, 120 kg d'acide oxalique, 50 kg d'EDTA, 2400 kg de phosphates, 6000 kg de détergents, 400 kg d'ammoniaque, 514 tonnes de chlorures, 3,6 tonnes de sulfates, 310 tonnes de sodium... Il convient d'ajouter à ce joyeux cocktail, la chaleur à évacuer : selon les lois de la thermodynamique, cela fait sensiblement le double de la puissance électrique des réacteurs. Enfin, chaque réacteur va produire des déchets radioactifs (environ 100 tonnes par an par réacteur pour les seuls déchets contenant de l'uranium ou du plutonium), auquel s'ajoutera en fin de fonctionnement les milliers de tonnes du bâtiment réacteur à démanteler. Et il y a actuellement 56 autres réacteurs en France ! (source : *Stop-Civaux*, 20 rue de Bonneuil Matours, 86000 Poitiers).

cation de textes officiels n'a toujours pas eu lieu au moment de clore ce numéro, mais selon les échanges entre associations et ministères, cela tiendrait au délai nécessaire pour faire une annonce globale : arrêt de Superphénix + aides à la région. Dans les faits, des indiscrétions nous ont permis de savoir que la

décision d'arrêt avait surpris les technocrates des ministères et que le moyen d'arrêter Superphénix était loin d'avoir été totalement étudié. Ainsi, avec les installations dont on dispose aujourd'hui, il faudrait 28 ans pour neutraliser le sodium contenu dans Superphénix et il va donc falloir commencer par construire des installations de traitement avant de pouvoir s'en sortir : la neutralisation simple du sodium risque de prendre quelques années, celle du plutonium n'est même pas envisagée pour l'instant ; on devrait le conditionner sous une forme ou sous une autre (probablement à Cadarache), les installations électriques pourraient être réutilisées soit sur place soit ailleurs, quant au bâtiment réacteur, son démantèlement ne commencera pas avant des décennies. Ceux qui craignent le marasme économique local n'ont donc guère de souci à se faire.

CRUI-RAD : ASSEMBLEE GENERALE

La CRII-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, tiendra son assemblée générale le 23 novembre 1997 de 9 h à 18 h au centre de l'Épervière, à Valence. Renseignements : CRII-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

RESEAU SORTIR DU NUCLEAIRE

Une trentaine de personnes représentant une quinzaine de groupes antinucléaires locaux se sont réunis à Agen, les 27 et 28 septembre pour poursuivre la réflexion concernant la mise en place d'un "réseau sortir du nucléaire". C'était la troisième réunion du genre. Une amorce de structure a maintenant été mise en place prévoyant le recyclage progressif de la structure des Européens contre Superphénix (avec son permanent) et le choix d'une campagne commune sur le thème suivant : "Il n'y a pas de solution aux déchets nucléaires, il faut cesser d'en produire". Huit personnes ont été désignées (2 dans chaque région téléphonique : Superphénix, Golfech, Carnet, Meuse-Haute-Marne) pour finaliser la mise en place d'une fédération d'associations. D'ici fin janvier 1998 une campagne de cartes postales demandant l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets, l'arrêt du traitement des déchets à la Hague, de ne pas démarrer de nouveaux réacteurs (Civaux en particulier), et enfin la mise en place d'une surveillance indépendante de tous les sites contenant des déchets en France (plus d'un millier, ce qui devrait de fait inciter des groupes à se développer un peu partout en France) devrait servir de fil conducteur entre différentes actions.

Le premier "moment fort" devrait avoir lieu au printemps dans la Meuse. Un autre rendez-vous devrait être la contestation du congrès ENC prévu à Lyon en octobre 1998. Il a été envisagé une action pendant l'été sur le site de La Hague, mais en l'absence des représentants de ce site, aucune décision n'a pu être prise. Une prochaine réunion devrait se tenir près de Nantes, fin janvier 1998.

Le réseau fonctionnera avec trois types de ressources : les adhésions de groupes adhérents à l'appel qui choisiront les campagnes et prendront en charge la gestion du réseau (ce seront prioritairement les groupes liés à un site), les adhésions des groupes sympathisants qui relayeront les campagnes (structures politiques, associations d'environnement, magasins biologiques...); les dons des personnes qui serviront prioritairement à financer des postes de salariés (avec un système de versement automatique régulier). Pour en savoir plus : *Sortir du nucléaire*, c/o Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

LE MONDE CHANGE, LE NUCLEAIRE AUSSI

Le plus gros échec des "paris" du "lobby" c'est celui du plutonium. A l'origine, la filière du plutonium a été mise en place à des fins militaires. En France, comme aux USA et en URSS, c'était pour la bombe.

Avec les centrales type PWR, le plutonium, extrait des combustibles irradiés à l'usine de La Hague, ne pouvait être directement utilisé à des fins militaires (mais éventuellement après passage dans un surgénérateur).

Japon (à quelles fins ?) ont accompagné la France dans son entêtement.

Cet "acharnement" ne sauvera pas la filière : Superphénix va être "débranché" comme nous le demandions depuis des années. Ceci nous évitera peut-être un accident à Creys-Malville (Isère) qui serait bien pire — avec 5 tonnes de plutonium — qu'à Tchernobyl. Reste à savoir s'il sera "démantelé" comme le dit Dominique Voynet ou utilisé d'une autre façon comme sem-

Que fait-on des déchets ?

Après le passage à La Hague, l'uranium récupéré (après maintes difficultés techniques, et un coût élevé) est retourné à l'usine de Pierrelatte (Drôme) sous forme de nitrate d'uranyle où il est reconditionné sous forme d'hexafluorure d'uranium puis transporté pour enrichissement à Tomsk (en Sibérie !) via les ports du Havre et de Riga (rappelez-vous le naufrage du Montlouis devant Ostende en 1984), ce détour par l'étranger étant justifié par les prix bas offerts par les Russes. Au retour, il sert de nouveau aux centrales nucléaires classiques. Cela concerne environ 300 tonnes par an en moyenne depuis les années 70. Cela concernerait uniquement l'uranium "français", La Hague retraitant le combustible de nombreux autres pays.

Ce circuit marche une fois, mais pas deux, car le nouveau combustible irradié est ensuite trop difficile à retraiter. Que fera-t-on à terme de ce déchet ? Que fera-t-on du plutonium qui se trouve alors dans ce nouveau type de déchet ? Le lobby ne veut pas en entendre parler, mettant toujours en avant les transuraniens issus du retraitement qui subissent une vitrification avant une mise en conteneurs pour un éventuel "enfouissement". Ces transuraniens représentent 3-4 % des déchets. Que va-t-on faire des 96 % restants ? Pendant combien de milliers d'années va-t-il falloir contrôler cette matière très "sensible" ? Et où ?

Pour les déchets dits de faible et moyenne activité, le Centre de Stockage de la Manche, qui jouxte l'usine, est saturé. Ayant servi depuis 1969, il pollue aujourd'hui les rivières Sainte-Hélène et Grand Bel. Plus personne — même pas l'ANDRA, agence nationale de gestion des déchets radioactifs — n'ose le nier. Mais pour le moment, les procès pour faire cesser cette pollution qui se déroulent devant le tribunal de grande instance de Cherbourg ont du

Superphénix arrêté, on peut se demander à quoi sert l'extraction du plutonium à l'usine de La Hague.

Le but officiel de la filière surgénérateur était d'utiliser ce plutonium à des fins civiles et de permettre l'indépendance énergétique de la France. Le pari reposait sur le fait qu'en 25 ans, on devait reproduire le plutonium et même en produire plus, d'où les noms de "Phénix" et "Superphénix", oiseau mythique qui renaît de ces cendres. Il devait y avoir en l'an 2000 — selon la commission PEON en 1973-1974 — entre 13 et 18 surgénérateurs en fonctionnement. Un seul a été construit de dimension industrielle, qui n'a fonctionné qu'à 5 % de ses capacités théoriques ; qui a des problèmes de sécurité avec le sodium ; qui augmente les risques de toxicité et de criticité par rapport à d'autres réacteurs ; qui a coûté au moins 27 milliards de francs et avec le coût de la recherche, plus de 50 milliards (disons cinq fois plus qu'un réacteur classique au coût actuel). 60 milliards, dit la Cour des comptes en intégrant le coût du démantèlement.

Il n'y en aura pas d'autres en France. La Grande-Bretagne a abandonné ses projets. Les USA dès les années 70. L'Allemagne a abandonné Kalkar en 1991. Seuls la Russie et le

blent le souhaiter Mrs Strauss-Kahn, Pierret, l'industrie et une fraction de la CGT.

Cependant, pour sauver à tout prix l'extraction de plutonium (appelé à tort "retraitement"), l'usine MELOX vient d'être construite à Marcoule (Gard) pour fabriquer un combustible mixte (uranium-plutonium ou MOX). La Cogéma, compagnie générale des matières nucléaires, gestionnaire de l'usine de La Hague, s'y était préparé dès 1988-1989. Ce nouveau combustible coûtera — selon une circulaire interne d'EDF de 1990 — 2,3 milliards de plus par an que l'actuel uranium enrichi. On ne pourra pas utiliser le plutonium vieux de plus de 3 à 5 ans. Sera-ce un déchet ? Retraitera-t-on une seconde fois celui-ci ? EDF travaillerait sur un uranium plus enrichi.

Si l'on choisissait de ne plus extraire le plutonium, c'est dans sa gangue d'uranium irradié qu'il induit le moins de risque. Le stockage direct des combustibles irradiés — comme nous le promettait le candidat Mitterrand en 1981 — sans passer par la voie du retraitement-extraction du plutonium serait le moins dangereux.



L'usine de La Hague, vue sur l'atelier "Haute activité oxyde".

mal à déboucher car l'ANDRA joue sur les ambiguïtés dans la définition des risques pour les personnes, la faune et la flore.

C'est le Centre de Stockage de l'Aube (CSA), à Soulaines, qui a pris le relais. La Hague est donc non seulement le supermarché du plutonium civil et militaire, mais encore la "poubelle nucléaire" de la France, de l'Europe et du Japon. On trouve en effet sur place :

- le stockage des déchets provenant d'EDF, sous contrat depuis la fin des années 60 et jusque dans les années 2006 à 2015.

- le stockage de déchets étrangers depuis 15 à 20 ans malgré la loi de 1991 qui ne tolère que l'entreposage des combustibles irradiés avant retraitement-extraction du plutonium : les premiers contrats datent de 1976-1978 et les premiers retours vers le Japon et l'Allemagne datent de 1995 et 1996.

- l'existence de 5,25 tonnes de combustibles étrangers pour lesquels il n'a pas été prévu de clauses de retour et que la loi interdit de stocker en France.

- le stockage de résidus technologiques du retraitement pour les pays étrangers qui ne seront pas retournés (pour 100 kilos retraités, on produit plus de 30 kilos de ces déchets).

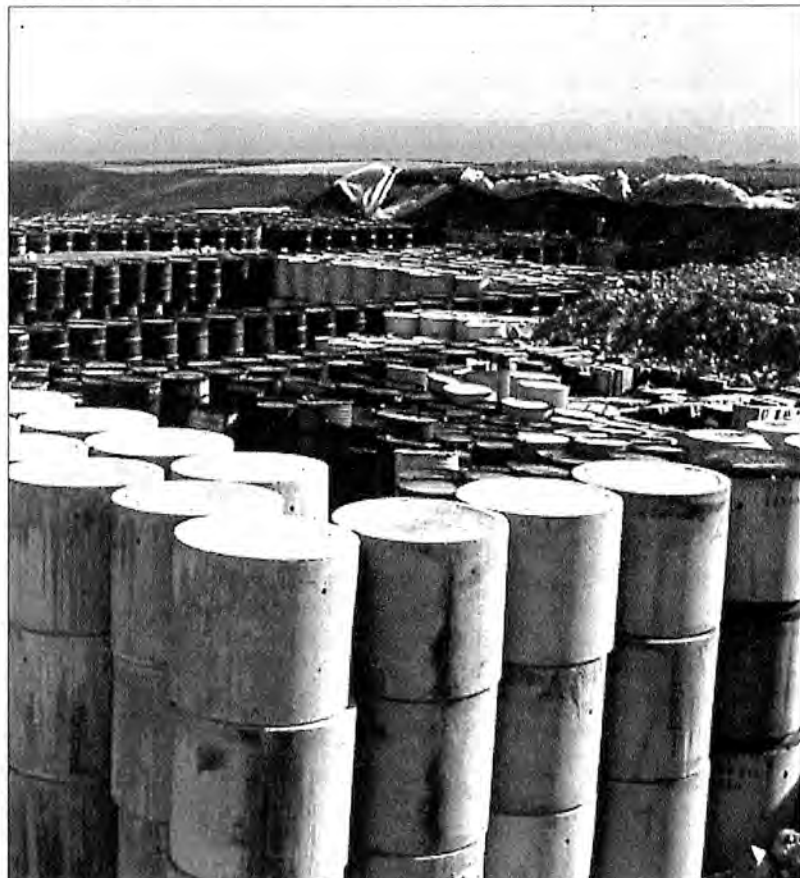
Comme la Cogéma n'a pas d'autorisation de stockage de déchets haute, moyenne ou faible activité, tout cela fait l'objet d'une magouille sous le terme d'"entreposage". Certains déchets sont "entreposés" depuis plus de 20 ans ! Allemands et Japonais font tout pour éviter de rapatrier les déchets chez eux. Mais le terrain juridique leur donne tort. Suite à des plaintes du CRILAN et de Didier Anger, deux retours ont été

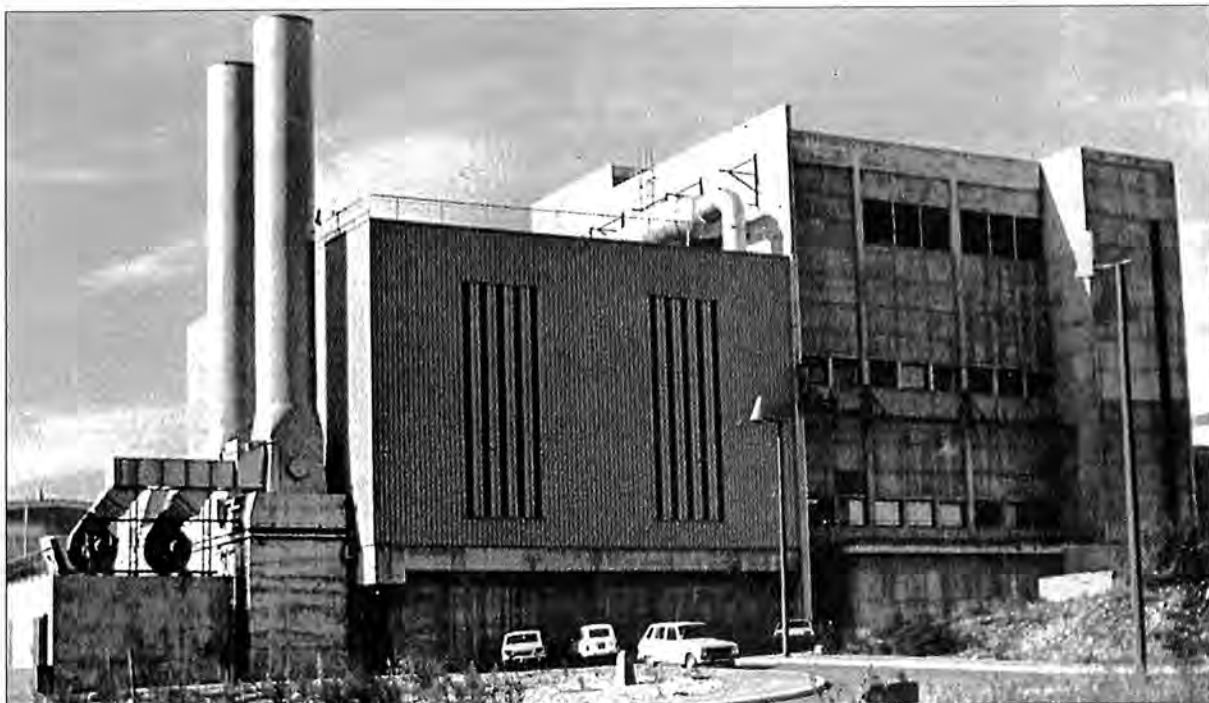
effectués dans chaque pays... avec les manifestations contre ces transports que chacun a pu voir dans les médias.

En France, le lobby recherche un site depuis 1983 pour stocker ces déchets de haute activité. Devant les blocages, le lobby change son vocabulaire : on enverra des "colis" et non des "conteneurs" vers des "laboratoires" et non des

"centres d'enfouissement" et comme ce n'est pas dangereux, on promet 60 millions de francs par an, pendant 15 ans, aux communes qui accepteront de tels "labos". Des enquêtes publiques se sont déroulés cette année dans la Meuse, la Haute-Marne, la Vienne et le Gard. La décision sur ce point est maintenant sur le bureau de Dominique Voynet.

Une des multiples aires de stockage à La Hague : dans les années 70 le lobby nous disait que tout devait tenir dans deux piscines...





Usine de vitrification de Marcoule : une usine qui ne traite qu'une infime partie des déchets.

Le lobby n'a en fait pas de solution à ces déchets, sauf de les cacher à la vue de milliers de générations à venir et à payer pour faire taire les "émotions populaires" d'aujourd'hui.

Plus de 80 % des Français considèrent qu'il s'agit là du risque majeur pour l'environnement. Il s'agit aussi d'un problème majeur pour la démocratie, l'écologie et la morale en définitive.

L'indépendance énergétique

La justification de ce gâchis était au départ l'"indépendance énergétique". Concernant le pétrole, nous en consommons sensiblement autant qu'en 1970 : ce qui a été économisé dans les centrales a servi à satisfaire la hausse du trafic routier. 98 % du pétrole est toujours importé.

Concernant l'uranium, la dernière mine en activité en France est en train de s'arrêter, dans l'Aveyron, au sud du Larzac. La France achetait essentiellement son uranium au Niger et au Gabon — d'où une certaine politique africaine quel que soit le gouvernement en France —. Elle pourrait en acheter maintenant un peu plus au Canada et à l'Afrique du Sud. Elle n'en reste pas moins dépendante à 100 %. Et l'utilisation du MOX ne changera pas grand chose à cet état de fait.

La référence à l'indépendance énergétique n'aura été qu'un argument de propagande auprès de Français de plus en plus xénophobes et repliés sur eux-mêmes face à l'Europe et à la mondialisation des problèmes.

Après Superphénix, La Hague ?

Le 1er mai 1981, François Mitterrand écrivait aux antinucléaires du Cotentin : *"vous savez sans doute que j'ai proposé un moratoire en ce qui concerne le développement industriel des surgénérateurs : ceci rend le retraitement des combustibles irradiés non obligatoire. Des recherches seront donc engagées sur la voie du non-retraitement"*.

Malheureusement, le 12 mai 1981, deux jours après la victoire de François Mitterrand, Raymond Barre, alors premier ministre, en "expédiant les affaires courantes" déclare d'utilité publique la construction de deux nouvelles usines à La Hague. Ce sera pendant un temps le plus gros chantier d'Europe. Ces nouvelles usines permettront entre autres de proposer l'extraction du plutonium à de nombreux pays étrangers.

Les gouvernements suivants ne reviendront jamais sur l'utilité du retraitement... et ceci jusqu'à l'accord Verts-PS de fin 1996. Celui-ci dit : *"Réorienter la politique énergétique en instaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires et sur la fabrication du MOX jusqu'en 2010, tout en augmentant fortement les crédits pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables, la réversibilité du stockage des déchets nucléaires en rééquilibrant les crédits de recherche par application réelle de la loi Bataille. Le retraitement à La Hague sera revu, ce qui suppose une surveillance accrue du site et un nouvel effort de recherche ; en outre aucun nouveau contrat de retraitement ne sera souscrit. Le vote d'une loi sur l'énergie aura lieu au plus tard en 2005"*.

temement ne sera souscrit. Le vote d'une loi sur l'énergie aura lieu au plus tard en 2005".

Ce texte est fortement contesté par les élus de droite comme de gauche dans le département de la Manche qui accuse les Verts de "vouloir fermer La Hague" et refuse l'accord. Personnellement, candidat de cet accord dans la circonscription de Valognes où se situe le centre de stockage, l'usine de La Hague, ainsi que les deux réacteurs nucléaires de Flamanville, j'attends toujours le soutien de la fédération de la Manche du PS. Le PCF avait fait de moi son adversaire principal au premier tour, n'appelant à "battre la droite" que la veille du deuxième tour.

Précisons donc que les écologistes ne demandent pas la fermeture de l'usine de La Hague, mais l'arrêt du retraitement et que nous avons même refusé la fermeture du Centre de Stockage de la Manche pour aller y rechercher ce qui pollue avec des travailleurs sous contrat ANDRA (non intérimaires) et en respectant les nouvelles normes européennes (réduction de 2,5 fois les doses admissibles pour les travailleurs, et de 5 fois pour les populations).

Arrêt du retraitement, augmentation de la recherche

L'arrêt du retraitement, c'est ce que les Etats-Unis ont fait dès 1976. C'est ce que les sociaux-démocrates ont décidé en Suède en 1983-1984 en rompant les contrats avec la COGEMA-Hague. Il y a des raisons économiques, énergétiques, politiques (non-prolifération militaire) à cela, qui ne

sont pas forcément la seule volonté des écologistes (sauf en France) jusqu'à maintenant.

L'arrêt du retraitement suppose :

- la gestion du plutonium existant, éventuellement par sa ré-introduction dans les déchets, dans des billes de verre pour le rendre inutilisable à des fins militaires et en évitant l'accident critique du stockage.

- le stockage direct — et la mise au point des techniques nécessaires — pour gérer les déchets en attente de sortie du nucléaire.

- le développement considérable de la recherche pour l'élimination (et non l'enfouissement) de ces derniers.

Ceci nécessitera des emplois nombreux pour des scientifiques, des techniciens, des manipulateurs — sous surveillance accrue, avec rejets zéro, contrôles indépendants —. Ceci se programme à l'avance tant techniquement que socialement — sans perte d'emplois.

L'arrêt Verts-PS, ce n'est pas l'arrêt immédiat du retraitement, mais seulement aucun nouveau contrat avec l'étranger. C'est un compromis entre les Verts et le PS, et un compromis limité dans le temps.

Le programme des Verts lui n'a pas changé : il demande la rupture des contrats de retraitement avec l'étranger. Il propose de faire mieux pour l'emploi dans le domaine de l'énergie en misant sur le développement des chaudières gaz, de la cogénération, des énergies renouvelables (éoliennes) tant pour l'intérieur du pays que pour la vente à l'étranger. Au niveau local, la métallurgie cherbourgeoise aurait tout intérêt à se diversifier et à se développer autour de ces nouvelles techniques.

Ambiance locale maussade

Mais non, pas plus qu'on ne soutient la création d'emplois par la dimi-

nution du travail, pas plus les élus locaux ne s'intéressent à l'avenir de ces emplois de la métallurgie. Lorsqu'un docteur Viel de la faculté de Besançon, originaire de la région, fait des révélations, c'est lui qui crée les leucémies chez les enfants. Quand les laboratoires indépendants de l'ACRO et de la CRIR-Rad révèlent que la radioactivité rejetée dans la baie d'Ecalgrain se reconcentre dans les chaînes alimentaires, les élus de Cherbourg veulent leur propre laboratoire "indépendant". Les "mères en colère" sont manipulées. Greenpeace, on n'en parle pas !

Quant aux Verts — qui vivent encore ici, hommage qu'ils ne soient pas partis — qu'avaient-ils donc à écrire au ministre de l'environnement précédent :

"Trois fois plus de leucémies pour les enfants à proximité de La Hague, selon le professeur Viel. Vous demandez des études épidémiologiques supplémentaires ; c'est bien et nécessaire, mais insuffisant :

- *nécessaire car la Cogéma rejette du plutonium dans le raz Blanchard, cinq fois plus de tritium qu'il y a vingt ans, 98 % de l'iode 129. Tous éléments qui n'existent pas dans la nature (et ne peuvent faire 1 % de plus de la radioactivité naturelle comme le prétend la direction de l'usine de La Hague). Tous éléments très toxiques. Il serait intéressant de savoir les effets éventuels non seulement pour les leucémies des enfants mais également pour les cancers des poumons et ceux de la thyroïde.*

- *insuffisant car on ne peut pas qualifier de sanitaires des autorisations qui permettent à l'usine de La Hague des rejets 1500 fois plus importants que pour les réacteurs nucléaires de Flamanville en ce qui concerne les Bêta et les Gamma (8700 fois plus de rejets réels).*

- *insuffisant car ces normes sont le résultat de la demande de l'industriel et de la dimension de l'usine de retraitement dont l'activité a été multipliée par 4 pour la France et les pays étrangers.*

- *insuffisant car en France le contrôle démocratique n'existe pas : le vice-président du conseil d'administration du Corps des mines, qui dirige les inspecteurs du nucléaire (DSIN, DRI-RE) est Jean Syrota, président de la Cogéma, nommé en 1993 par M. Bérégovoy, confirmé par Balladur"*

Aujourd'hui, le cas Syrota a été réglé, mais on peut toujours demander à Dominique Voynet :

- les études épidémiologiques sur les cancers ;

- que les financements et les opérateurs soient indépendants de la Cogéma ;

- que soient réduits à zéro les rejets gazeux (krypton) et liquides (plutonium, tritium, iode 129...).

Le ministère de l'environnement ne s'est pas couvert d'honneur en couvrant les propos de l'OPRI, office pour la protection contre les rayonnements ionisants, service du ministère de la santé, qui a affirmé, début juillet, que la radioactivité en mer n'était plus décelable à quelques mètres du tuyau d'évacuation... alors qu'on la mesure en Norvège. On a appris depuis que l'OPRI, par manque de personnel faisait faire les mesures de vérification à... la Cogéma ! Pour parodier Jacques Prévert, dans ce cas précis "le ministère de l'environnement ment monumentalement".

Alors qu'en septembre, Dominique Voynet, dans le cadre de la nécessaire révision des autorisations — normes européennes obligent — a demandé à la Cogéma d'envisager l'option zéro rejet, les opérations de détartrage du tuyau, pourtant interrompues après procès-verbal de la DSIN, ont repris. Le compromis Verts-PS continue d'être remis en cause : le député socialiste de Cherbourg a même rappelé avec beaucoup de cynisme que "les promesses électorales ne sont que... des promesses électorales".

Chaud, froid, chaud, froid.

Ce n'est pas parce qu'on a une copine au gouvernement que nous allons devoir revoir nos exigences à la baisse. Surtout quand les faits nous donnent raison plus que jamais.

Didier ANGER

Arrivée d'un château de combustible irradié à La Hague.



Didier Anger est conseiller régional des Verts, représentant du CRILAN aux commissions Hague, CSM et Flamanville. Il a également participé à la rédaction de l'accord Verts-PS.

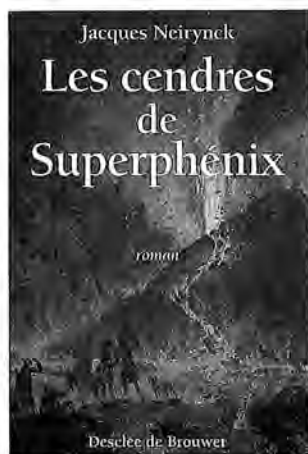


LES CENDRES DE SUPERPHENIX

de Jacques Neirynek
Ed. Desclée de Brouwer
1997 - 254 p. - 98 F

Il s'agit ici de la réédition, réactualisée, d'un livre paru en 1988 en Suisse et seulement diffusé dans les réseaux anti-nucléaires français qui s'appelaient alors "Et Malville explosa". Sous forme de roman, l'auteur, professeur à l'école polytechnique de Lausanne, décrit ce que pourrait être un accident majeur à Superphénix. Pour cela, il part de l'hypothèse qu'après avoir annoncé en juin 1997 l'abandon de Superphénix, le gouvernement Jospin recule comme ses prédécesseurs devant le coût exorbitant du démantèlement et donc autorise EDF à finir de brûler le cœur de plutonium existant (exactement ce que réclame les pro-nucléaires aujourd'hui), mais un tremblement de terre plus puissant que d'habitude a lieu sur le site, qui provoque la chute du pont roulant sur le réacteur. L'accident s'enchaîne avec ses terribles conséquences : la libération d'un nuage de plutonium qui contamine une partie de l'Isère, de l'Ain, la totalité de la Savoie et quatre cantons suisses.

Alors que les livres sur le nucléaire sont généralement durs à comprendre, celui-ci est extrêmement agréable à lire car il s'intéresse plus à la sociologie et la psychologie :



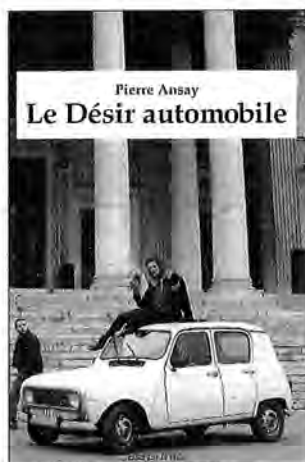
la trouille de l'ingénieur qui fuit quand l'explosion du réacteur sera inévitable, les cafouillements des politiques suisses et français, la difficulté de mettre en place les secours, la panique des Savoyards qui apprennent par le journal de la télé suisse qu'ils sont sous un nuage radioactif et qui essaient de fuir vers l'Italie, les difficultés de survivre dans les abris anti-atomique de la défense civile suisse, le conflit entre les journalistes et les politiques sur la nécessité de dire la vérité. Et même le rôle ambigu des syndicats français : la CGT du livre qui déclenche une grève bidon dans la presse quotidienne pour éviter la sortie d'articles très critiques vis-à-vis du nucléaire. D'un réalisme à couper le souffle, le livre avait provoqué un vaste débat à sa sortie en Suisse il y a dix ans, mais à l'époque il n'y avait pas eu tous les accidents des dix dernières années. Aujourd'hui réactualisée avec le rappel de toutes les pannes, c'est encore plus impressionnant. A lire absolument. MB.

LE DESIR AUTOMOBILE

de Pierre Ansay
Ed. CFC (Bruxelles)
1997 - 188 p. - 142 FF ou 950 FB.

L'auteur, philosophe essaie de décrire les liaisons entre l'automobile et la vie urbaine sous de nombreux aspects. Il a le grand mérite de faire des analyses philosophiques dans un style simple accessibles à tous. Il aborde la voiture par de nombreux côtés et soulève de fort pertinentes remarques. Le chapitre sur l'automobile comme nouvelle religion est d'excellente facture. Reprenons ici quelques idées développées dans le livre. Il s'interroge tout d'abord (p9) sur le sens du mot automobile et montrant que l'auto (capacité à se gouverner soi-même) est vraie dans la capacité que nous avons d'aller d'un point à un autre par le trajet que nous voulons, le mobile est aussi *hétéro* (dépendance de l'autre) par bien des

côtés : technique complexe, contraintes du code de la route, contraintes spatiales, etc... Il montre bien que la société qui résulte du choix automobile est le résultat de nos choix individuels : "les conducteurs votent avec leur volant comme les réfugiés politiques votent avec leurs pieds" (p33). Il montre que la force de l'automobile est d'avoir su nous enfermer en elle : "le cycliste enveloppe son vélo, il est tout entier extérieur tandis que l'automobiliste peut se lover dans son automobile. Elle est véicule simultanément par beaucoup comme une "autonormobile" et une "autonormobile" (p.63). Elle est à la fois "une bulle d'intimité personnelle et une carapace protectrice" (p.64). Autre bonne réflexion : "la voiture annule rapidement, comme le journal télévisé le fait, la signification d'une information par la succession rapide d'autres informations" (p.122).



La voiture apparaît avec le logement comme la normale : "celui qui ne conduit pas et qui ne possède pas de maison apparaît vite comme un marginal sur lequel on n'a pas de prises (...) comme un handicapé social" (p.93) ce qui selon lui explique que "l'achat de la première voiture va souvent de pair avec le mariage et la venue du premier enfant" (p.93). Une affirmation qui semble gratuite : c'est peut-être vrai à la campagne, mais beaucoup moins sensible en ville (où le mariage est par ailleurs en chute libre).

En fait, beaucoup d'affirmations surgissent comme cela au détour d'un raisonnement et nous semble à l'emporte pièce. Il définit à un moment le phénomène d'évidenciation comme ceci : "ce processus consiste à rendre les choses évidentes,

ou à les proclamer telles, de telle manière que celui qui pourrait les contester aurait l'air d'un malotru anti-démocrate puisqu'il heurte "ce sur quoi tout le monde est d'accord". Les politiciens jouent ainsi qui commencent leurs phrases par "il est évident que" indiquant à l'évidence que certains éléments ne peuvent être mis en discussion même si, dans la minute qui suit, le même homme déclare vouloir "discuter sans tabou" (p.137). Nous avons relevé quelques "évidenciations" dans le livre : ainsi la voiture aurait "son usage presque généralisé" (p15) alors que l'auteur, qui s'intéresse uniquement à la ville, rappelle plus loin qu'à Paris la moitié de la population n'a pas de voiture et ne parlons pas des villes du Sud où les deux roues peut représenter jusqu'à 90 % des véhicules. De même, le peu de succès des transports en commun s'expliquerait par "l'autre est fatigant" (p25) ce qui semble l'autoriser à complètement occulter les comparaisons entre l'automobile individuelle et le transport en commun, de même, il ne parle guère du vélo et surtout de la marche à pied : quand il écrit (p.109) que la voiture permet "la possibilité de s'arrêter à tout moment" et offre "une espèce de flânerie", on ne voit vraiment pas comment cela serait possible avec les actuels problèmes d'embouteillages et de stationnement. Quand il écrit que "tout couple d'amoureux est subversif parce qu'il conteste par sa poésie le quotidien terne auquel nous sommes contraints" (p.48), nous sommes d'accord sauf avec la fin de la phrase car le "nous sommes contraints" est typiquement une "évidenciation" comme le "il n'y a pas d'alternatives" de nos politiques. A propos de la complexité de la technique, il écrit "dans la voiture nous comprenons encore ce qui s'y passe" (p.68). Désolé, mais moi, je n'y comprend absolument rien et je ne pense pas être le seul quand je vois le nombre de gens qui sont obligés d'aller sans cesse chez un garagiste. Selon lui "la disparition brutale des voitures pourrait causer des dégâts aussi considérables que son aveugle prolifération" (p.87) : toujours la pensée unique chère aux politiques. Et quand il avance comme principe de début de réflexion que "nous pouvons contempler une voiture

et ressentir du plaisir" (p99), c'est certainement vrai pour ceux qui s'entassent dans les salons de l'automobile, mais ce n'est certainement pas vrai pour ceux qui renoncent à la voiture. Lorsqu'il annonce que "l'homme a formé la voiture mais l'homme d'aujourd'hui est un homme pour voiture" (p118) nous le renvoyons à la lecture du livre "La liberté de circuler" de Colin Ward traduit par nos soins : ce n'est pas l'homme qui a choisi la voiture, ce sont les actionnaires des grandes firmes automobiles : il y a un siècle, les gens ne se plaignaient absolument pas d'utiliser les transports collectifs.

Le livre commence sur son renoncement à la voiture personnelle depuis quinze ans. Etant moi aussi sans voiture, j'ai parfois du mal à ressentir ce qu'il écrit sur le sujet. S'il est vrai que "l'autre" est parfois pesant dans un bus bondé, il peut être aussi fort agréable et j'aime les trajets longs du train. Si la publicité nous fait croire que la voiture c'est la liberté, c'est pour retrouver ma liberté de pensée que j'ai supprimé la mienne : marre de devoir se soucier des questions d'assurance, d'entretien, de se souvenir où l'on est garé, d'être stressé pendant la conduite... et comme l'auteur, j'ai choisi d'avoir recours à la location lorsque la voiture est vraiment indispensable. Le seul plaisir qu'effectivement l'auteur décrit et que je ressens, c'est la possibilité d'avoir de longues discussions philosophiques avec les passagers lors d'un voyage... mais cela ne concerne plus la ville.

La plus grosse "évidenciation" se trouve page 160 : "les adversaires de l'automobile en ville sont quasi tous automobiles et propriétaires d'une voiture". Mensonge éhonté puisque dans les groupes radicaux de plus en plus nombreux ces dernières années, on ne peut souvent adhérer que si l'on n'a effectivement pas de voiture (et certains n'ont même pas le permis).

Enfin, il y a des arguments qui selon moi ne tiennent pas la route (c'est le cas de le dire) : "la première constante du comportement démocratique est la mobilité" (p163). OK, mais lorsqu'il faut passer quatre mois par an immobile à son travail pour payer sa voiture, nul doute que le piéton et le cycliste sont plus mobiles que l'automobiliste. Enfin, l'auteur est passé à peu près complètement à côté du phénomène de la

violence qui se développe actuellement du fait de l'impasse que constitue la circulation aujourd'hui. Au contraire, il écrit : "l'atavisme, une gentillesse excessive au volant suffisent à vous classer dans le camp des losers inefficaces" (p175). Autre point qui me semble faux : "la voiture représente encore un fabuleux instrument de libération. Les sociologues ne manquent pas de nous indiquer que les femmes d'origine immigrée disposant d'une voiture et sachant la piloter dynamisent des réseaux d'entraide et de solidarité" (p.181). Peut-être que si elles ont pu se payer une voiture, c'est parce qu'elles ont les ressources suffisantes pour cela et que sociologiquement parlant, elles étaient déjà les plus libres : les féministes mettent généralement plutôt en avant l'existence d'un salaire (qui peut permettre l'achat d'une voiture). En conclusion, nous ne partagerons pas celle de l'auteur qui affirme (p188) que

"la condamner globalement équivaudrait à nous suicider moralement", mais nous lui remercions le mérite d'aborder de très nombreuses questions liées à la voiture avec souvent un travail explicatif fort abordable. MB.

PIERRE KROPOTKINE, PRINCE ANARCHISTE

de Georges Woodcock et Ivan Avakumovic
Ed. Ecosociété
(Québec, diff. par Silence)
1997 - 462 p. - 110 F

Cette biographie a été écrite en 1953 en anglais, traduite la même année mais en version réduite chez Calmann-Lévy en France. En voici une nouvelle version, intégrale cette fois, publié au Québec. Kropotkine, après William Godwin, Pierre Proudon et Michel Bakounine, est sans doute celui qui a le plus fait pour expliciter la doctrine anarchiste. Contemporains d'Elisée Reclus et d'Errico Malatesta, rien pourtant ne semblait le destiner à un tel engagement. Prince rus-

GEORGE WOODCOCK et IVAN AVAKUMOVIC

Pierre Kropotkine, prince anarchiste



se, né en 1842, il a d'abord vécu dans l'entourage du tsar avant d'être envoyé par celui-ci pour des missions militaires en Sibérie. La découverte des conditions de vie des prisonniers dans ce pays va l'amener à devenir critique du régime, puis à rencontrer des intellectuels de plus en plus radicaux jusqu'à devenir un opposant public au régime autoritaire des Romanov. Emprisonné pour ses

Le livre du mois

L'EXODE URBAIN est-il pour demain ?

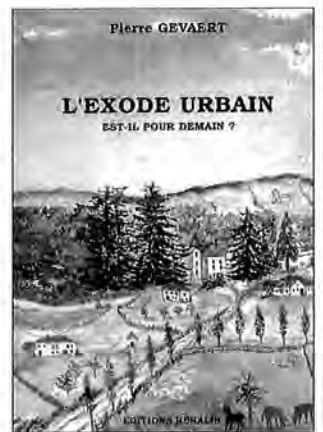
de Pierre Gevaert
Ed. Ruralis (BP23 47130 Port Sainte-Marie)
1997 - 240 p. - 89 F

Dans son précédent livre "L'avenir sera rural", Pierre Gevaert expliquait la nécessité de redécouvrir les vertus de ce qui est important : l'alimentation qui est à la base de notre vie sociale. Une alimentation qui avec l'agriculture chimique a été profondément dénaturée. Il lançait un appel à la constitution de villages écologiques qui puissent servir d'exemples reproductibles pour essayer de favoriser un exode urbain que l'on commence à observer aujourd'hui. Deux ans après, il écrit ici la suite de l'histoire : le premier livre a permis de nombreuses rencontres et a débouché sur la création d'un village écolo à l'adresse ci-dessus. L'ouvrage présente dans une première partie une série d'observations sur les maux actuels de la société, dans la deuxième

partie comment le village essaie de répondre à ces maux.

Si les observations de Pierre Gevaert sur la société sont parfois un peu désabusées (cela fait longtemps qu'il écrit sur le sujet), la seconde partie est très stimulante dans la mesure où l'expérience se déroule devant nos yeux. Comme il l'annonce il faut "commencer à faire les choses nous-mêmes, sans plus attendre, et ne plus compter sur ceux qui sont mandatés pour le faire (...) Malgré tout, notre société possède suffisamment de démocratie pour nous permettre non seulement de parler, mais d'avoir toute liberté d'essayer de réformer nos façons de vivre pour un modèle qui nous paraît meilleur et plus durable" (p.34). Le village actuel regroupe déjà une douzaine d'adultes et pourra à terme

en recevoir une trentaine (nous y consacrerons un reportage plus complet dans notre numéro de janvier). Le livre permet de prendre du recul sur le vécu, d'aller de la pratique alternative à la critique de la société, d'ouvrir des chemins, même si tous ne seront pas forcément empruntés par les habitants du Domaine de Boussac. Une réflexion dont le but n'est pas de se regarder le nombril, mais bien d'inspirer ceux qui souhaitent en faire autant. Un bon équilibre entre la réflexion et la pratique avec en annexe des statuts de différentes structures possibles : association, SEL, SCI, GFA. Pour cesser de rêver et commencer à pratiquer. MB.



premiers écrits, il s'évadera de Russie dans des conditions romanesques. Réfugié dans le Jura suisse, il y animera des revues de réflexion anarchistes. Interdit dans ce pays, il se réfugiera à Thonon avant d'être arrêté par les autorités françaises et emprisonné à Lyon puis à Clairvaux. Géographe reconnu internationalement depuis sa présence aux côtés du tsar, il bénéficiera alors d'un large soutien des milieux scientifiques, ce qui lui permettra de bénéficier d'une libération. Il vit alors en Grande-Bretagne où jusqu'au début de la première guerre mondiale, il va publier de nombreux ouvrages dont le plus célèbre aujourd'hui est "L'entraide" qui, en réponse aux darwiniens de l'époque, montre qu'il existe de multiples exemples dans la nature de coopération et que la "sélection naturelle" n'est pas la loi universelle. Il jette ainsi les bases de l'écologie moderne : en langage d'aujourd'hui, plus un écosystème est complexe et multiplie les formes de coopération, plus il est résistant et capable de s'adapter. Il se fâchera avec une grande partie de la mouvance anarchiste en 1914 quand il soutiendra les bellicistes contre les pacifistes au début de la guerre. Son obsession à dénoncer le caractère autoritaire de la pensée allemande (avec Marx) l'entraînera à soutenir les "alliés" contre l'Allemagne. Vieillissant, il assista avec plaisir aux débuts de la révolution russe. Il retourne alors dans son pays, mais très rapidement se rend compte que les bolchéviques ont confisqué la révolution. Malgré ses rencontres avec Lénine, il ne pourra pas inverser le cours de l'histoire et dès la fin des années 10, il annonce ce que sera le régime autoritaire du socialisme d'État et la venue des goulags. Son enterrement en 1921 rassemblera pour la dernière fois les anarchistes russes ensuite pourchassés par le régime. Cet énorme livre passe avec bonheur des événements de la vie de Kropotkine à l'analyse de ses écrits. De son passage en Sibérie, pour le compte du tsar, il retiendra ceci : "Je commençai à apprécier la différence entre ce qu'on obtient pas commandement et la discipline et ce que l'on obtient par l'entente entre tous les intéressés. Le premier procédé réussit très bien dans une parade militaire, mais il ne vaut rien dans la vie réelle, lors-

que le but ne peut être atteint que par l'effort sérieux d'un grand nombre de volontés convergentes" (p.62). Sur la société future, il écrit : "On ne travaillera jamais aussi intensément dans les ateliers que le jour où l'ouvrier saura qu'il travaille pour lui-même, pour la communauté et pour rien d'autre. Les maisons et les objets usuels seront créés comme dans les contes de fées. L'esprit d'invention sera à l'œuvre comme jamais auparavant, pour rendre le travail plus facile au peuple et pour l'accommoder aux conditions nouvelles" (p.185). Face à la difficulté de provoquer une révolution, il proposait dès 1891 ce que les alternatifs proposent aujourd'hui : "Les anarchistes doivent travailler à appliquer leurs principes dans l'organisation de la vie sociale sur-le-champ, puisque tout ce qui tend à limiter les fonctions du gouvernement et contribue à développer le sens de la communauté, constitue déjà un progrès" (p.243). Bien qu'extrêmement dense, le livre est facile à lire et montre qu'il y a un siècle, Pierre Kropotkine avait déjà bien débrouillé ce que pouvait être la méthode à utiliser pour sortir du système capitaliste et hiérarchisé qui existe toujours aujourd'hui. MB.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Collectif
Librairie Arthème Fayard
1997 - 708 p. - 180 F.

Cet impressionnant volume contient le texte intégral des douze numéros de l'*Internationale situationniste* parus entre juin 1958 et septembre 1969 ainsi que les documents et annexes "signifiants". Pour les penseurs et praticiens de ce courant parmi lesquels les plus célèbres furent Guy-Ernest Debord, qui se suicidera le 30 novembre 1994, et Raoul Vaneigem, la construction de situations s'apparente à des "moments de vie concrètement et délibérément" forgés par "l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements". Ils adoptèrent des "modes de comportement expérimentaux" et pratiquèrent "le détournement à l'intérieur des sphères culturelles anciennes". Les membres de l'IS, qui ne furent jamais plus d'une centaine dans le monde durant toute l'histoire de la mouvance, passèrent,

dans un style péremptoire et corrosif, l'univers marchand au scanner de la critique radicale. Ils déployèrent une rage d'exister tendant au "renversement de la société actuelle" et démontèrent avec jubilation les théories révolutionnaires énoncées tant par les gauchistes que par les libertaires. "Changer la vie" fusa comme un mot d'ordre impératif, prélude à des bouleversements absolus débutant dans le quotidien et l'accomplissement de l'art par son ancrage dans celle-ci. Dans un questionnaire au sommaire du N°2 de décembre 1958, Abdelhafid Khalid demanda : "Avez-vous quelques connaissances en écologie humaine ?". Les situationnistes s'inspirèrent de "l'anonymat poétique" revendiqué par Lautréamont (1846-1870). Leur ludisme, volontiers provoquant, les incita à "lire sur les visages toutes les promesses, dernier état de la morphologie"... Eminemment subversifs, ils voulaient que "les idées redeviennent dangereuses". Plusieurs de leurs aphorismes comme "Vivre sans temps mort et jouer sans entrave", "Ne travaillez jamais" fleurirent sur les murs de 68. Il semblait évident que l'establishment ne les supporterait pas "dans la pâte molle du faux intérêt éclecétique, comme des Sartre, des Althusser, des Aragon, des Godard". L'on apprend les dessous, tenants et aboutissants d'une affaire strasbourgeoise qui fit grand bruit à l'automne 1966 : la sortie, précédée de quelques happenings turbulents, d'une brochure de 47 pages intitulée *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économiques, politiques, psychologiques, sexuels et notamment intellectuels, et de quelques moyens pour y remédier*. Son rédacteur, Mustapha Khayati, collabora régulièrement à l'IS. "Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence". Qui ose clamer aussi crûment aujourd'hui une telle audace sans fard ? Quant aux analyses de l'aliénation et de l'impérialisme, elles conservent toute leur pertinence en cette ère où l'occultation des mots s'accompagne d'une crudescence de la chose qu'ils désignent... RH.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

L'ASIE, UN NOUVEAU MONDE EN PUISSANCE ET UNE LANGUE EN PARTAGE : LE MONDE FRANCOPHONE

Deux hors-série de "Croissance" 1997 - 20 pages - 48 F

Sous forme de plaquettes de luxe, deux thèmes présentés de manière fort contestable. La première s'inquiète de la conquête du marché par l'Asie dans un ton tout ce qu'il y a de plus économiste, la seconde fait l'apologie de la langue française dans un style que ne renierait pas le ministère de la coopération (ex-colonisation). La dérive de l'orientation de la revue "Croissance" vers la "pensée unique" est de plus en plus pesante.

CALENDRIER LUNAIRE 1998

Ed. Calendrier lunaire diffusion (39120 Chêne Bernard) 1997 - 66 p. - 38 F (+6 F de port)

Pour les passionnés de jardinage. Même si on peut être septique sur l'influence réelle des astres sur nos cultures, ce petit livre donne de précieux conseils sur les méthodes pour cultiver son jardin.

LA PENSÉE ÉCOLOGISTE

de Frank de Rooze et Philippe Van Parijs
Ed. De Boeck Université (Bruxelles) 1991 - 204 p.

Les frontières étant ce qu'elles sont, nous ne venons que de découvrir ce livre qui, bien que datant déjà un peu, a fait un effort "encyclopédique" autour de la pensée écologiste. Même si nous ne partageons pas toujours les analyses des auteurs, ce livre mérite le détour pour sa richesse bibliographique internationale.

FEMMES ET MILITANTISMES

de Dominique Loiseau
Ed. L'Harmattan 1996 - 240 p. - 130 F

Sous un titre alléchant, il n'y a malheureusement qu'une étude sociologique extrêmement étroite : le passé de vieilles militantes féminines (et pas tellement féministes) de Saint-Nazaire. La plus jeune est née en 1937, ce qui donne un livre tourné vers un très vieux passé. Peu d'intérêt.

L'ÉCONOMIE MONDIALE 1998

du CEPII
Ed. La Découverte/Repères 1997 - 128 p. - 39 F

Vision économiste du monde des plus classique. Pour les étudiants dans ce domaine, pas pour nous. Croissance, PNB et compagnie : toujours l'usage des mêmes critères faux et donc toujours des conclusions de plus en plus éloignées de la réalité.

Salon MARJOLAINE


Alimentation Bio Produits naturels Tourisme vert

8 - 16 novembre 97

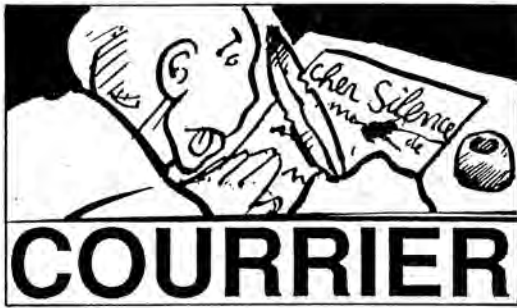
11h - 19h30

Nocturne 22h mardi et vendredi

Parc Floral de Paris

 Château de Vincennes
(navette gratuite)





ECO-GESTION

Le vieux mot "décharge" a incontestablement, alors qu'il est toujours d'actualité, hélas, une charge affective négative qui suscite des fantasmes, des phobies et autres répulsions systématiques. En plus, on confondait la décharge sauvage, au coin du petit bois et la décharge brute, souvent au moins partiellement close, "agrée" par le maire ou le syndicat de communes, mais pas par un Préfet normalement responsable et exigeant. Le label "Centre d'enfouissement technique" (CET), quant à lui, non seulement, a parfois été attribué à la légère et pour convenance personnelle ou politicienne, mais encore on n'a jamais très bien su si c'était le centre ou l'enfouissement qui était technique. Et puis "le chat enfout sa crotte". Et voilà que, pendant que l'état de l'art progressait à grand pas, alors qu'il n'est pas encore, lui, et heureusement, stabilisé-solidifié, est apparu le "Centre de stockage des résidus ultimes" (ou CSRU). Ce terme multi-interprétable et multi-interprété de "résidus

ultimes" était une bavure "ministéri-énarchale". Heureusement, il devrait être en cours d'"élimination", pour couper court à tout risque de maintien de la confusion. Mais, de plus, dans le concept de stock, il y a une idée de valeur et de rotation absente de la réalité du terrain. Et on avait effectivement parlé un peu, "dans le temps" de réversibilité, c'est-à-dire d'une possibilité, à très faibles probabilités, de pouvoir, a fortiori à fins marchandes, vider la décharge, pardon, le CSRU. (...) J'avais fin 1995, proposé "Site de gestion des résidus recyclables" avec l'acronyme SGR et mieux encore SEGRI, en utilisant "éco-gestion". Mais comme il faut savoir se remettre en cause et tenir compte des remarques pertinentes (et même impertinentes !), en cet automne 1997, je propose désormais "Site d'Eco-gestion en Dépot des Irrecyclables", pour bien expliquer la réalité du dépôt. Ce qui nous donnerait SEDI. Qu'en pensez-vous ? Jean-Marie GLÄNTZLEN Nord

DEVOIR DES JEUNES ENVERS LA SOCIÉTÉ

Je voudrais vous faire part de mes réactions suite à la lecture du livre "La mort en douceur" de Maurice Verzele dont vous avez parlé dans le n°209. La deuxième partie du livre, environ la moitié, décrit des méthodes pour le suicide en précisant les avantages et les inconvénients de chacune d'elles et la préférence de l'auteur en raison de la douceur de la mort procurée. Tout cela est intéressant et la prudence qui caractérise cette partie du livre est gage d'honnêteté. En revanche, la première partie intitulée "le droit au suicide" m'a profondément déplu. Page 17 : "La maladie, la douleur, l'adversité peuvent être une raison pour des jeunes de se suicider mais au fond les jeunes, et surtout les jeunes en bonne santé, n'ont pas le droit de se suicider. Ils ont des devoirs envers la société, envers leur famille, leurs parents. L'idée que n'importe qui a le droit de disposer de sa vie est fautive". Page 28 : "Souvent on entend 'J'ai le droit de me suicider si je veux'. Faux ! Nous appartenons à une communauté qui a investi en chacun de nous et qui a donc des droits sur nous (...) Il est évident que nous avons une dette envers l'Etat et que nous avons donc le devoir de contribuer au fonctionnement de cet Etat"... L'auteur invoque les devoirs envers la société qu'ont les jeunes mais cette société n'a-t-elle pas elle-même et en premier lieu des devoirs envers ces jeunes : devoir de donner toutes les chances d'épanouissement, de subvenir à tous les besoins vitaux des individus. Tous les événements que nous vivons quotidiennement, chômage, pré-

carité, guerres... n'ont-ils pas quelques raisons d'entraîner le suicide chez certains jeunes, même en bonne santé, quand, même leur entourage, parents, enseignants... se trouvent incapables de leur proposer un avenir viable ? L'auteur oublie que la souffrance n'appartient pas seulement aux malades et qu'elle est partout, sous des formes très diverses et ayant des causes multiples. Et le fait qu'elle ne soit pas irrémédiable ne fait rien à l'affaire. Argumenter contre le suicide en invoquant des coûts d'investissement tend à démontrer que l'auteur a réduit la jeunesse à du matériel qu'il convient de rentabiliser et ceci est désolant. (...) Ce n'est que quand l'Etat a amorti ses serviteurs et qu'ils sont en trop mauvais état qu'ils peuvent d'eux-mêmes choisir d'en finir. Ce qui sous-entend que les vieux coûtent cher endépenses de santé et que donc, plus tôt ils partent, plus l'Etat est gagnant. En tout état de cause, personne n'a choisi de vivre et il me semble que le premier droit à reconnaître à un individu, c'est celui de continuer ou de s'arrêter de vivre. Même un jeune a le droit de disposer de sa vie comme il l'entend et si son suicide n'est pas compris par la famille, ses parents, cela relève simplement que ceux-ci n'ont pas été capables de comprendre ce qui se passait chez leur enfant. Il se trouvent face à leur propre responsabilité. Personne n'a le droit, pas même M. Verzele, de prétendre empêcher quiconque de disposer de sa vie. C'est une simple question de liberté individuelle. Patrick URLACHER Val-de-Marne.

UN JUSTE MILIEU REVOLUTIONNAIRE

Pourquoi est-il si difficile à l'écologie politique de concilier son caractère social et humaniste avec sa vocation environnementaliste ? L'écologie n'est-elle pas un tout dans lequel l'aspect social n'est qu'une composante ? En voulant compartimenter les multiples facettes de l'écologie, on finit par opposer dans des rapports de force où la priorité revient soit au social, soit à l'environnement, alors que l'un et l'autre sont étroitement liés par des interactions d'équilibre. L'écologie politique a montré sa différence dans les grands choix de la vie. Ces grands choix ne peuvent s'accommoder des gens du nucléaire et de la surproduction, ni du sectarisme scientifique ou religieux, du laxisme complaisant ou du purisme intégriste, ni d'une politique ringarde, centralisatrice et manipulatrice. La vocation de l'écologie politique est d'être révolutionnaire. Mais une révolution véritable ne s'attaque pas directement aux institutions, c'est une révolution qui commence à partir de soi, une révolution qui brise les vieux schémas par la prise de conscience de nos propres conditionnements, dans nos relations avec les autres et par rapport au système dans son ensemble. Avec une volonté commune de se retrouver sur les bases concertées d'un juste milieu révolution-

naire qui ne sera jamais un centre neutre et mou, même s'il demeure entre deux ou plusieurs "chaises". Si les états d'"âme" sont malvenus en politique, il en va tout autrement de l'état d'"esprit" : de lui, dépendra la vision synthétique qui va saisir la faisabilité des projets en fonction du terrain et de la qualité de vie. C'est une recherche d'équilibre entre des choix quantitatifs à court terme et des choix qualitatifs à long terme. La qualité n'est pas nécessairement synonyme de facilité dans l'immédiat, mais plutôt de libération des automatismes et des lourdeurs du système matérialiste basé sur le profit. Parmi les décideurs, il y a encore trop d'intellectuels bavards qui s'écourent parler ou veulent faire carrière. Vivent-ils l'écologie individuellement, au quotidien ? Serons-nous assez lucides et présents pour créer une dynamique autour du vécu écologique et axée davantage sur l'individu, sachant que la société est une somme d'individus qui n'existe qu'en relations. Les vieilles idéologies, de gauche comme de droite, furent basées essentiellement sur l'aspect économique et compétitif, avec des valeurs conservatrices qui révèlent de l'avoir. L'écologie politique devait nous sortir de ce bourbier en visant l'être plus que l'avoir, en nous découvrant les relations de cause à

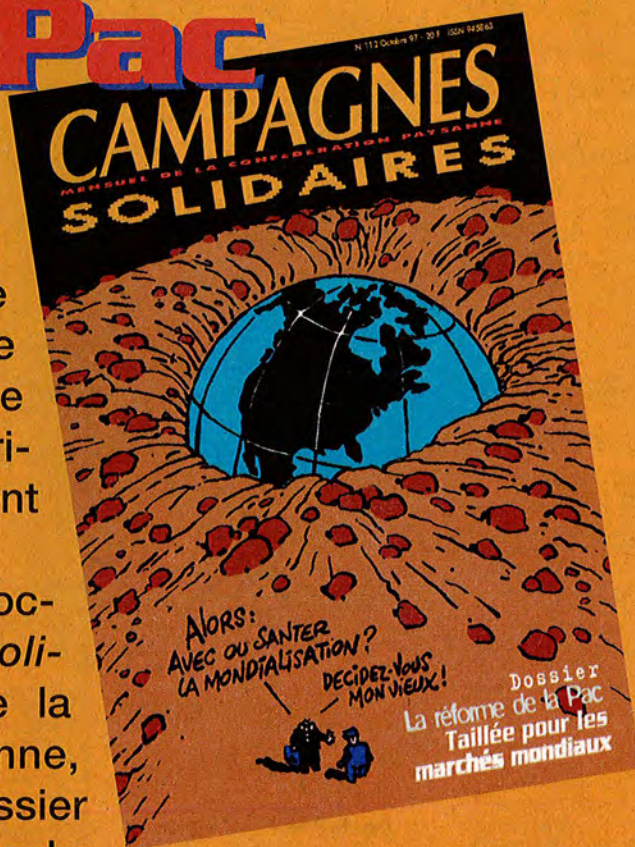
effets qui situent les hommes et leurs institutions dans la globalité de la vie. Il est temps de promouvoir la qualité de la vie en respectant la diversité des êtres et de leur milieu naturel. Sans oublier que le bonheur, même matériel, est tout relatif et subjectif et ne doit pas être réglementé. La vraie révolution, celle qui s'adresse au vécu de chacun, doit se manifester comme une prise de conscience écologique globale. Mais réalise-t-on l'urgence d'une prise de conscience écologique globale ? Nous vivons tous avec des habitudes de penser et des idées figées et nous prétendons changer le monde en lui proposant des recettes vieillottes, agrémentées de notre déséquilibre personnel. En cela, la politique "autrement" doit faire preuve d'une constante remise en question ! Agir sur la société et ses déséquilibres, sur l'environnement et ses déséquilibres, en apportant dans nos discours et nos actions notre propre déséquilibre, c'est à-dire notre agressivité, notre séparatisme, notre vision statique et partisane, c'est faire preuve d'une immaturité flagrante. La révolution commence vraiment à l'intérieur de soi-même. Comment peut-on "éclairer" les autres si l'on n'a pas fait soi-même la lumière sur les intentions profondes et souvent ca-

chées qui motivent nos actions et qui risquent de tout fausser dès le départ ? Nous n'avons pas encore réussi à faire vraiment de la politique "autrement" car il y a toujours des esprits qui ne sont pas encore prêts à se débarrasser d'une vision passiviste de l'écologie politique. Gauche, droite, centre, lutter, se battre contre, prendre le pouvoir, gagner les élections, voilà des mots puériles qui commencent à dater et qui n'ont fait que perpétuer les divisions et les conflits ! Nous devons comprendre que le changement ne peut pas être imposé, que rien ne peut véritablement changer sans une prise de conscience collective. Cette prise de conscience collective se réalisera par *raisonance* avec notre propre psychanalyse, fondée sur un questionnement authentique et sincère. Alors, nous nous apercevrons que nos motivations militantes manquent de souffle et de profondeur. La question est de savoir si nous voulons ou pas remettre en cause les incompréhensions chroniques et parler un même langage. La vocation de l'écologie politique d'aujourd'hui est d'être un juste milieu révolutionnaire, ouvert à tous. Georges BREMOND Les Verts - Alpes Maritimes.

Réforme de la Pac

Après l'échec avéré de la politique agricole commune de 1992, son projet de réforme reproduit la même logique destructrice pour les emplois agricoles et l'aménagement des territoires.

Dans son numéro d'octobre, *Campagnes solidaires*, le mensuel de la Confédération paysanne, vous propose un dossier complet pour comprendre les enjeux du "paquet Santer" dans la perspective des prochaines négociations de l'organisation mondiale du commerce.



BULLETIN D'ABONNEMENT À CAMPAGNES SOLIDAIRES

ABONNEMENT A L'ESSAI : 4 NUMEROS 60F

- ANNUEL (11 NUMÉROS) : 200^F
- SOUTIEN, COLLECTIVITÉS ET ÉTRANGER : 280^F
- ABONNEMENT À L'ESSAI (4 numéros) : 60^F
- NUMÉRO D'OCTOBRE : 20^F

Bulletin à découper ou à recopier sur papier libre et à renvoyer à :
Campagnes solidaires
104, rue Robespierre
93170 Bagnole
Chèque à l'ordre de Média Pays

NOM : PRÉNOM :
ADRESSE :
.....
CODE POSTAL : VILLE :
TÉL : PROFESSION :